

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12623 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : André Fontaine

— VENDREDI 30 AOUT 1985

ACCUSÉS DE CORRUPTION

Deux anciens ministres sont jugés à Bonn

Espionnage et consensus

Le hasard veut que le jour même où le chancelier Helmut Kohl s'apprête à tirer les conclusions de l'affaire d'espionnage qui lui a fait abréger ses vacances, une autre affaire revienne au premier plan de l'actualité. Il s'agit de l'ouverture, ce jeudi 29 août, du procès de M. Lambdorff, son ministre de l'économie, inculpé de la démission en juin 1984, après qu'on l'eût accusé d'avoir illégalement accordé d'importants dégrèvements fiscaux au groupe industriel Flick, moyennant subsides pour son parti.

L'opposition social-démocrate sera cependant du mal à exploiter cette simultanéité pour dénoncer la « République des scandales ». Dans l'affaire Lambdorff, comme quelques mois plus tard dans l'affaire Wörner — le ministre de la défense qui avait financé le plus haut grade de la Bundeswehr sur la foi d'un rapport erroné d'accusation d'homosexualité — le chancelier avait hérité par son ministre de la défense et son incapacité à transiger. Il avait fallu que la justice s'en mêle pour que le ministre de l'économie fût finalement démis.

Dans l'affaire Wörner, la « teneur » du contre-espionnage posée à l'été la semaine dernière, la réaction aura été un revanche extrêmement rapide et nette : quelques jours seulement pour sanctionner le « responsable », à savoir le supérieur de Wörner, et pour blâmer résolument le ministre de l'Intérieur, M. Zimmermann. Cette décision était d'autant plus facile que le consensus régnait au sein de la coalition que dirige M. Kohl.

On comprend l'importance des scandales-démocratie, qui ont dans le passé payé un lourd tribut aux défaillances du contre-espionnage ouest-allemand, en 1974 avec la très digne démission de M. Willy Brandt de la chancellerie et, quelques années plus tard, avec celle de M. Georg Leber, ministre de la défense, récusé à l'époque par le chef de l'opposition, M. Helmut Kohl.

Mais dans ce type d'affaires — il en est des exemples criants ailleurs qu'en RFA — l'ignorance vaut abolition au ministre responsable des services secrets. L'opinion ouest-allemande, qui souhaite que la clarté soit faite sur les procédés louches de financement des partis, n'attend plus de ses dirigeants qu'ils puissent démentir la réalité de la fiction dans la « mouvance » des services secrets. Elle sait que, au jeu de l'espionnage et du contre-espionnage, combattant à la division de l'Allemagne, la République fédérale souffre d'un handicap majeur, celui d'être une société ouverte, qui plus est très soucieuse de préserver les libertés individuelles face aux impératifs de la sécurité ou du renseignement.

L'affaire Tiedge n'aura donc vraisemblablement que peu d'impact dans le domaine de la politique intérieure. Elle n'en aura pas non plus, et c'est plus singulier, sur les rapports avec l'autre Allemagne. Ni M. Brandt, ni M. Strauss, ni les très nombreux dirigeants ouest-allemands qui vont se précipiter ces jours prochains à la Foire de Leipzig n'ont songé une seconde à suspendre leur voyage, bien qu'on se souvienne toujours pas de quel il retourne exactement, c'est-à-dire pourquoi la RDA a jugé le moment venu de rappeler un certain nombre de ses agents.

C'est paradoxalement dans le domaine des rapports de la République fédérale avec ses alliés que l'affaire Tiedge risque d'être le plus dommageable. Elle ne facilitera pas, en particulier, la tâche des industriels ouest-allemands sur le point d'aller faire leurs offres de services aux États-Unis pour un programme de recherches hautement sophistiquées et parmi les plus « sensibles », celui de l'IDS.

Le chancelier Kohl devait faire, ce jeudi 29 août, une déclaration sur les affaires d'espionnage et confirmer le remplacement au poste de chef des services de renseignement de M. Hellenbroich par M. Hans-Georg Wiese, ambassadeur de RFA auprès de l'OTAN. Ce jeudi également s'ouvrira à Bonn le procès de M. Lambdorff et Friderichs, anciens ministres de l'économie, inculpés de corruption dans l'affaire Flick.

De notre correspondant

Bonn. — Le procès central du scandale Flick s'est ouvert jeudi au tribunal de Bonn. Il y a dix ans, un coup de hasard faisait tomber les limiers du fisc ouest-allemand sur une opération de détournement fiscal pour le compte d'une organisation politique, ce qui a changé l'image que la jeune démocratie allemande se faisait d'elle-même. Aujourd'hui deux anciens ministres des finances, MM. Friderichs et le comte Otto von Lambdorff, tous deux membres du Parti libéral, ainsi que l'ancien chargé d'affaires du groupe industriel Flick, M. von Brauchitsch, ont à répondre de corruption ou de complicité de corruption, ainsi que d'incitation au détournement fiscal.

HENRI DE BRISSON.

(Lire la suite page 4.)

Le Monde

DES LIVRES

— Hector Bianciotti, écrivain français

— Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Le Rire de Laura », de Françoise Mallet-Joris.

— C'est la rentrée ! Toute l'actualité littéraire française et étrangère.

— Histoire : un auto-portrait de Jean Maitron.

Pages 11 à 14

Les archives secrètes d'Howard Hughes

Passionnant, le récit de Michael Drosnin, d'une précision étonnante, nous fait entrer dans l'intimité d'un homme, dont l'obsession fut de s'effacer.

Le Monde

« Une galerie de maîtres ou la prévarication, le chantage et les pressions d'un égoïste qui a la bassesse des ambitions humaines... l'ouvrage est aussi passionnant qu'éclairant. »

Le Matin

Citizen Hughes

MICHAEL DROSNIN

Presses de la Renaissance

MANIFESTATIONS A PARIS ET EN PROVINCE

La CGT lance chez Renault sa campagne de rentrée

Une centaine de militants CGT de Renault ont bloqué, ce jeudi 29 août, de 7 heures à 11 heures, la circulation sur les Champs-Élysées à Paris, en lançant la chasse aux véhicules neufs d'un dépôt partiel, fabriqué par la Régie à l'étranger. Cette manifestation est le dernier épisode en date d'une course-poursuite entre les syndicalistes de la CGT et un train d'outillage parti de l'usine de Douai à destination de la filiale espagnole de Renault. Les manifestants des Champs-Élysées voulaient ainsi protester, disent-ils, contre les dérapages qui entraînent la perte de plusieurs milliers d'emplois en France.

L'opération menée par la CGT correspond à un durcissement et à une activation de l'action de la confédération ; celle-ci veut mobiliser les salariés dans de nombreuses branches industrielles d'ici à la mi-septembre. « Assez trinqué, il faut agir », annonce M. Henri Krasicki dans le « Peuple », l'hebdomadaire de la confédération, pour lancer la campagne. Parallèlement, la CGT, relayée par « l'Humanité », cherche à mettre en évidence « la logique de la répression » exercée, selon les communistes, par les pouvoirs publics et le patronat.

(Lire page 19 l'article de Guy Herlihy.)



Le paradoxe de la cohabitation

Son adversaire déclaré pourrait la pratiquer mieux que ses partisans qui s'emploient déjà à la faire échouer

par MAURICE DUVERGER

L'opposition s'est démasquée à travers son dernier recours au Conseil constitutionnel. On croyait qu'elle se divisait entre adversaires et partisans d'une cohabitation entre François Mitterrand et une éventuelle majorité de droite. On voit maintenant qu'elle se répartit entre adversaires déclarés et adversaires clandestins. Plus exactement : entre adversaires d'une vraie cohabitation et partisans d'une fausse qui réduirait le président de la République à une fonction symbolique.

Bien que la cohabitation ait été le motif principal de la saison, le Conseil constitutionnel ne pouvait pas répondre à une question qu'on ne lui posait pas et qui ne relève pas de sa compétence.

Mais sa décision apporte au débat des éléments très importants. D'abord en écartant formellement l'interprétation restrictive des pouvoirs présidentiels qui était réclamée. Ensuite, en soulignant solennellement que les parlementaires

n'expriment « la volonté générale » que dans le respect de la Constitution : l'application de l'occurrence à la loi, cette formule veut évidemment pour toutes les décisions des Assemblées. Enfin en rappelant avec une certaine ironie pédagogique à un ancien chef de l'Etat, à cinq anciens premiers ministres, au président en exercice du Sénat, à vingt députés et, cent quatre-vingt-douze sénateurs un principe élémentaire du droit, dont l'ignorance ferait échouer à l'examen un candidat déficient : l'irréversibilité d'un vote. Les lois organiques contre la Constitution qu'on appelle « le constituant » des modalités d'application. Rares tant de leaders de l'opposition ont reçu si rude leçon.

Raymond Barre ne s'est pas montré seulement plus compétent qu'eux en refusant d'apposer sa signature à côté des leurs dans un recours si léger. Il est aussi resté fidèle à lui-même. Lui n'a jamais songé à réduire les prérogatives constitutionnelles du chef de l'Etat comme vient de le faire quelques personnalités gauchistes. Il estime, seulement que la France deviendrait difficilement gouvernable si le premier ministre appuyé sur la majorité parlementaire avait une orientation politique opposée à celle du président de la République. Certes, une telle cohabitation ne serait pas un lit de roses. Mais celle de MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre dans un même gouvernement ne serait-elle plus ?

La cohabitation n'établirait pas de dyarchie, à tout le moins. Le terme désigne le partage d'une même fonction par deux titulaires dont l'accord est nécessaire pour toutes les décisions : l'exemple classique étant celui des conseils de la république romaine. Entre le président et le premier ministre, notre Constitution définit une authentique séparation des pouvoirs. Différente, certes, de celle qu'on apprendait sur les bancs de la faculté de droit il y a un demi-siècle : avec des majorités parlementaires disciplinées, l'exécutif et le

L'AFFAIRE GREENPEACE

Extravagances

par ANDRÉ FONTAINE

L'extravagance succède à l'extravagance dans cette affaire du Rainbow Warrior, qui ne serait que bouffonne s'il n'y avait eu le mort d'homme. A voir l'exploit des trépas qu'ont laissés de leur passage dans le Pacifique les agents français en goguette, la première hypothèse venant à l'esprit était qu'ils l'avaient fait exprès. Ce qui poussait à se demander s'ils appartenaient bien à la DGSE, et si la prétendue « bavure » ne relevait pas plutôt de la provocation. De l'extrême droite aux Néo-Zélandais, en passant par le KGB, la CIA, le MI6 britannique, voire le mouvement Greenpeace lui-même, la liste était longue, après tout, de ceux qui seraient pu avoir intérêt à en mourir une.

Renseignements pris auprès de Bernard Tricot, il ne fait malheureusement pas de doute que les passagers de l'Ouvéa, à la possible exception — et encore — du docteur Marquet, appartenaient bien, de même que le faux ménage actuellement détenu à Auckland, aux services secrets de la République. S'ils se sont tant montrés, selon lui, c'était parce que leur mission consistait essentiellement à infiltrer les milieux favorables à Greenpeace et à se renseigner sur leurs projets.

L'explication, qui veut ce qu'elle veut, ne rend compte ni des coups de téléphone à Paris, ni de l'achat d'un Zodiac à Londres, ni de l'abandon sur place

de bouteilles d'oxygène. C'était donc bien le moins que l'ancien secrétaire général de l'Agence juge « étonnantes » une telle accumulation d'indices. Il devait tout de même être possible d'établir si elle s'était volontaire ou pas, et, dans les deux cas, de demander aux intéressés pourquoi.

Ayant ainsi exprimé, ici ou là, un scepticisme de bon ton, Bernard Tricot ne s'en déclare pas moins convaincu que « ni les personnes inculpées en Nouvelle-Zélande ni l'équipage de l'Ouvéa » ne sont à l'origine de l'incident.

Le chef du gouvernement de Nouvelle-Zélande s'est sur-le-champ indigné de ces propos. Moyennant quoi, il a jugé tout à fait satisfaisants les commentaires de Laurent Fabius, lequel a pourtant dit qu'il ne disposait lui-même, « à ce stade », d'aucun élément lui permettant de contredire la conviction du rapporteur par lui déposé.

Il est vrai que le premier ministre a exprimé le souhait que les autorités de Wellington fassent le plus vite possible la lumière sur le sabotage, ajoutant que les coupables, quels qu'ils soient, devraient répondre de leur crime. Mais qu'avait conclu Bernard Tricot, sinon qu'il croyait « utile » que son rapport soit « suivi en France d'un examen plus détaillé » ?

(Lire la suite page 8.)

LIRE

3. CHILI
Un entretien avec le numéro un du Parti communiste.
7. POLITIQUE
M. Giscard d'Estaing veut mettre la France « en espadrilles ».
19. ÉCONOMIE
La débâcle de l'électroménager italien.
20. SOCIAL
Les cheminots britanniques votent contre la grève.
22. AFRIQUE DU SUD
Neuf morts lors de la manifestation en faveur de Nelson Mandela.

étranger

AMÉRIQUES

LA SITUATION POLITIQUE AU CHILI

DANS LA CLANDESTINITÉ DEPUIS TREIZE MOIS

Le numéro un du PC approuve

« toutes les formes de lutte » contre le régime

LE GÉNÉRAL PINOCHET EXCLUT TOUT DIALOGUE AVEC L'OPPOSITION

Santiago (Reuter, AFP). — Le général Pinochet a rejeté le mercredi 28 août toute idée de négociations avec l'opposition. Sans même donner explicitement le document adopté, sous l'égide du cardinal Fresno, par onze formations politiques allant de la démocratie chrétienne à une fraction du parti socialiste (le Monde du 28 août), il a affirmé que le fossé entre son gouvernement et l'opposition ne pouvait être comblé.

S'exprimant devant les représentants d'un mouvement de femmes favorables au régime militaire, le général a notamment déclaré : « Nous trahissons le peuple chilien si nous retournons à une démocratie officielle et creuse, à laquelle aspirent quelques politiciens ». Le premier devoir du gouvernement, a-t-il ajouté, « est de ne pas revenir en arrière, directement ou indirectement ».

Mercredi également, plusieurs centaines de camionneurs ont bloqué pendant trois heures et demi l'axe routier principal qui relie la capitale au sud du pays. Les manifestants réclamaient notamment des facilités pour le paiement de leurs dettes, des mesures de relance économique, la levée des contrôles administratifs et une réduction des prix de l'essence. Les camionneurs chiliens, rappelle-t-on, avaient contribué en grande partie il y a douze ans à la paralysie économique du pays qui était abouti à la chute du président Salvador Allende.

Deux bombes ont, d'autre part, explosé, faisant six blessés, dans un magasin de confiserie et un café, situés dans une rue très passante de Santiago. Ces attentats n'ont pas été revendiqués.

Enfin, l'ancien chef-adjoint du service de renseignement des Carabiniers, le colonel Julio Michea, a été arrêté mercredi à Santiago dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat, en mars dernier, de trois responsables du Parti communiste chilien. Le service de renseignement des Carabiniers avait été dissous au début du mois à la suite de la mise en cause de plusieurs de ses membres dans la mort de ces trois militants communistes. Quatorze carabiniers ont été impliqués dans cette affaire par un juge de la capitale. Le colonel Michea est le sixième à être arrêté.

De notre envoyé spécial
Santiago. — Il s'appelle Jaime Insuza. Il vient d'avoir quarante et un ans. Il a un visage très fin, mince et mobile, des cheveux frisés, le regard un peu triste. Profession : professeur d'histoire. Marié, deux enfants de quatre et deux ans. Il ne les a pas vus depuis juillet 1984. Jaime Insuza, membre du comité central, et considéré comme le numéro un du Parti communiste chilien, vit dans une clandestinité totale depuis treize mois.

Il change de chambre presque tous les jours et prend toutes les précautions habituelles. Toutes les polices et les services spéciaux du régime le cherchent. On le sent quand même un peu tendu, aux aguets du moindre bruit suspect. S'il était pris ? A la question, il répond par une grimace significative. Jaime appartient à ce que les militants appellent l'Olympo, la direction suprême et clandestine du PC. C'est lourd. Pas facile de vivre la clandestinité dans le Chili de Pinochet, mais c'est possible. La preuve : il est là dans cette pièce glaciale quelque part dans le grand Santiago. La machine de l'appareil fonctionne parfaitement. Pour le rejoindre, il a fallu de quelques relais discrets, d'une longue vie en zig zag à travers la grande ville pour être sûr de ne pas être suivi.

Il est là, concentré, attentif, en train de lire le texte que viennent de publier les représentants des courants politiques favorables à une transition démocratique (le Monde du 28 août). Un événement ? « Oui, sans doute, dit-il. Mais c'est aussi une démarche dangereuse. On laisse croire que la démocratie est possible en excluant un secteur de l'opinion. La vraie démocratie est sans exclusive d'aucune sorte. Ce document est important. Il illustre les exigences démocratiques de la société civile, mais pas de toute la société. La gauche, ça compte au Chili. Et il s'agit de savoir si l'on est pour la fin de la dictature de Pinochet ou si l'on veut négocier avec lui. Dans le premier cas, le document est positif, il va contraindre tout le monde à se pro-

De notre envoyé spécial
Santiago. — Nous allons, nous aussi, l'étudier sérieusement et naturellement donner notre avis. Nous sommes, nous communistes, disposés à dialoguer avec tous ceux qui veulent la fin du régime, même avec ceux qui l'ont soutenu puis abandonné.

La violence

— L'opposition modérée vous reproche de préconiser la violence armée ?

— Je crois que c'est un prétexte. Même l'aile gauche de la Démocratie chrétienne dit que c'est un prétexte. Si l'on veut parler de violence, il faut aussi parler de celle de la droite, du gouvernement, des milliers de Chiliens torturés, assassinés depuis douze ans. Une terreur atroce.

— De cette violence-là, le peuple chilien n'est pas responsable. Mais il a le droit de se défendre. La violence, c'est aussi le million de chômeurs, la faim, le désespoir, la dégradation des institutions, la drogue, la prostitution. Que cela soit clair : nous ne préconisons ni ne soutenons la lutte armée. Nous disons que le peuple a le droit d'utiliser toutes les formes de lutte pour se défendre. C'est-à-dire les grèves, les diverses manifestations, et les barricades. Oui, nous approuvons les barricades, comme nous approuvons la grève de la faim des chômeurs de taxi, celle des médecins, aussi en grève de la faim parce qu'ils protestent contre les conditions lamentables des hôpitaux chiliens.

— Vous approuvez aussi les sabotages et les attentats du Front patriotique Manuel Rodríguez ?

— Le Front est un cas spécial et il pratique des formes de lutte particulières. Nous l'acceptons et le soutenons. C'est une action de plus, qui s'ajoute aux autres. Cela ne veut pas dire que nous sommes à cent pour cent d'accord avec tout ce

qu'ils font. Le risque de provocations existe, ce qu'on appelle le terrorisme latent. Il y a de nombreux exemples précis. Mais pour le régime tout est terrorisme, les barricades, les grèves et la répression.

— Vous croyez que la violence armée peut renverser le régime ?

— Je ne le pense pas. La seule violence militaire est incapable de venir à bout de la dictature. Mais je crois que toutes les actions conjuguées, la combinaison de toutes les formes de lutte, peuvent aboutir ce résultat. Depuis les grèves de la faim jusqu'aux grandes manifestations populaires dans la rue. Ça, j'y crois. C'est le meilleur chemin. Dès octobre 1973, le Parti communiste s'est déclaré en faveur de la constitution d'un large front antifasciste par l'union de toutes les forces démocratiques. Sur l'essentiel, nous n'avons pas changé d'un iota. Et le temps nous donne raison.

Le courage de l'Eglise

— Pensez-vous que la position des Etats-Unis est en train d'évoluer ?

— Je pense qu'ils vont essayer de soutenir Pinochet le plus longtemps possible. Ils pourraient changer d'opinion s'ils s'apercevaient qu'il y a vraiment une possibilité d'évolution démocratique au Chili. Pour l'instant, ils se contentent de dire aux leaders de l'opposition tolérés : mettez-vous d'accord entre vous, trouvez une solution pacifique et politique, et restez anticomunistes.

— L'Eglise chilienne a joué un rôle déterminant dans la préparation de l'accord national pour la transition démocratique.

— C'est certain. C'est une attitude très positive, très courageuse, dont nous nous félicitons beaucoup. Quand le cardinal Fresno lance un appel à la réconciliation nationale, il touche le cœur de tous les Chiliens qui veulent le retour de la paix et de la démocratie. Le 4 septembre est l'anniversaire de l'élection de Salvador Allende à la présidence. Mais c'est aussi l'anniversaire de la victoire du démocrate chrétien Frei en 1964.

MARCEL NIEDERGANG.

Nicaragua

LE SYNDICAT SANDINISTE RECONNAÎT UNE CHUTE IMPORTANTE DU NIVEAU DE VIE DES TRAVAILLEURS

Managua (AFP). — Le niveau de vie des travailleurs nicaraguayens a subi une chute importante, au point que le salaire minimum ne représente même pas 10 % du coût des dépenses de base nécessaires pour nourrir leurs familles, indique un rapport de la Confédération sandiniste des travailleurs (CST) publié mardi 27 août, par le journal gouvernemental *Barricada*. En milieu urbain, ce salaire minimum ne représente que 9 % du prix des dépenses de base et en milieu rural, 8,5 %, selon le rapport de la CST.

Barricada souligne que la production agricole a chuté en raison de la sécheresse qui a frappé cette année le Nicaragua, alors que la production industrielle a elle-même enregistré une baisse. De plus, le coût des importations dépasse 1 milliard de dollars, alors que les exportations ne rapportent que 400 millions de dollars au pays.

Le journal ajoute que le gouvernement sandiniste a dû consacrer 50 % du budget national à la défense en raison de l'activité de dix mille guérilleros sur le territoire nicaraguayen. Pour faire face à cette guérilla, « plus de cinquante mille travailleurs salariés ont dû être enrôlés pour défendre leur pays, et 80 % des paysans participent activement à la guerre ou bien travaillent dans des conditions difficiles », ajoute le rapport de la CST.

La centrale ouvrière du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) reconnaît que le plan de redressement économique, lancé il y a sept mois par les autorités, n'a pas encore donné les résultats attendus. Le gouvernement avait décidé de libérer les prix, de dévaluer la monnaie, d'interrompre les subventions aux producteurs et d'augmenter les salaires régulièrement pour améliorer la situation des ouvriers.

JEAN-CLAUDE BUIRRE.

Colombie

Un des principaux chefs de la guérilla a été tué par l'armée

Bogota (Reuter, AFP). — Ivan Marino Ospina, chef militaire du mouvement de guérilla M-19 (Mouvement du 19 avril), a été tué le mercredi 28 août avec trois de ses gardes du corps, a annoncé le chef de l'armée colombienne, le général Rafael Ángel.

Le chef rebelle a été tué au cours d'un raid de

l'armée dans un appartement de Cali à 450 kilomètres au sud-est de Bogota. Deux policiers ont été blessés au cours de l'engagement.

Ivan Marino était l'un des cinq membres du commandement central du M-19, et sa mort représente le coup le plus sévère porté à la guérilla depuis plusieurs années.

Une trêve bien fragile

Il y a juste un an, une « journée de la paix » marquait en Colombie les accords de cessez-le-feu signés par le gouvernement avec les principaux mouvements de guérilla. Entrés en vigueur le 30 août 1984, ces accords devaient en principe ouvrir la voie à un début de trêve, après une longue période de violence politique, qui avait fait plus de soixante-dix mille morts en une vingtaine d'années. « Profitez de ce moment historique, ne le laissez pas échapper », avait déclaré le président Belisario Betancur.

Douze mois plus tard, le processus de paix engagé par le président conservateur semble marquer le pas. Les événements de ces derniers semaines résument assez bien les limites et les espoirs de cette nouvelle tentative de pacification. Ainsi, à la suite de l'insuccès de la grève générale du 20 juin, le M-19, l'un des signataires de la trêve, de tendance nationaliste de gauche, a décidé de reprendre l'offensive. En revanche, le plus ancien groupe insurgé, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), qui s'est transformé en parti politique, se montre toujours prêt à respecter ses engagements et à jouer le jeu dans le cadre des garanties qui lui ont été promises par les autorités.

Le pari du président Betancur semble donc encore loin d'être gagné, et les nouvelles attaques lancées par le M-19 jusqu'au cœur de Bogota en ont confirmé la fragilité. Pourtant, il y a un miracle ? Le chef de l'Etat lui-même n'a jamais caché que ce n'était pas du jour au lendemain que l'on parviendrait à mettre un terme à une violence endémique qui plonge ses racines dans des disparités sociales toujours

croissantes. Dans cette optique, le président Betancur avait préféré choisir la politique des petits pas plutôt que de promettre l'impossible. En accordant au pouvoir, il y a trois ans, sa première initiative avait été de promulguer une amnistie ; ensuite, il avait chargé une commission de paix d'entamer des négociations directes avec les insurgés.

Désillusion

Après l'accord conclu en août 1984, un nouveau pas vers la paix intérieure avait été franchi en mai dernier, avec l'adoption définitive par le Sénat d'une loi dite « de pardon », visant à faciliter la réinsertion civile des guérilleros. Une chose est cependant l'aspect juridique du problème ; autre chose la mise en pratique de ces intentions. Si, en théorie, 90 % des guérilleros sont censés avoir respecté les accords de trêve, les opérations militaires s'ont jamais cessées, pas plus que les attentats ou les enlèvements. Depuis la rupture de la trêve par le M-19 et son retrait de l'accord national de paix, on assiste également à une multiplication des sabotages contre des pylônes à haute tension et des oléoducs.

Inquietes de ces nouvelles formes de terrorisme, les autorités ont semblé renforcer les mesures prévues par l'état de siège rétabli en mai 1984, à la suite de l'assassinat du ministre de la justice, Rodrigo Lara Bonilla, sans doute abattu par la mafia de la drogue. A quelques mois des prochaines élections générales, la pacification donne ainsi l'impression d'être un échec. Et une certaine désillusion est perceptible dans l'opinion. Le président Betancur est critiqué aussi bien à

gauche qu'à droite. Comme une partie de l'opposition libérale, l'armée avait jugé excessive la grâce accordée aux guérilleros et n'a jamais dissimulé son scepticisme sur les chances de succès du processus engagé. De leur côté, les groupes révolutionnaires qui n'ont pas déposé les armes reprochent au gouvernement de tarder à respecter son engagement d'entreprendre de véritables réformes économiques, sociales et politiques.

Suivent l'exemple du M-19, un autre signataire de la trêve, l'EPPL (Armée populaire de libération maoïste), a lui aussi lancé de nouvelles opérations, tandis que l'Armée de libération nationale (ELN, pro-castriste) est toujours restée en dehors des accords de trêve.

Malgré quelques récents accrochages avec l'armée dans le département de Huila, seules les FARC persistent dans la voie électorale. Leur légendaire chef de file, Manuel Marulanda, dit « Tirofijo », parce qu'il ne raterait jamais sa cible, s'est lui-même lancé dans l'arène politique pour briguer un siège au Sénat sous le bannière de l'Union patriotique, le parti récemment créé par les FARC. L'extrême gauche parvient, toutefois, difficilement à entamer sérieusement les positions des deux formations traditionnelles, les conservateurs et les libéraux, dans un pays au bipartisme profondément enraciné.

Après le remaniement ministériel intervenu le 20 août — les postes de ministres du travail, de l'éducation et de l'agriculture ont changé de titulaire — le président Betancur dispose encore d'une année pour tenter de sauvegarder sa politique.

JEAN-CLAUDE BUIRRE.

Etats-Unis

La pauvreté recule mais les inégalités s'accroissent

Correspondance

Washington. — Le nombre d'Américains vivant « officiellement » dans la pauvreté représentait, en 1984, 14,4 % de la population, soit environ 1 % de moins qu'en 1983. Ainsi, le Census Bureau, responsable des statistiques officielles, note que, après s'être singulièrement accru pendant cinq ans, le nombre des pauvres a diminué sensiblement.

Le seuil officiel de la pauvreté est établi sur la base du revenu annuel d'une famille de quatre enfants, compte tenu chaque année des variations de l'indice des prix à la consommation. En 1984, ce revenu annuel a été fixé à 10 609 dollars.

Les statistiques indiquent également que, en 1984, le revenu moyen des familles a augmenté de 3,3 %, bref au rythme le plus rapide enregistré depuis 1972. Cette amélioration est attribuée au rétablissement économique de 1983-1984 ; intervenu après plusieurs années de récession, rétablissement ayant entraîné la baisse du chômage, lequel est passé de 9,6 % de la population active en 1983 à 7,5 % en 1984.

Bien entendu, ces statistiques ont été accusées, avec une grande satisfaction, à commencer par le président Reagan, qui a souligné que « le plus grand ennemi de la pauvreté était le système de la libre entreprise », ajoutant que, après une décennie difficile, « l'Amérique s'engageait dans la bonne direction ».

M. Buchanan, principal collaborateur de la Maison Blanche, a renchéri en disant qu'il s'agissait d'un « triomphe, non seulement pour la politique mais pour la philosophie du président Reagan ».

Les démocrates de l'opposition ont évidemment exprimé leurs réserves. Ils estiment que cette amélioration est essentiellement passagère. D'autre part,

s'appuyant sur les études d'institutions privées de recherche, ils notent que, à 14,4 %, le taux de pauvreté est encore presque trois fois plus élevé qu'en 1976-1977 (le chômage était alors au même niveau qu'actuellement) et que, en tout cas, il dépasse le taux de 14 % enregistré en 1981 à la fin de la première année du mandat présidentiel.

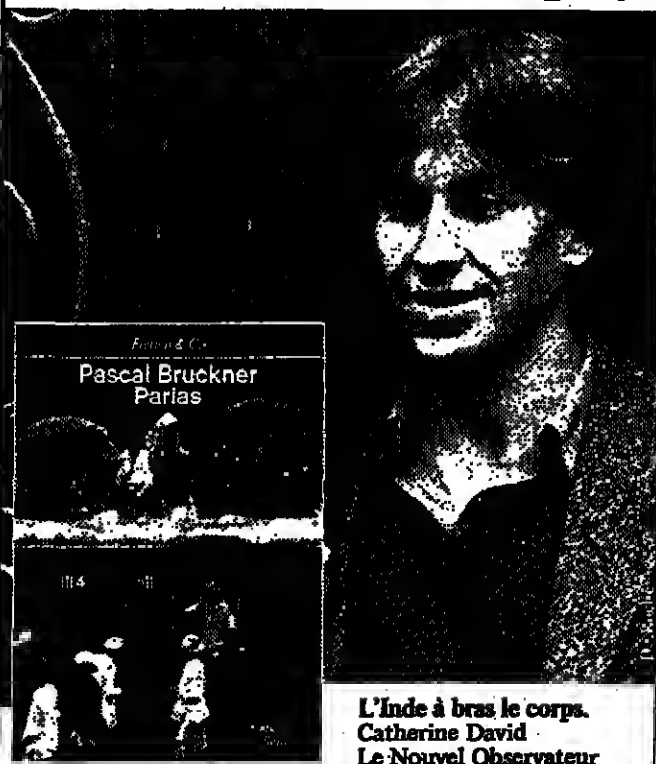
Malgré, surtout, les démocrates soulignent que l'écart entre les riches et les pauvres n'a jamais été plus grand. En 1983, 40 % des familles les plus riches recevaient 15,9 % du total des revenus, et 40 % des familles les plus riches 67,1 %. En 1984, ces pourcentages ont changé : les « pauvres » ont reçu 15,7 %, tandis que les « riches » en ont tiré 76,3 %. En chiffres, le revenu moyen de 40 % des « pauvres » a diminué en 1980 et 1984 de 12 966 dollars à 12 489 dollars par an ; alors que le revenu moyen de 40 % des familles riches s'est accru, passant de 43 531 dollars à 45 300 dollars.

Néanmoins, les économistes officiels font valoir que le recul de la pauvreté concerne tous les groupes.

Ainsi le pourcentage des « pauvres » n'a pas diminué de 1,9 point, celui des « pauvres » blancs de 0,7 %. Le taux de pauvreté a reculé très nettement pour les personnes âgées (plus de soixante-cinq ans), passant de 14,2 % en 1983 à 12,4 % en 1984. Il en est de même pour les familles chefs de famille (1,6 % de diminution). En revanche, le taux de pauvreté a légèrement augmenté chez les Hispaniques (28,1 % en 1983 contre 29,4 % en 1984). Il a diminué de 1 % pour les jeunes blancs de moins de dix-huit ans, mais il est resté le même pour les jeunes Noirs de la même catégorie.

HENRI PIERRE.

Pascal Bruckner



L'Inde à bras le corps. Catherine David. Le Nouvel Observateur

Une rareté, ces "Pariss" : un vrai roman d'aventures qui n'a pas peur de l'être. Matthieu Galey/L'Express

Pascal Bruckner vient d'écrire le roman de l'Inde mythique, celle des paumés et des marginaux d'Occident, des routards et des drogués, des charlatans et de leurs dupes. François Nourissier/Le Figaro Magazine

Dans un roman à la fois réaliste et allégorique, comme il convient au pays, Pascal Bruckner fait éprouver, jusqu'au vertige, jusqu'au martyre, à ses personnages occidentaux, ce mélange de répulsion et d'envoûtement devant cet exotisme moribond immortel. Jean-François Revault/Le Point

Collection Fiction & Cie dirigée par Denis Roche - 95 F

S E U I L

EUROPE

RFA

Le chef des services du renseignement extérieur a été limogé

Bonn. — Alors que plusieurs nouvelles arrestations d'agents de l'est étaient annoncées à Bonn, l'affaire d'espionnage qui secoue l'Allemagne fédérale a fait sa première victime : le chrétien-démocrate Herbert Hellenbroich, nommé le 1^{er} août dernier à la tête du Bundesnachrichtendienst (BND), l'office fédéral chargé du renseignement à l'étranger.

Informé le mercredi 28 août par le directeur de la chancellerie, M. Schröder, qu'il était déchargé de ses fonctions, M. Hellenbroich était jusqu'en juillet dernier le patron du Bundesverfassungsschutz (BfV), l'office chargé du contre-espionnage en République fédérale. A ce titre, il était le supérieur direct de Hans-Joachim Tiedge, responsable de la section « RDA », passé la semaine dernière à l'Est. M. Hellenbroich, qui a confirmé lui-même son limogement, a été remplacé à son poste par l'actuel ambassadeur d'Allemagne fédérale auprès de l'OTAN, Hans-Georg Wöck, ancien ambassadeur à Moscou.

Le chancelier Kohl, auquel le ministre de l'Intérieur, M. Zimmermann, a remis mercredi un rapport complet sur les événements de ces dernières semaines, devait annoncer officiellement jeudi ses décisions. Apparaissant, le président de la Ré-

De notre correspondant

publique, M. von Weizsäcker — qui doit contraindre le limogement de M. Hellenbroich et la nomination de son remplaçant, — devait être informé à son tour par M. Zimmermann.

M. Hellenbroich, qui avait été désigné depuis plusieurs jours à la dictée publique, s'est surtout vu reprocher de ne pas avoir informé son ministre de tutelle, M. Friedrich Zimmermann, du problème posé par le maintien de H.-J. Tiedge à son poste malgré les risques encourus en raison de la personnalité « à problème » de ce chef de service. Il a affirmé pourtant mercredi soir qu'il prendrait la même décision si c'était à refaire. Visiblement fortement choqué d'avoir à payer les pots cassés, il s'est refusé à toutes explications en se retranchant derrière le secret professionnel.

M. Zimmermann sort néanmoins personnellement affaibli d'une affaire qui ne sert pas son plus cher conseiller Kohl. Pour la deuxième fois en un peu plus d'un an, celui-ci refuse de faire porter la responsabilité d'un scandale important à un de ses ministres. En février 1984, il avait maintenu à son poste le ministre de la Défense, M. Manfred Wörner, qui avait placé à la retraite anti-

cipée le général Kissling, ex-adjoint au commandant en chef de l'OTAN, accusé par les services secrets de l'armée de fréquenter les bars homosexuels de Cologne.

L'opposition social-démocrate, qui a réclamé une convocation extraordinaire du Bundestag, ne manquera pas l'occasion qui s'offre à elle de dénoncer le gouvernement.

Alors que les dirigeants allemands s'efforcent de tirer les conséquences qui s'imposent pour remettre de l'ordre dans leurs services secrets, trois nouveaux cas d'espionnage ont été rendus publics. Un couple d'Allemands d'âge soixantaine, qui faisaient depuis quelque temps déjà l'objet d'une surveillance de la part du Bundesverfassungsschutz, a été arrêté en Suisse. Il aurait notamment assuré la liaison avec le secrétaire de la présidence de la République arrêtée le week-end dernier à Bonn. Un autre couple a été arrêté à Londres. Enfin un deuxième haut fonctionnaire du Bundesverfassungsschutz est actuellement interrogé sur ses « relations particulières » avec un agent de l'Est qui avait tenté de l'enlever récemment au cours de vacances communes en Autriche et qui a disparu depuis sans laisser de trace.

H. DE B.

Deux anciens ministres sont jugés à Bonn

(Suite de la première page.)

En cette fin d'été bonnois troublé par les récentes affaires d'espionnage, on pourrait avoir l'impression que l'ouverture de ce procès tant attendu se déroule dans l'indifférence la plus complète. La commission d'enquête parlementaire, qui a été en mars dernier ses propres auditions sur le problème du financement des partis politiques et dont les débats ont servi de répétition générale avant le procès, a fini par voir ses propres travaux sombrer dans un demi-anonymat. Son rapport final ne sera pas rendu, pour le mieux, avant la fin décembre.

Cette apparente lassitude n'a rien de très surprenant. Malgré des rebondissements spectaculaires, la procédure a été épuisante, longue et compliquée, et on a eu le sentiment qu'à peu près tout avait été dit. Les auditions du chancelier Kohl, du ministre-président Strauss, de l'ancien chancelier Brandt, président du Parti social-démocrate, par la commission d'enquête parlementaire n'ont laissé aucun doute sur l'enlisement encore, sur les pratiques couramment utilisées jusqu'au début des années 80 par les partis politiques pour remplir leurs caisses. Pratiques qui, si elles étaient illégales, faisaient partie d'un paysage politique largement accepté, à gauche comme à droite, jusqu'à ce qu'un fonctionnaire un peu ténace vienne y mettre le holà.

La nouvelle loi sur le financement des partis politiques entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1984 a institué des règles un peu plus claires. Mais l'opinion publique n'en continue pas moins d'exiger, quoi qu'il en coûte, toute la

lumière sur les pratiques du passé. C'est ce qu'a démontré sa violente réaction lors de la tentative du gouvernement du chancelier Kohl d'imposer en 1984 une amnistie pour tous ceux qui avaient été impliqués dans ses pratiques. L'affaire Flick a déjà en ses victimes célèbres, comme M. Rainer Barzel, qui a dû démissionner en novembre dernier de la présidence du Bundestag, et qui a disparu l'on est déçu qu'il touchait des honoraires du groupe Flick sous le couvert d'un cabinet d'avocat de Francfort.

Un catalogue du gratin politique

Toute cette affaire ne saurait se résumer dans l'acte d'accusation sur lequel on a répondu les trois hommes, qui comparaitraient aujourd'hui pour la première fois devant la septième chambre du tribunal de Bonn. A eux trois, ils représentent très exactement un échantillon de cette classe qui a présidé depuis des années à la puissance économique de la République fédérale. Après avoir quitté son poste de ministre des finances en 1977, M. Friedrichs est demeuré jusqu'à sa démission l'année dernière, au conseil d'administration de la Dresdner Bank. M. Lambdorff, qui lui avait succédé à la tête du ministère des finances, poste qu'il a conservé jusqu'à son inculpation en juin 1984, était l'artisan du changement de coalition à Bonn, défenseur infatigable des thèses économiques libérales, et reste l'une des figures de proue de son parti. Quant à von Brandtisch, il exerce, à côté de ses fonctions au

sein du groupe Flick, des responsabilités importantes au sein du patronat ouest-allemand. A ce titre, il avait pignon sur rue à Bonn, où même l'ancien chancelier Helmut Schmidt ne dédaignait pas d'avoir recours à ses conseils. C'était lui aussi qui distribuait généreusement les libéralités de son groupe industriel à tout ce qui comptait dans la politique. La comptabilité secrète tenue scrupuleusement au jour le jour par le comptable Diehl avait été saisie au cours des perquisitions des agents du fisc. C'est un véritable catalogue du gratin politique ouest-allemand. C'est sur cette comptabilité que s'appuient largement les juges pour étayer leurs deux accusations de corruption et de détournement de fonds au profit des partis politiques. Lambdorff et Friedrichs sont accusés d'avoir touché respectivement 125 000 et 375 000 Deutschmarks pour leur part au cours de la période où ils avaient, comme ministres des finances, la responsabilité du dossier de dégrèvement fiscal demandé par la famille Flick pour le produit de la vente de son paquet d'actions du groupe Mercedes.

Le produit de cette vente — 1,9 milliard de DM, — qui avait été réinvesti partiellement dans le groupe américain Grace, avait bénéficié du paragraphe 9 B de la législation permettant à tout investisseur de ne pas avoir à verser d'impôt sur la vente de titres si le produit de celle-ci était réinvesti de manière avantageuse pour l'économie allemande. Gain de l'opération : 800 millions de Deutschmarks. Accusé d'avoir touché l'argent de la famille Flick en échange de leur compréhension, MM. Friedrichs et Lambdorff se défendent d'avoir agi en dehors des règles en vigueur et pour d'autres intérêts que ceux de l'économie allemande. M. Lambdorff a toujours réaffirmé qu'il n'avait rien à se reprocher et qu'il entendait bien sortir de ce procès innocent.

Quant au deuxième chef d'accusation, qui vise les activités de M. Lambdorff au moment où il était trésorier du FDP en Rhénanie du Nord-Westphalie et celles de MM. Friedrichs et von Brandtisch lorsqu'ils distribuaient aux partis politiques des fonds provenant des uns de la Dresdner Bank, les autres du groupe Flick, il s'inscrivent dans la pratique courante avant la promulgation de la dernière loi sur le financement des partis politiques. Cette pratique, si elle a été condamnée depuis à maintes reprises, a été largement employée par tous les partis, à l'exception des Verts. On se situe là à une frontière difficile à déterminer entre l'argent et le pouvoir, entre la politique et la justice. Il n'est pas sûr, quelle que soit l'issue du procès, que celui-ci puisse apporter de réponses.

HENRI DE BRESSON.

Le procès von Korff suspendu. — Le procès à Bonn de l'ancien capitaine SS Modest von Korff, soixante-cinq ans, responsable en 1942-1943 de la police de sécurité de Châlons-sur-Marne, a été suspendu le mercredi 28 août en raison d'informations nouvelles apportées par M. Serge Kiersfeld. Les audiences ont été reportées à une date indéterminée. — (AFP.)

DIPLOMATIE

L'Italie accélère sa participation au projet IDS

Rome (AFP). — L'Italie est déjà engagée dans le projet américain d'initiative de défense stratégique (IDS), a-t-on appris, mercredi 28 août, à Rome dans les milieux d'affaires italiens concernés par ce programme.

Le général américain James Abrahamson, le coordonnateur du projet, qui a rencontré mardi dans la capitale italienne le président du conseil italien, M. Bettino Craxi, et le ministre de la Défense, M. Giovanni Spadolini, a annoncé qu'une délégation américaine technico-scientifique était attendue à Rome dans une dizaine de jours. Cette délégation doit fixer les détails de la coopération des entreprises italiennes qui participeront au projet IDS. Un investissement de 26 milliards de dollars est prévu pour les cinq premières années de recherches sur l'IDS.

Après la rencontre du général Abrahamson avec plusieurs représentants de l'industrie italienne — une quarantaine d'entreprises, notamment Fiat, Agnelli,

Aeritalia et Telespazio, — le gouvernement italien a décidé de constituer un comité défense-industrie pour coordonner la coopération avec Washington.

Dans un communiqué, le ministère de la Défense italienne a annoncé que la partie américaine « a manifesté son intérêt pour une collaboration dans les domaines des technologies du laser, de l'optique électronique, des appareils de surveillance à infra-rouge, des calculateurs rapides et des composants optiques ».

« J'ai toujours été favorable à une réponse européenne à l'offre américaine » de participation à l'IDS, a déclaré à des journalistes italiens le ministre de la Défense. « Le général Abrahamson, a-t-il ajouté, considère qu'une possible solution des gouvernements européens à l'IDS est compatible avec leur adhésion éventuelle au projet Eurêka de la France ».

Moscou et Eurêka : une prudence tactique

Si la position de Moscou à l'égard de l'initiative de défense stratégique (IDS) de M. Reagan est bien connue pour son hostilité totale, il n'en va pas de même au sujet du projet Eurêka, cher à M. Mitterrand, qui doit faire l'objet d'une nouvelle concertation entre les dix-sept pays européens engagés dans l'aventure, les 5 et 6 novembre à Hanovre. C'est que, depuis le printemps dernier, les commentateurs, tout comme les responsables soviétiques, ont fait le sujet, ne suivent pas, en particulier, le Parti communiste français dans la condamnation sans nuance qu'il porte régulièrement à l'encontre d'Eurêka.

La prudence du Kremlin vient d'être confirmée par deux commentateurs autorisés. Vladimir Katine, de l'agence officielle soviétique Novosti, et Y. Kovalenko, des Izvestia. Tous les deux, certes, font d'amples réserves sur les risques de dérapage militaire du projet et la possibilité de voir Eurêka ne devenir qu'une variante ouest-européenne de la « guerre des étoiles ». Ils n'en manifestent pas moins un grand intérêt pour « la volonté des pays d'Europe occidentale (...) de mettre au point et de réaliser une politique scientifique et technologique commune et d'enrichir la suite des travaux et des investissements vers les Etats-Unis » (Y. Katine), ainsi que pour « la volonté de la France de démontrer que les Européens de l'Ouest ne peuvent entrer en concurrence avec les Etats-Unis et le Japon dans les technologies ultramodernes qu'en conjuguant leurs efforts » (Y. Kovalenko). D'où, d'ailleurs, leur crainte de voir Eurêka piétiner quelque peu, s'enliser dans les difficultés financières et « les contradictions incessantes au sein du Marché commun », alors que l'IDS progresse à grands pas dans plusieurs pays européens stratégiques, comme la RFA, la Grande-Bretagne et l'Italie.

Ces commentaires confirment ce que l'on soupçonnait. Plutôt que

d'excommunier d'entrée de jeu Eurêka, l'URSS va se livrer à un subtil mais classique jeu de balance : exploiter une nouvelle fois les contradictions transatlantiques sans oublier d'utiliser aussi celles qui pourraient apparaître entre les dix-sept Européens, si le projet tardait trop à se concrétiser ou s'il prenait une trop grande dimension militaire. Des offres de coopération pourraient même être faites dans un premier stade, ainsi que le laissent entendre très clairement M. Honecker dans l'entretien qu'il a accordé récemment au Monde (le Monde du 8 juin). Les propos du premier secrétaire est-allemand devaient d'ailleurs être confirmés, à la fin juillet, lors de la célébration du dixième anniversaire de la signature des accords d'Helsinki, par les sondages effectués par des diplomates hongrois auprès de diplomates français concernant une éventuelle coopération de certains pays de l'Est à Eurêka. L'idée, il faut le reconnaître, n'a pas soulevé un grand enthousiasme à Paris où l'on a été beaucoup moins surpris, en revanche, par un récent article du quotidien tchécoslovaque Rude Pravo condamnant sans appel Eurêka en tant qu'œuvre de « militarisation de l'espace sous les couleurs européennes » faisant partie des plans américains.

Les deux commentateurs soviétiques évoqués plus haut indiquent que Moscou entend jouer beaucoup plus finement la partie que Prague. Ceci est confirmé encore par la proposition soviétique en date du 16 août dernier de réunir au plus tard en 1987 une conférence internationale pour étudier « l'utilisation pacifique de l'espace dans le cadre de sa militarisation » pour arriver à la création d'un « organisme spatial mondial ». Autant de sujets — parmi bien d'autres — que M. Gorbachev ne manquera sans doute pas d'aborder lors de ses entretiens à Paris avec M. Mitterrand du 2 au 5 octobre, quitte à vouloir apparaître plus européen encore que son interlocuteur.

JACQUES AMALRIC.

Les Etats-Unis et l'URSS pourraient reprendre rapidement leurs liaisons aériennes directes

Washington (AFP). — Les Etats-Unis ont fait savoir à Moscou qu'ils étaient prêts à entamer des discussions sur l'éventualité de la reprise de liaisons aériennes directes entre les deux pays, a annoncé, mercredi 28 août, un porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman.

Selon M. Redman, aucune date n'a encore été fixée pour ces conversations, mais il a estimé qu'elles seraient probablement liées avant le sommet Reagan-Gorbachev prévu pour les 19 et 20 novembre prochains à Genève.

Les autorités américaines s'attendent que Moscou accepte une telle réunion, les Soviétiques souhaitant que la compagnie aérienne soviétique

que Aeroflot recouvre le droit d'atterrissage à New-York et à Washington, après une interruption de deux ans.

Les vols entre les deux pays ont été suspendus par les Etats-Unis une première fois en 1981, à la suite de l'imposition de la loi maritime en Pologne, et une nouvelle fois en 1983, à la suite de l'affaire du Boeing des Korean Airlines, abattu par la classe soviétique. Les Soviétiques ont fait savoir aux autorités américaines qu'ils n'approuveraient pas le nouvel accord de coopération culturelle en préparation tant que la compagnie aérienne soviétique Aeroflot « ne serait pas revenue aux Etats-Unis ».

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

NOUVEAU MINISTRE DE L'INTERIEUR. — Le président Victor Paz Estenssoro a nommé, mercredi 28 août, M. Fernando Barthelemy au poste de ministre de l'Intérieur, en remplacement de Federico Kaune Arteaga, décédé dimanche dernier d'une crise cardiaque. — (AFP.)

Espagne

ATTENTAT MANQUÉ ET ALERTES A LA BOMBE. — Un Boeing-737 de Lufthansa qui devait relater Luxembourg à Ibiza avait été contraint de faire demi-tour à l'approche de la capitale espagnole, mercredi 28 août, d'atterrir à Palma de Majorque à la suite d'une alerte à la bombe. Huit trains ont, d'autre part, été stoppés pendant trois heures pour la même raison. Aucun explosif n'a été retrouvé ni dans l'avion ni sur les voies ferrées. A Barcelone, en revanche, la police a démantelé une bombe placée par des séparatistes catalans dans l'Institut national de l'emploi. — (AFP.)

Inde

LES MILITANTS SIKHS BOYCOTTERONT LES ELECTIONS AU PENDJAB. — L'élite militante de la principale formation politique sikh, le parti Akali Dal, a décidé mercredi 28 août de boycotter les élections du 25 septembre dans le Pendjab et de reprendre la lutte pour l'autonomie, a annoncé l'agence indienne Press Trust of India (PTI). — (AFP.)

Etats-Unis

NOMBRE RECORD DE CONDAMNÉS A MORT DANS LES PRISONS. — Selon des statistiques du département de la justice rendues publiques récemment, les prisons améri-

Perou

SABOTAGE D'UN PONT. — Des guérilleros maoïstes ont fait sauter, mardi 27 août, un pont sur une route stratégique du pays, interrompant tout trafic entre la région andine d'Ayacucho et la côte, a annoncé la police. — (Reuters.)

Luxembourg

DEUX ATTENTATS. — Deux explosions ont ébranlé, mercredi 28 août, à une demi-heure d'intervalle, un quartier du nord de la ville de Luxembourg, sans faire de victimes. La première charge explosive, posée sur le toit d'un pavillon jouxtant un poste de police, n'a provoqué que des dégâts légers. Une demi-heure plus tard, à une cinquantaine de mètres de là, une deuxième explosion détruisait partiellement un garage de la direction des ponts et chaussées. Il s'agit du deuxième attentat à la bombe en Luxembourg depuis le 27 avril dernier. Aucun d'entre eux n'a été revendiqué. — (AFP.)

Suède

DES REFUGIÉS REFOULES VERS LA RDA. — Les autorités suédoises ont refoulé le mercredi 28 août vers la RDA seize réfugiés, dont cinq enfants, originaires du Proche-Orient. Ces personnes avaient débarqué à Trelleborg par un des ferries qui assurent la navette entre ce port et celui de Sassnitz (RDA), vers lequel elles ont été renvoyées. Stockholm entend obliger la RDA à appliquer les accords passés au début de l'année pour un filtrage sérieux des réfugiés transitant par l'Allemagne de l'Est. — (AFP.)

Turquie

Chasse aux sorcières dans la fonction publique

De notre correspondant

Ankara. — A-t-il participé dans le passé à des manifestations d'étudiants ? A-t-il été membre d'un mouvement « subversif » ? Y a-t-il parmi ses proches des gens suspects, des communistes ? Quel caractère a-t-il ? Quelles sont ses tendances politiques, ses idées sur le régime ? A-t-il voyagé dans des pays communistes ? Etc... : dans le besoin ? A-t-il ou non des amis financiers ? Telles sont, selon le quotidien Milliyet, les principales questions auxquelles doivent répondre les « enquêtes de sécurité » menées sur les agents de la fonction publique, non seulement avant leur admission dans le corps, mais aussi lors de leurs mutations ou promotions.

Ces enquêtes, conduites, selon les cas, soit par les soins des services de renseignements (MIT), soit par les agents du ministère de l'Intérieur, prennent des mois avant d'être conclues. Jusqu'à maintenant, elles étaient réservées aux candidats aux emplois relevant de la haute sécurité de l'Etat. Mais, depuis quelque temps, elles tendent à être généralisées à tous les fonctionnaires, du simple garçon d'étage au magistrat, en passant par les instituteurs ou les universitaires.

Ces pratiques sont justifiées dans le passé de la période chaotique antérieure à 1980, caractérisée entre autres par la politisation des fonctionnaires et les luttes entre factions rivales. Mais elles évoquent le maccarthisme connu dans le cas de ces professeurs d'université auquel on vient de refuser une promotion, sous prétexte qu'il avait participé, à y ou bien des années, à des manifestations étudiantes.

Plusieurs élus du Parti populiste, principale formation de l'opposition à l'Assemblée, s'apprêtent à interroger le gouvernement à la rentrée parlementaire sur ces pratiques « incompatibles avec des règles démocratiques et contraires à la constitution ». Les élus sociaux-démocrates demandent de leur côté que les enquêtes soient réservées aux personnes dont les organisations dépendent la sécurité et la défense de l'Etat, à condition, aussi, qu'elles soient conduites selon des critères plus objectifs.

Plusieurs organes de presse se sont élevés contre cette chasse aux sorcières. Elle a inspiré le célèbre caricaturiste Tutan, qui a représenté les aveux d'un innocent se retrouvant sous les verrous pour avoir postulé à l'entrée dans la fonction publique.

ARTUN UNSAL.

NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT.

DU MEUB

"Bibliothèque" Sur cette photo.

Ces... Pour... bilités... et dispo... suels... Proj... Re... meuble... une un...

"Ligne Or", le prestige du confort. Sur cette photo, ensemble de...

مكتبة الأصل

NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT.

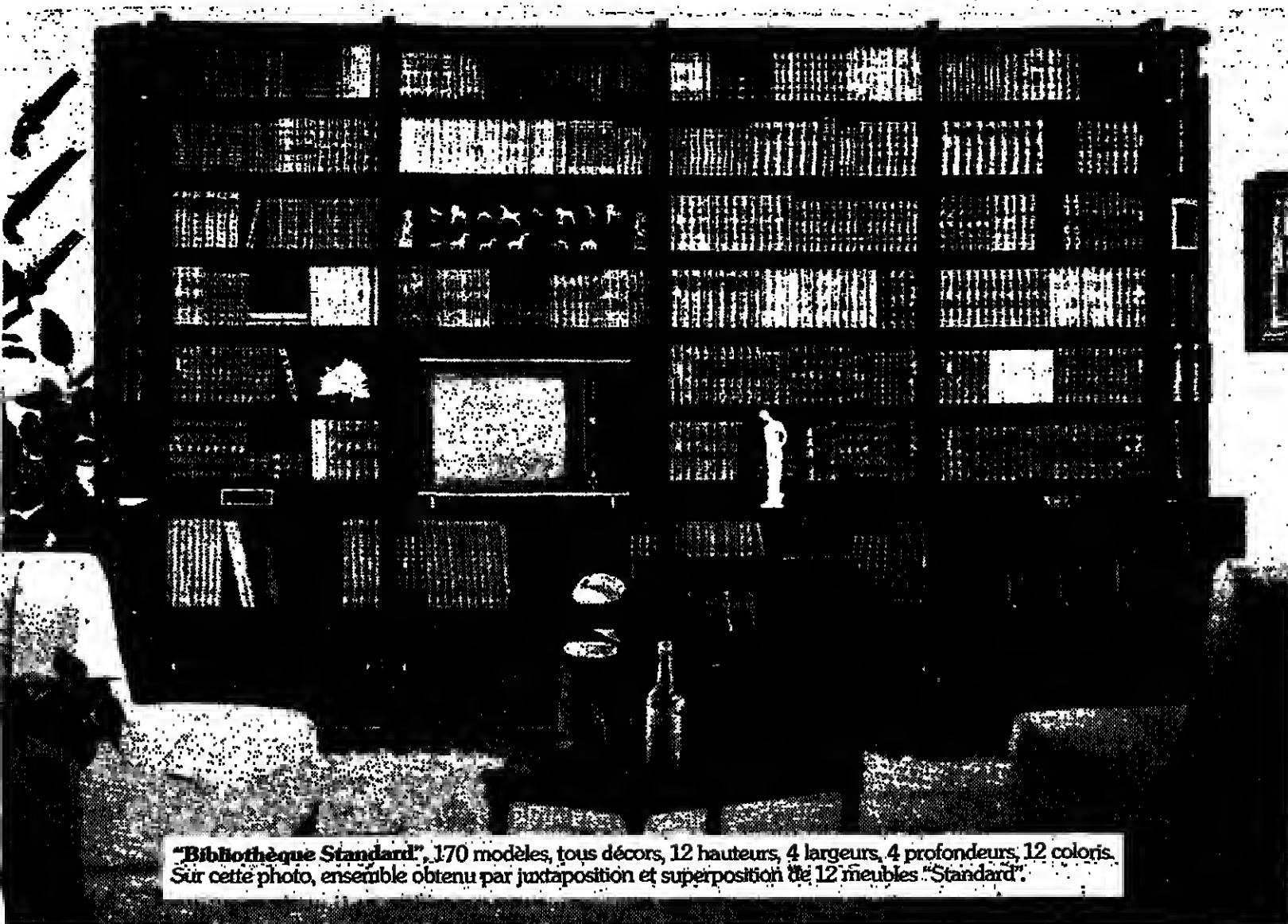
La maison des BIBLIOTHEQUES

20 Magasins en France.

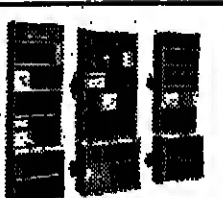
PARIS • BRUXELLES • GENEVE • MILAN • NEW YORK • VIENNE

Paris : 61, rue Froidevaux, 14e

DU MEUBLE INDIVIDUEL ... AUX GRANDS ENSEMBLES



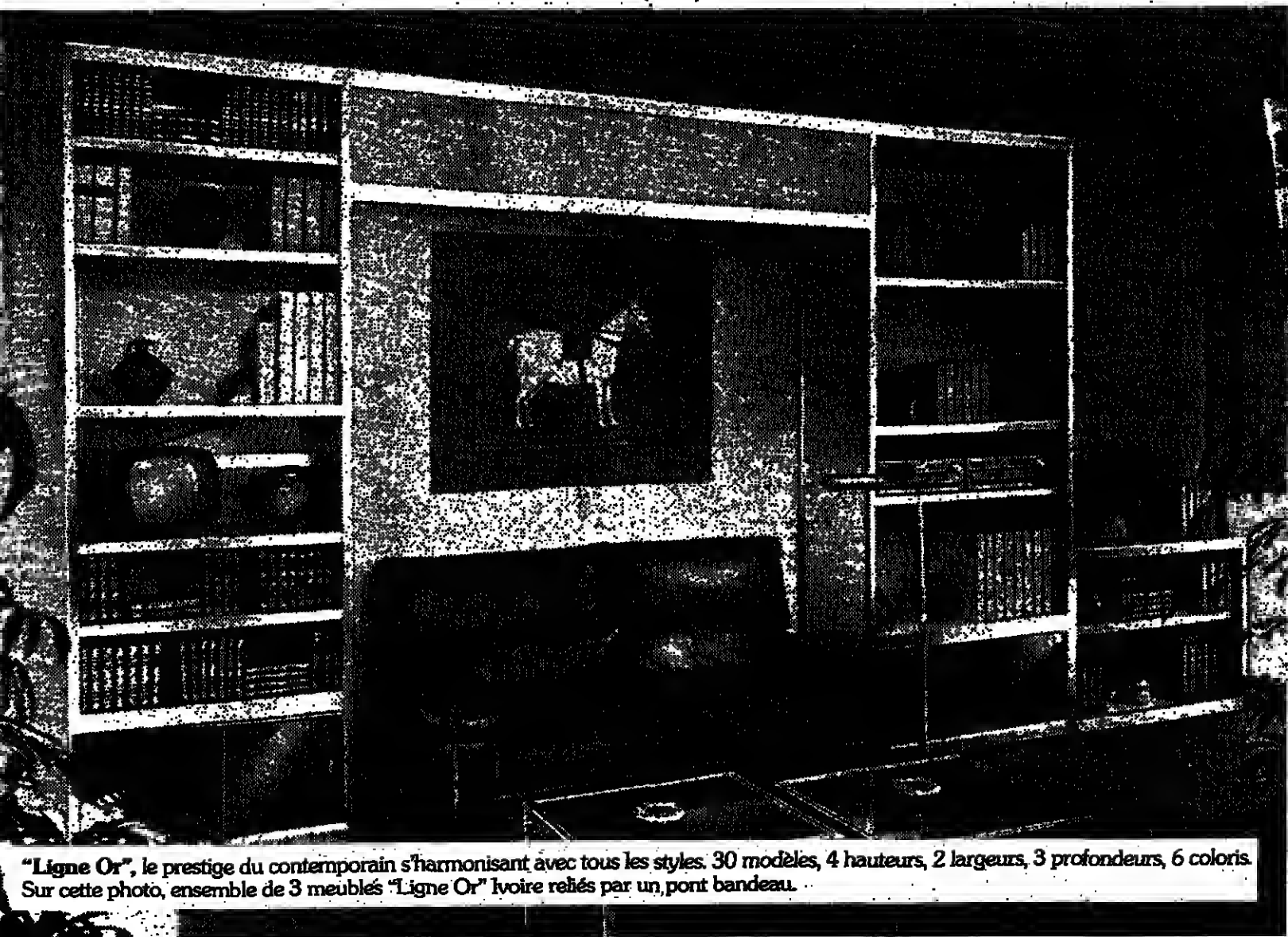
"Bibliothèque Standard", 170 modèles, tous décors, 12 hauteurs, 4 largeurs, 4 profondeurs, 12 coloris. Sur cette photo, ensemble obtenu par juxtaposition et superposition de 12 meubles "Standard".



450 modèles vitrés ou vitrés, juxtaposables sans aucune fixation murale, démontables, démontageables.

Ces 2 très beaux ensembles ont été réalisés par la simple juxtaposition de meubles individuels figurant dans notre catalogue (450 modèles - 12 lignes et styles - 53 coloris, teintes ou essences de bois). Pour composer leurs bibliothèques, nos clients ont chacun choisi leurs meubles parmi l'infinité des possibilités offertes, en fonction de leurs besoins précis : nombre et format des ouvrages à ranger - dimensions et disposition des emplacements à aménager - harmonie de décoration - intégration d'appareils audiovisuels - protection par fermetures de certaines parties de leur bibliothèque.

Projets d'implantation gratuits et immédiats. Crédits et plans de financement. Expéditions Franco. Reprise en cas de non convenance. LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES vous offre dans ses magasins ou par correspondance, tous les conseils et les services du grand spécialiste européen du meuble bibliothèque depuis plus de 30 ans, et un choix incomparable pour installer vous-même... une vraie bibliothèque, comme vous le voulez, telle que vous la voulez... à des prix imbattables.



"Ligne Or", le prestige du contemporain s'harmonisant avec tous les styles. 30 modèles, 4 hauteurs, 2 largeurs, 3 profondeurs, 6 coloris. Sur cette photo, ensemble de 3 meubles "Ligne Or" ivory reliés par un pont bandeau.

PARIS

61, rue Froidevaux, Paris 14^e

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption. RER: Denfert-Rochereau - Métro: Denfert-Rochereau - Galté - Edgar-Quinet - Autobus 28-38-58-68 - SNCF: Gare Montparnasse.

BORDEAUX 10, rue Bouffard.

tél. (56) 44.39.42.

CLERMONT-FERRAND

22, rue G. Clemenceau. tél. (73) 93.97.06.

DIJON 100, rue Monge. tél. (80) 45.02.45.

GRENOBLE 59, rue Saint-Laurent.

tél. (76) 42.55.75.

LILLE 88, rue Esquermoise.

tél. (20) 55.69.39.

LIMOGES 57, rue Jules-Noriac.

tél. (55) 79.15.42.

LYON 9, rue de la République (métro Hôtel de Ville Louis Pradel). tél. (7) 828.38.51.

MARSEILLE 109, rue Paradis

(métro Estrangin). tél. (91) 37.60.54.

MONTPELLIER 8, rue Sérane (près gare).

tél. (67) 58.19.32.

NANCY 8, rue Piétonne St-Michel

(face St-Epvre). tél. (8) 332.84.84.

NANTES 16, rue Gambetta.

(près rue Coulmiers).

tél. (40) 74.59.35.

NICE 8, rue de la Boucherie (Vieille Ville).

tél. (93) 80.14.89.

POITIERS 42, rue du Moulin-à-Vent.

tél. (49) 41.68.46.

RENNES 18, quai Emile-Zola (près du Musée).

tél. (99) 79.56.33.

ROUEN 43, rue des Charrettes.

tél. (35) 71.96.22.

SAINT-ETIENNE 40, rue de la Montat.

tél. (77) 25.91.46.

STRASBOURG 11, rue des Bouchers.

tél. (88) 36.73.78.

TOULOUSE 1, rue des Trois-Renards

(près place St-Sernin).

tél. (61) 22.92.40.

TOURS 5, rue Henri-Barbusse

(près des Halles). tél. (47) 61.03.28.

ouverts du mardi au samedi inclus

Variez en magasins

et vente directe par correspondance

dans toute la France.



CATALOGUE GRATUIT

en renvoyant ce bon à:

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

75680 PARIS CEDEX 14

MO 03

Veillez m'envoyer sans engagement

vos catalogues complets et le TARIF.

M. Mme Mlle

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

(facultatif) Tél.

Profession

Catalogue par téléphone 24 h sur 24

Répondeur Automatique

(1) 320.73.33

ASIE

Sri-Lanka

MOBILISATION DES JEUNES POUR LUTTER CONTRE LES SÉPARATISTES TAMOULS

Le ministre d'Etat à l'information, M. Anandadasa de Silva, a annoncé mercredi 28 août que Sri Lanka a l'intention de mobiliser les citoyens de plus de dix-huit ans pour consolider les forces régulières de volontaires, afin d'aider l'armée et la police dans leur lutte contre les séparatistes tamouls. Il a ajouté qu'une loi de mobilisation de forces auxiliaires était en cours d'élaboration et que ceux qui refusent de s'inscrire pour la mobilisation seront condamnés à au moins quatre années de prison.

Le ministre n'a pas donné le nombre de personnes qui devraient faire partie de cette force auxiliaire, mais a précisé que l'entraînement y sera obligatoire pour les citoyens qui auront été choisis. M. Anandadasa de Silva a enfin expliqué qu'un projet de loi dans ce sens sera soumis le mois prochain au Parlement.

L'annonce de ces nouvelles dispositions est survenue alors que des maquisards ont invité la population de la ville de Jaffna à observer une grève de deux heures afin de protester contre l'expulsion des dirigeants tamouls par l'Inde. La semaine dernière, MM. Anton Balasingam, porte-parole du mouvement des Tigres de la libération de l'Eelam tamoul (LTTE), et Sathiyendran, un des responsables de l'organisation de libération de l'Eelam tamoul (Telo), ont, en effet, été expulsés de l'Inde.

La police indienne a arrêté, mercredi 28 août, un autre dirigeant séparatiste à son arrivée à New-Delhi. M. Chandrababu Naidu, responsable de l'Organisation Protection de l'Eelam tamoul contre le génocide (PROTEG), avait été expulsé vers les États-Unis à la fin de la semaine dernière, mais avait refusé d'y entrer et avait dû être ramené en Inde. (AFP, Reuters.)

Cambodge

Le prince Sihanouk qualifié de « mensonge » la promesse vietnamienne de retrait en 1990

Correspondance

Tout le monde est en rang, patient, stoïque.

L'arrivée du prince apporte un élément de désordre qui est le bienvenu. Accueilli par MM. Khieu Samphan, Ieng Sary et Son Sen, il ne peut se retenir d'aller saluer de plus près « ses » soldats. Il apaise le bras des soldats, embrasse les femmes, sourit aux enfants.

La cérémonie diplomatique se déroule sans encombre. Tout à tour, l'ambassadeur de Chine populaire et du Bangladesh remettent leurs lettres de créances et adressent à leurs hôtes des vœux de prospérité et de victoire. Les officiels boivent le champagne. La Chine célèbre les « victoires » de la dernière saison sèche et promet son éternel appui à la cause de la résistance.

Après le rituel voici le spontané. Norodom Sihanouk improvise une conférence de presse. « En effet, cela n'est pas une coalition très heureuse, mais nous n'avons pas le choix. Nous n'allons pas abandonner la Cambodge aux Vietnamiens, malgré nos propres difficultés. »

Le réalisme de Monseigneur

Il explique, une fois de plus, qu'il aimerait bien, lui, rencontrer les Vietnamiens ou M. Hun Sen, le premier ministre de la République populaire de Kampuchéa. Mais que certains bienfaiteurs de la coalition et les Khmers rouges ne veulent pas de tels contacts. « Il faudrait que le dialogue soit plus grandiose, Hanou ou Phnom-Penh voudraient-ils encore me parler dans ce cas ? » Le prince ne le croit pas.

Que pense-t-il de la promesse faite par M. Nguyen Co Thach, le ministre vietnamien des affaires étrangères, de retirer toutes ses troupes du Cambodge pour l'an 1990 ? « C'est un mensonge. Le Vietnam sera peut-être parti du Cambodge, mais les Vietnamiens y seront toujours. Ils peuvent sans problème infiltrer l'armée de Heng Samrin. Ils s'installent de plus en plus dans le pays. Ils sont 500 000 déjà. Si ça continue, en 1990, ils seront un million. Un million qui voteront pour Heng Samrin. »

Une fois de plus, Monseigneur plaide en faveur du réalisme. Il propose des négociations sans préconditions, une conférence internationale, la réconciliation nationale « sans attendre que le parti adverse cesse d'être ce qu'il est, car alors nous n'aurons plus de système du parti unique ». Patients, les dirigeants khmers rouges attendent. Ce que dit le prince n'est pas dans « la ligne juste » prônée par le parti du Kampuchéa démocratique. Eux désirent la lutte à outrance. Ils veulent bien de Heng Samrin à condition que celui-ci se repente et abandonne ses idées pro-vietnamiennes. Heng Samrin est disposé à accepter les Khmers rouges, ceux de la base en tout cas, à condition que ceux-ci fassent amende honorable et rejoignent le giron de la République populaire de Kampuchéa. L'impasse est totale. Et le peuple fait les frais de l'intransigence des uns et des autres. « Si on n'empêche de discuter avec l'adversaire, alors, dans quelques années, je me retrouverai à la coalition », soupire le prince. « Car demain, on aura Heng Samrin qui sera fait le jeu de Hanoi sans rien gagner en contrepartie. »

JACQUES BEKAERT.

PROCHE-ORIENT

LES OPÉRATIONS DE RATISSAGE AU LIBAN DU SUD

Un coup de semonce d'Israël aux chiïtes

De notre correspondant

Jérusalem. — C'est un coup de semonce qu'Israël a adressé aux chiïtes au Liban du Sud, à l'occasion de ratissage au Liban du Sud, au-delà de la zone de sécurité. L'opération s'est déroulée mercredi 28 août dans les villages de Kabriyeh, Chagra et Madj-el-Slim, dans le secteur central, à l'ouest de la zone de sécurité.

Selon le porte-parole de l'armée, c'est de cette région que des roquettes de kalachnikov ont été tirées ces derniers jours sur la Haute-Galilée. Le porte-parole donne peu d'autres détails. Il précise simplement que des suspects ont été arrêtés au cours des perquisitions et que des armes ont été saisies notamment des kalachnikovs, des roquettes RPG et des charges explosives. La maison dans laquelle ces armes ont été découvertes a été dynamitée.

Cette opération de ratissage a subi-tivement fait remonter le Sud-Liban dans la conscience des Israéliens. Il faut dire que les informations sur ce qui se passe dans la zone de sécurité sont assez rares dans la presse israélienne si l'on excepte l'accrochage ou cours de deux soldats israéliens ont été tués il y a trois semaines (le Monde du 7 août).

En fait, le porte-parole de l'armée ne publie pas de communiqué sur tous les incidents dans lesquels est impliquée l'armée (l'Armée du Liban du Sud, l'Armée d'Israël) du général Antoine Lahad. Or ces incidents sont quotidiens. Il y en aurait eu une centaine ce mois-ci. A ces incidents de routine qui restent limités à la zone de sécurité sont venus s'ajouter ces derniers jours deux tirs de roquettes de kalachnikov sur la Galilée, et ce sont ces tirs qui ont provoqué l'opération de ratissage. Le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, a en effet adressé un avertissement des plus explicites au mouvement chiïte Amal : « L'action de Tachal, a-t-il dit, était destinée à faire savoir à l'organisation Amal qu'il n'était pas question de tolérer un élargissement de ces opérations hors de la zone de sécurité, à l'intérieur d'Israël. »

Cet avertissement ne doit pas être mal interprété. Les Israéliens ne tiennent pas l'organisation Amal pour responsable directement des tirs de roquettes sur la Galilée et des autres incidents qui se sont multipliés dans le secteur ou l'opération de ratissage a eu lieu. Mais les Israéliens s'attendent que Amal impose son autorité sur d'autres groupes plus extrémistes (les Hizballah) pour empêcher de tels incidents et préserver ainsi une sorte de *modus vivendi* au Liban du Sud. Ce *modus vivendi* est d'ailleurs généralement respecté selon M. Rabin dans l'ensemble de la zone de sécurité, sauf dans le secteur central à population à majorité chiïte. Ailleurs, l'Armée du Liban du Sud, remplissant parfaitement sa mission.

JACQUES BEKAERT.

décidé d'appliquer sur une plus grande échelle les mesures de répression antiterroristes adoptées le mois dernier : les expulsions et les détentions administratives.

Des procédures d'expulsion ont, en effet, été engagées, jeudi, contre trois Palestiniens de Cisjordanie qui sont accusés de poursuivre leurs « activités subversives » en dépit des avertissements qui leur ont été adressés et des ordres limitant leur liberté de mouvement. Il s'agit d'Amine Ramzi Magboul, considéré comme un des dirigeants du Fatah à Naplouse, qui a déjà purgé par le passé une peine de dix ans de prison, de Walid Ahmad Nazal de la région de Jenine, qui avait été condamné à un an de prison pour ses contacts à Damas avec le FDLF, et de Mouna Jiyoushi, de la région de Tulkarem, membre d'une organisation d'obédience irakienne, le Front du combat, qui a déjà été condamné, lui, à trois ans de prison.

Le gouvernement entend ainsi tester une nouvelle fois la procédure d'expulsion. L'obstacle principal est le feu vert que doit donner la Haute Cour de justice devant laquelle les expulsés peuvent introduire un recours. Un premier cas, celui de Khalil Abou Ziyad, s'était achevé par un semi-échec des autorités israéliennes. Elles avaient été contraintes d'accepter un compromis en vertu duquel Khalil Abou Ziyad a quitté la Cisjordanie pour trois ans de son propre gré (le Monde du 28 août).

Pour ce qui est des détentions administratives, les obstacles juridiques semblent levés. Quinze Palestiniens de Cisjordanie, accusés également d'activités subversives, ont été frappés, jeudi, par cette mesure. Ils seront ainsi maintenus en détention sans procès pendant six mois avec simplement l'autorisation d'un juge. Et cette période de six mois peut ensuite encore être renouvelée.

(Interim.)

La marine israélienne affirme avoir capturé un commando palestinien. — Une unité navale israélienne a capturé, dans la nuit du samedi 24 au dimanche 25 août, un bateau de plaisance à bord duquel se trouvait un commando palestinien, a annoncé, jeudi matin, le porte-parole militaire israélien. Le bateau, avec un équipage de deux hommes, appartenait à un pays européen, venait d'Algérie, et a été intercepté alors qu'il se dirigeait vers Saïda (sud du Liban), a-t-il été indiqué.

Selon les précisions du porte-parole, « l'interrogatoire des hommes du commando palestinien capturé a établi qu'ils étaient membres du Fatah et que leur ordre de mission leur enjoignait de commettre un attentat spectaculaire » en Israël même. — (AFP.)

Nouvelles expulsions en Cisjordanie

Malgré cette réévaluation de la tension au Liban du Sud, c'est la situation en Cisjordanie qui demeure au centre des préoccupations des forces de sécurité israéliennes. Après les attentats samedi dernier contre des civils israéliens à Tulkarem et à Jenine, le cabinet n'a

Attentat contre la compagnie El Al à Istanbul. — Une bombe a explosé dans la nuit du mardi 27 au mercredi 28 août dans l'immeuble abritant les bureaux de la compagnie aérienne israélienne El Al à Istanbul, indiquent-on mercredi de source policière. L'explosion n'a causé que des dégâts matériels, faisant notamment voler en éclats les vitres des immeubles voisins, dans le centre d'Istanbul. L'attentat n'a pas été revendiqué. — (AFP.)

Iran

Près de cinq cents personnes arrêtées par les services de renseignement en un an

Téhéran (AFP). — Près de cinq cents personnes impliquées dans des tentatives en Iran ont été arrêtées depuis le mois de septembre 1984 par les services de renseignement, a affirmé le mercredi 28 août le ministre du renseignement iranien, l'hodjatollah Mohammad Reza Chari. Ce ministère a été créé en septembre de l'année dernière pour regrouper tous les services existant auparavant en Iran. Il a été confié à un religieux, proche de l'imam Khomeiny et dont il a été l'un des chefs.

Au cours d'une conférence de presse destinée à faire le bilan d'un an d'activité, l'hodjatollah Mohammad Reza Chari, qui a présidé quatre cent quatre-vingt-quatre personnes au total avaient été arrêtées par les services de renseignement en un an, a indiqué que cent trente-six tentatives d'assassinat de personnalités ou de simples militants avaient été déjouées, notamment celle visant le colonel Sayad Chirazi, commandant de l'armée de terre, par empoisonnement. Quarante et une attaques de bâtiments ont été contrecarrées, ainsi

que neuf détournements d'avions de la compagnie Iran Air. Trente-neuf groupes de terroristes effectuant des actions importantes ont été démantelés. Trois cent cinquante-deux groupes qui incendaient, par exemple, des voitures gouvernementales ont été découverts, a précisé le ministre.

Les armes saisies ont été montrées aux journalistes, ainsi que du matériel servant à la fabrication de faux papiers, de l'argent, des explosifs, des capsules de cyano. Tout ce matériel a été introduit en Iran de l'étranger, a déclaré l'hodjatollah Mohammad Reza Chari, soulignant que ce bilan concerne tous les groupes de l'opposition confondus, Moudjahidins du peuple, Fedayins du peuple (extrême gauche), communistes du parti Tudeh.

À Paris, un communiqué des Moudjahidins du peuple assure que quarante-sept prisonniers politiques ont été exécutés au mois d'août à la prison d'Evine.

AFRIQUE

Nigéria

Les militaires annoncent un « changement de direction »

La radio nigérienne a annoncé que plusieurs membres importants de l'ancien Conseil militaire suprême dirigé par le général Buhari conservent des postes de responsabilité dans le nouveau régime.

Le général Sami Abacha, ancien commandant de la seconde division mécanisée, est nommé à la tête de l'armée. M. Domkat Baki, ancien ministre de la défense, est maintenant à son poste. Les communications étaient encore coupées jeudi matin entre le Nigéria et l'étranger. Toutefois, le correspondant de l'AFP à Lagos a pu faire parvenir une dépêche.

Lagos (AFP). — Le général Ibrahim Babangida a pris le pouvoir dans le plus grand calme et sans la moindre résistance de la part du gouvernement déchu du général Mohamed Buhari.

Le coup d'Etat, devenu inéluctable depuis quelques semaines, est la conséquence directe, selon les observateurs à Lagos, d'un conflit latent qui opposait de manière de plus en plus flagrante les chefs militaires en fonction dans l'armée à leurs pairs siégeant dans le gouvernement.

Le général Babangida, dont la silhouette, trapue, et l'attitude, joviale, contrastent vivement avec celles de son prédécesseur, longiligne et réservé, a lu, mardi soir, d'une voix claire et résolue son premier message à la nation.

Déplorant l'intransigence de son prédécesseur et une « inclination similaire » de l'ancien numéro deux, le général Idiagbon, en pèlerinage à La Mecque, le nouveau chef de l'Etat nigérien a estimé qu'il était devenu impossible de traiter avec le gouvernement du général Buhari, qui a été, selon de bonnes sources, arrêté mardi matin et serait actuellement détenu au camp militaire de Bonny, à Lagos.

Le directeur général de la Nigeria Security Organisation, M. Mohamed Rafindadi, aurait pour sa part été arrêté lundi soir, dès le début du coup d'Etat. Le palais, selon de bonnes sources, n'aurait fait qu'une seule victime, un policier qui avait tiré à Lagos sur un officier et qui a été abattu.

Selon ses proches, le général Babangida, originaire du centre-ouest du pays, mais assimilé à la communauté nordiste dont il parle la langue, le haoussa, ne désire pas être flanqué d'un numéro deux institutionnel, poste assumé dans le précédent gouvernement par le général Idiagbon.

Le coup d'Etat, qualifié par les militaires nigériens de « changement de direction », devrait selon les observateurs assaillir le débat politique, devenu de plus en plus tendu ces derniers temps, aussi bien dans les relations entre communautés ethniques qu'entre les groupes nordistes au pouvoir depuis plusieurs années au Nigéria.

Le général Babangida, qui a, dès son premier discours, marqué son attachement à la liberté de la presse en abrogeant le décret numéro quatre sur la « publication de fausses

Informations » et a annoncé la libération immédiate de tous les journalistes emprisonnés — selon les syndicats de journalistes, — a ajouté que son gouvernement accepterait les critiques et s'efforcerait pour l'unité du pays.

Il a également, dans un style qui lui est familier et qui le fait considérer comme un « jongleur résolu », annoncé que des décisions seraient prochainement prises, tant en ce qui concerne un éventuel prêt du Fonds monétaire international (FMI), qu'en ce qui concerne le jugement des anciens hommes politiques civils du gouvernement Shagari, renversé en décembre 1983, ou les accords de compensation que le Nigéria avait signés avec quatre partenaires (France, Brésil, Autriche et Italie), et qui « doivent être revus ».

Il a annoncé une révision des décrets promulgués par le gouvernement Buhari et n'estimé que la politique étrangère du Nigéria « manquait de clarté ». Lagos ayant selon lui trop souvent « réagi aux événements plutôt que pris l'initiative ».

PRÉCISION. — Une « coquille » nous a fait écrire, dans le Monde du 28 août, que les ventes de pétrole représentaient 56 % des recettes du Nigéria. Il fallait lire 96 %.

Libye

Le colonel Kadhafi menace d'employer la force « pour réaliser l'unité arabe »

Le colonel Kadhafi a menacé mercredi 28 août de « recourir à la force pour réaliser l'unité arabe » dans un discours retransmis en direct par Radio-Tripoli.

Prenant la parole à l'occasion de la promotion de « milliers » d'élèves officiers des académies militaires libyennes, le dirigeant libyen a affirmé sa volonté « d'abolir les frontières fictices érigées par le colonialisme entre les pays arabes et de faire usage de la force pour imposer l'unité arabe ».

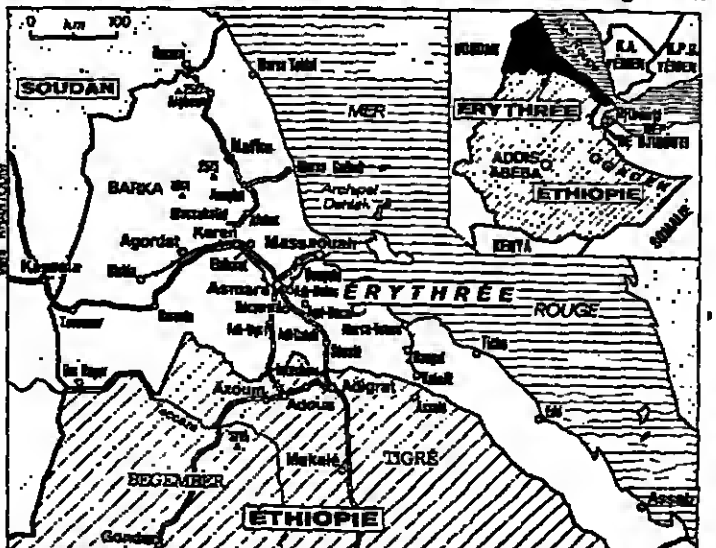
Exhortant les pays arabes à « instaurer l'unité par la force » et s'adressant plus particulièrement à l'Algérie et à la Syrie, le colonel Kadhafi a affirmé qu'il accorderait son « soutien total » à tout Etat arabe qui suivrait cette voie.

Ethiopie

L'armée a repris une ville importante au Front populaire de libération de l'Erythrée

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — La quatorzième fois aura été la bonne : après treize tentatives infructueuses, l'armée éthiopienne a réussi à reprendre, le dimanche 25 août, la ville de Barentu, au sud-ouest de la Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLÉ) qui s'en était emparé le 7 juillet dernier.



Selon des sources dignes de foi recueillies à Addis-Abeba, la chute de cette garnison, située à 160 kilomètres à l'ouest d'Asmara, a coûté des centaines de morts et de blessés au mouvement séparatiste, qui a dû aussi évacuer, le mardi 27 août, la ville de Tesseney, située à 80 kilomètres de la frontière soudanaise.

Libye. Cette déclaration du chef de la révolution libyenne intervient alors qu'une pause a été enregistrée dans les expulsions de travailleurs tunisiens de Libye, ainsi que dans la crise politique qui oppose Tunis et Tripoli. Pour la première fois depuis plus de trois semaines, le nombre des travailleurs tunisiens expulsés de Libye a nettement diminué. Selon des statistiques officielles publiées à Tunis, 20 Tunisiens ont été relâchés mardi et 271 autres mercredi à la frontière du Sud-Est, alors que le rythme quotidien des expulsions était de plus de 1 200 personnes depuis le début de l'opération le 5 août. Le nombre total des expulsés s'élevait mercredi à 27 246, selon les statistiques tunisiennes.

mentaux avaient été tués et quatre cents capturés. Même lors de leur grande offensive de 1977-1978, les unités conduites aux portes d'Asmara, la capitale de la province, cette place forte avait résisté à leur attaque. Forts de cette victoire, les guerilleros érythréens avaient récemment marqué d'autres points : ils s'étaient emparés de la ville de May-Habor, mourospolite celle d'Agordat et avaient réussi à couper temporairement la route d'Asmara à Massawa.

Même si le FPLÉ et le régime du lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam restent en contact secret, le dialogue entre ces deux adversaires est au point mort.

JACQUES DE BARRIN.

مكتبة الامم المتحدة

فكرنا من الأصل

CHE-ORIENT

CTIONS DE RATISSAGE AU LIBAN

de semence d'Israël aux

De notre correspondant

Les procédures d'engagement

Le gouvernement

Le président de la République

Le ministre de l'Intérieur

Le ministre de la Justice

Le ministre de l'Éducation

Le ministre de l'Économie

Le ministre de l'Agriculture

Le ministre de l'Industrie

Le ministre de l'Énergie

Le ministre de l'Environnement

Le ministre de l'Équipement

Le ministre de l'Aménagement

Le ministre de l'Urbanisme

Le ministre de l'Équipement

Le ministre de l'Aménagement

Le ministre de l'Urbanisme

Le ministre de l'Équipement

Le ministre de l'Aménagement

Le ministre de l'Urbanisme

Le ministre de l'Équipement

Le ministre de l'Aménagement

Le ministre de l'Urbanisme

Le ministre de l'Équipement

Le ministre de l'Aménagement

Le ministre de l'Urbanisme

politique

Les universités d'été de l'opposition

M. Raymond Barre, qui a observé la plus extrême discrétion pendant l'été, s'exprimera vendredi 30 août devant les Jeunes Démocrates sociaux réunis à Lamoura (Jura). Les JDS ont rassemblé, depuis le 26 août, deux cent soixante-dix stagiaires et, vendredi 28 août, M. Jean Lecanuet.

Outre les débats de politique générale sur la préparation des élections législatives et de l'après-86 (le Monde du 29 août), ils réfléchiront sur l'avenir de l'Europe, les difficultés économiques de la France, le travail au noir...

M. Valéry Giscard d'Estaing, après avoir invité les Jeunes giscardiens réunis au Cap-d'Agde, à « mettre la France en espadrilles », s'est rendu à Sofia-Antipolis (Alpes-Maritimes), où le Parti républicain a organisé son université d'été.

Les Jeunes du RPR ont installé leur dernier campement de vacances dans le Doubs. Après que M. Jacques Chirac leur eût exprimé, lundi, son « ras-le-bol » de socialisme, ils se sont intéressés aux débats économiques et sociaux, à l'emploi, à la modernisation et aux droits de l'homme.

M. Lecanuet aux Jeunes Démocrates sociaux: « Laissez les socialistes se déchirer ! »

Lamoura (Jura). — Anniversaire obligé. Puisque c'est le dixième pour les universités politiques d'été des Jeunes Démocrates sociaux, inventeurs du genre en 1976 et réunis à Lamoura (Jura) jusqu'en 30 août. M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, qui honore brillamment mais avec une régularité horlogère ces réunions annuelles des troupes juvéniles du CDS, se devait de saluer au passage l'« organisation de jeunes dotée d'une large autonomie que tout grand mouvement politique doit avoir ». Il n'y a pas manqué, mercredi 28 août, d'autant moins que, « jamais autant qu'actuellement, la nécessité d'un centre démocrate et social n'a été plus grande ». Telle est la conviction de M. Lecanuet.

Esprit de contradiction obligé: « Je me permets de conseiller de laisser les socialistes se déchirer entre eux, sans se mêler de leurs querelles », annonçait le président de l'UDF. Une pierre de plus dans le jardin, qui doit en être rempli, de M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, qui affirmait, dimanche, en sujet de M. Michel Rocard et de ses amis politiques: « Je suis

De notre envoyé spécial

de ceux qui pensent que la France ne peut reformuler un nouveau projet que dans le cadre d'une élection présidentielle. Je dis « oui »: rien n'empêche (...) de pouvoir s'associer à un nouveau chantier mais qui sera alors tout à fait différent parce qu'il n'aura rien à voir avec ce que le socialisme nous a apporté ».

Les souvenirs

Volonté de conjurer verbalement l'union à tous les temps obligé plus que tout. M. Lecanuet, inlassable dans cet exercice, l'a renouvelé devant les Jeunes Démocrates sociaux: « Il faut que nous ayons pour le pays la plus large union possible entre UDF et RPR. Même il peut y avoir des cas où des listes séparées offrent la plus large victoire » aux élections législatives de 1986.

Donc, pas de « compétition systématique » entre les deux grandes formations de l'opposition. Ce serait

prendre le risque de diminuer le nombre de députés de droite qui peut être escompté et de « réveiller des souvenirs qu'il est préférable de laisser dans l'ombre, ceux d'avant 1981 ». Bref, cette compétition n'aura lieu que « si nos partenaires l'imposent; nous n'en porterons pas la responsabilité ».

Enfin, UDF oblige. A ceux qui évoquent l'éventualité de constituer un groupe CDS à l'Assemblée nationale, assénait après mars 1986, le père fondateur devenu président de l'UDF: « Je ne pense pas que personne puisse avoir cela présent à l'esprit. Or alors il faut le dire maintenant et faire des listes CDS ».

Pour M. Lecanuet, d'accord en cela avec M. Barrot, « c'est au moment où vous choisissez votre candidat à l'élection présidentielle qu'un nouveau courant se constitue ». Une obligation dont M. Lecanuet parlera sans doute l'année prochaine, à l'occasion de sa visite à la onzième université JDS. A moins que les événements ne l'aient devancé.

M. K.

M. Giscard d'Estaing veut mettre la France « en espadrilles »

Cap-d'Agde. — Da déire. Dans l'amphithéâtre du centre des congrès de Cap-d'Agde, ils sont quatre cents à « l' » attendre. Quatre cents Jeunes Giscardiens qui se balancent au rythme des dernières vagues de l'été qui chantent à tue-tête, qui tapent des mains, se tortillent le cou pour essayer de « l' » apercevoir, se hissent sur les fauteuils, échantant des regards impatients. « On finira avec le Chant du départ, lance un « organisateur ». « C'est comment déjà ? », interroge, inquiète, sa toute jeune voisine qui fait ses premières armes.

Atouts et obstacles

Enfin, après trois-quarts d'heure d'échauffement, quand les mains deviennent rouges et que les voix s'enrouent, « il » est là, Valéry Giscard d'Estaing, au rendez-vous annuel fixé par ses jeunes supporters. Chemise bien ciel et pantalon de même, bronze, souriant, heureux. Il faut dire que la chaleur de l'accueil, l'enthousiasme et la jeunesse d'un tel auditoire redonnent du punch, regoignent à bloc au seuil d'une campagne électorale... Les applaudissements n'en finissent pas. « C'est qu'on vous aime bien », dira Patrick Gérard, le président des Jeunes Giscardiens, qui, tant de fois depuis 1981, a dû expliquer les raisons de l'affection que portent tous les jeunes hommes et femmes à l'ancien chef de l'Etat.

Comme souvent, les Jeunes Giscardiens auront la primauté de quelques-unes des formules que Valéry Giscard d'Estaing a préparées pendant l'été. Alain Madelin, délégué général du PR, s'était, quelques jours auparavant, intéressé à l'histoire d'une paire de pantoufles

De notre envoyée spéciale

dont on pouvait supposer qu'elle appartenait à M. Fabius. Valéry Giscard d'Estaing, lui, a parlé d'espadrilles. De quoi donner un choc à François Léotard et aux jeunes candidats du PR, qui, tous les matins, à l'Université d'été de leur parti, font un petit footing derrière leur secrétaire général. Démotés, tenus et chaussettes à crampons... L'heure, aujourd'hui, est à l'espadrille.

Bien souvent, a expliqué Valéry Giscard d'Estaing, les jeunes qui ont envie d'entreprendre « ont le sentiment d'avoir des semelles de plomb ». « Eh bien ! a-t-il dit, il faudra mettre la France en espadrilles ! » Espadrilles aux pieds et libéralisme en bandoulière, voilà donc les nouveaux libéraux, en cette rentrée au Cap-d'Agde. Car il s'agit de gagner les élections législatives non pas « pour faire gagner un

parti », a bien expliqué l'ancien président de la République, mais pour permettre le « redressement de la France ».

La « débrouillardise » de ses concitoyens, la « bonne position » de la France sur certaines technologies du futur, « la montée dans la culture française des valeurs libérales », voilà en tout cas des mots. Reste, a précisé M. Giscard d'Estaing, à surmonter quelques « obstacles ». Notamment « la crainte » de ceux qui pensent que « la libération des forces de création » vouldrait par les libéraux engendrer pour eux « des solutions inacceptables ».

« En 1986, le plus grand nombre va sans doute essayer le libéralisme. Il va dire « peut-être », a expliqué le député du Puy-de-Dôme. Votre tâche sera de transformer ce peut-être en « oui ».

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

JURA : comment devenir député

Lamoura. — M. Fabius fait école au CDS. Pas son œuvre, on s'en doute. L'homme, A tout le moins le genre « curieux de rêve ». A l'heure jurassienne de leur dixième université d'été, les jeunes du CDS, qui veulent prendre des cours de trajectoire ascendante rapide, n'ont qu'à fixer les yeux sur un pur produit local pour se faire une idée de la marche à suivre: Philippe Chaix, trente-deux ans à la fin de cette année, candidat à la candidature pour les législatives de mars 1986.

Marche rapide. Ou'on en juge: Sciences-Po, l'ENA, une agrégation de philosophie par surcroît. Une carrière de sous-préfet commencée en 1979, interrompue en 1983. A Lons-le-Saulnier précédemment, où Philippe Chaix était secrétaire général de la préfecture: « Je n'avais aucune envie de me consacrer à la défense et illustration de la politique de la gauche ».

Dès ce moment, les idées sont lancées: « Des politiques, des socio-professionnelles, sont venues me voir et m'ont expliqué qu'ils étaient prêts à m'aider si je m'implantais. » But de la manœuvre: chasser l'un des deux députés socialistes du département, entièrement déguisé après 1981 au PS.

On croyait encore au scrutin majoritaire.

De notre envoyé spécial

Une telle échéance se prépare: l'installation à Lons-le-Saulnier est perpétuée. Philippe Chaix passe un an comme secrétaire général de la région de Franche-Comté, qui préside M. Edgar Faure. Démissionnaire d'office, mais cette fois pour pouvoir briser un mandat de conseiller général. Le sort tomba sur le petit canton rural d'Arinthod, trois mille cinq cents habitants. Philippe Chaix l'arrache à un socialiste implé de longue date.

Toutes les flèches

Le président de ce conseil général, lui, est CDS, formation à laquelle a adhéré Philippe Chaix par humanisme chrétien et inclination pour le libéralisme, aussi tôt après son grand tournant de 1983. Voilà notre énarque rapporteur général du budget du département, bien placé dans mille et un comités et offices, président en plus d'une association Doubs-Jura pour l'organisation des championnats du monde de ski de fond dans le massif jurassien.

Et après ? Un mandat de député sur un plateau pour celui qui dit tranquillement de lui-même: « Par tempérament, je suis un homme d'ordre, même au

sans énergie du mot. » Il faut un peu de piment, y compris dans les contes de fées. Il y aura trois sièges à pourvoir dans le Jura: un ira au PS sans doute, un au RPR, et un est destiné à l'UDF.

Philippe Chaix n'est pas seul à vouloir ce dernier siège. Gilbert Barbier, adhérent direct de l'UDF, maire de Dôle, député de 1979 à 1981, le concède aussi: « Au nom des droits acquis », dit ironiquement Philippe Chaix, qui ne l'entend pas ainsi. Contre Gilbert Barbier, « qui a pris la parole sept fois en trois ans à l'Assemblée », il veut éprouver l'impact de ses convictions. Et de ses slogans: « Enthousiasme et compétence », ou « Il faut renouveau le choix de ses élus ».

Et puisque les deux hommes n'ont pu se mettre d'accord sur le nom de celui qui doit occuper la « bonne place », les militants décideront. Le 21 septembre à Bletterne, centre géographique du département, les 763 adhérents des diverses composantes de l'UDF écouteront puis trancheront. La notable bon teint ou le jeune scout sage et dynamique, qui a appris à tailler toutes les flèches. Celles dont on fait les argumentaires convaincants et celles qui font « décoller » les bons dossiers.

MICHEL KAJMAN.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 28 août. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié:

CONVENTION INTERNATIONALE

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sur la coopération culturelle, scientifique et technique conclue entre la France et le Népal le 2 mai 1983.

Cet accord donne un cadre juridique à la coopération de la France, notamment en matière culturelle et d'enseignement, et prévoit l'élaboration conjointe de programmes de

coopération scientifique et technique entre les deux pays.

URBANISME ET CONSTRUCTION

(Nos éditions du 29 août.)

DEVELOPPEMENT LOCAL

Le secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale a présenté au conseil des ministres un premier bilan de la politique en faveur du développement local qu'il mène en liaison avec les autres départements ministériels intéressés.

Ce sont les unités économiques de petite dimension qui ont créé, au cours des années récentes, le plus d'emplois. La politique du développement local, qui vise à diversifier l'initiative économique en donnant le goût d'entreprendre à un nombre croissant d'hommes et de femmes, est un complément indispensable à l'effort de modernisation accompli dans tous les secteurs économiques. Dans cette perspective:

1. — Les actions des réseaux du développement local ont été encouragées. Outre les collectivités locales et les chambres consulaires, diverses associations de développement local contribuent au soutien des initiatives économiques. Des contrats visant à faciliter le développement de leurs interven-

tions ont été signés entre l'Etat et plusieurs d'entre elles, telles que les boutiques de gestion, les clubs de créateurs d'entreprise, le conseil national des économies régionales et de la productivité, l'association nationale pour le développement local et les pays.

La coopération et la mutualité participent étroitement aux actions menées en ce domaine.

2. — Le concours de partenaires aux opérations de développement local a été facilité. — Les grands groupes industriels ont été encouragés à apporter un appui logistique et financier aux initiatives locales. Des contrats en ce sens ont été signés ou sont en préparation avec plusieurs d'entre eux. Parallèlement, les initiatives de collectes de l'épargne de proximité ont été favorisées.

3. — Des opérations-pilotes de développement local ont été mises en place. — Le programme lancé en vue de sélectionner vingt expériences locales pour le développement d'activités nouvelles a remporté un large succès. De nombreux projets ont été présentés et trente-cinq seront, en définitive, aidés dans l'immédiat par l'Etat au titre de l'année 1985. Ce programme sera poursuivi dans le cadre des moyens du secrétariat d'Etat.

ELECTIONS EN NOUVELLE-CALÉDONIE

(Nos éditions du 29 août.)

SIMONE SIGNORET

roman

Adieu Volodia

FAYARD

Broché 570 pages
Format 155x235 mm
Codif. 35 72930
Prix 98 F

POLITIQUE

LE SABOTAGE DU « RAINBOW-WARRIOR » ET SES DÉVELOPPEMENTS EN NOUVELLE-ZÉLANDE

L'« Ouvéa » a-t-il « parlé » ?

Auckland (Nouvelle-Zélande) (AFP, Reuters). — La police néo-zélandaise a réussi à relever des traces d'explosifs à bord de l'Ouvéa lorsque celui-ci a été inspecté par neuf détectives lors d'une escale dans l'île australienne de Norfolk, a affirmé jeudi 29 août un quotidien d'Auckland.

Selon le *New Zealand Herald*, l'Ouvéa aurait transporté des explosifs dont la trace aurait été retrouvée lors de prélèvements effectués entre la coque et le sol du yacht, à bord duquel se trouvaient trois officiers français de la DGSE. La police néo-zélandaise s'est contentée, le 29 août, de faire savoir, comme l'affirmait également le quotidien, qu'il y avait bien des experts parmi l'équipe de neuf détectives ayant inspecté l'Ouvéa le 15 juillet à l'île de Norfolk. L'Ouvéa était arrivé le 13 juillet dans cette île australienne située à plus de mille kilomètres au nord de la Nouvelle-Zélande, d'où il avait quitté le port de Wanganui, le 9 juillet.

La police néo-zélandaise n'a pas démenti les informations publiées par le *New Zealand Herald*, mais le policier chargé de l'enquête sur l'attentat meurtrier contre le *Rainbow Warrior*, le détective superintendant Allan Galbraith, a déclaré jeudi qu'il se refusait à évoquer les

résultats de l'expertise parce qu'ils pourraient faire partie des preuves et être utilisés devant une cour de justice néo-zélandaise pour un éventuel procès des trois sous-officiers français.

Les policiers ont précisé qu'ils n'avaient pu arrêter les trois passagers de l'Ouvéa sur l'île de Norfolk car ils se trouvaient alors en territoire australien. Le volier a quitté l'île le lendemain et toutes les recherches pour le retrouver ont été vaines.

Le journal ajoute que les prélèvements réalisés à bord de l'Ouvéa s'ont pas pu être effectués qu'après le retour des policiers à Auckland et que les résultats n'ont été connus qu'au bout de plusieurs jours. C'est pour cette raison que l'Ouvéa a pu disparaître. Parmi les documents soumis par les Néo-Zélandais à M. Bernard Tricot, qui a remis lundi au premier ministre français son rapport sur l'affaire, figurait, affirme le journal, un témoignage selon lequel un homme ressemblant fortement à l'un des passagers de l'Ouvéa avait été aperçu à bord d'un canot pneumatique dans le port d'Auckland la nuit du sabotage. Ce canot, un Zodiac, a été retrouvé échoué sur une plage deux jours plus tard.

Hauts risques

L'Ouvéa a-t-il « parlé » ? Autrement dit, les Néo-Zélandais détiennent-ils la preuve que les trois sous-officiers de la DGSE, officiellement en mission de renseignement sur un bateau dans le Pacifique sud, ne sont pas aussi blancs que le pense M. Bernard Tricot ?

Si la réponse est « oui », les révélations du *New Zealand Herald* ne manqueraient pas de susciter des interrogations. Pourquoi les policiers qui ont inspecté l'Ouvéa et avaient de tels soupçons sur ses occupants les ont-ils laissés filer ? Parce qu'on était en territoire australien, prétendent, aujourd'hui, les policiers néo-zélandais. L'explication n'est qu'à demi-convaincante. Elle suppose que la police néo-zélandaise avait eu les moyens de faire prélever certains échantillons de matériel ou de substance sur l'Ouvéa, mais pas la possi-

bilité juridique de faire retenir, sous un prétexte quelconque, son équipage, le temps que ces échantillons soient analysés.

Les informations du journal australien, que ne dément pas la police néo-zélandaise, supposent, de plus, que l'équipage de l'Ouvéa aurait pris l'extrême précaution de laisser des enquêteurs « ennemis » recueillir des preuves accablantes de leur participation à un attentat auquel, du haut en bas de la DGSE, on jure n'avoir pris aucune part.

Un tel impair est possible. Ce n'est pas le premier qu'auraient commis nos agents aux antipodes. Mais on reste confondu par le risque ainsi pris, à la fois par l'équipage de l'Ouvéa et surtout par leurs supérieurs hiérarchiques, qui affirment la DGSE innocente de la plus évidente des opérations de sabotage.

B. L. G.

Extravagances

(Suite de la première page.)

Lui-même d'ailleurs, non content de multiplier tout au long de ce texte les précautions oratoires, semble prendre un plaisir quasi masochiste à admettre devant les médias qu'après tout il a peut-être été, comme il le dit tout uniment, « berné ». Il ne peut tout de même pas ne pas se demander comment il se fait, s'il ne s'agit pas de comploter des pacifistes, qu'on soit si recruté... des nageurs de combat.

Pour-on en rester là ? S'en tenir à un rapport sur le valeur duquel son auteur est le premier à exprimer des doutes ? L'actuelle discrétion de l'opposition inciterait à répondre par l'affirmative. La semaine dernière, certains de ses témoins, à commencer par Charles Pasqua, qui n'a pas peur des mots, — n'allaient jusqu'à exiger la démission de Laurent Fabius. A présent, Valéry Giscard d'Estaing, qui pense peut-être aussi à la cabalination de la droite, invoque l'adage britannique : *right or wrong, my country, et le RPR se réfère à « l'intérêt national »* pour écarter toute polémique de politique intérieure. Raymond Barre se tait. Il n'est pas sûr que si les rôles étaient inversés, un PS dans l'opposition aurait laissé passer ainsi une pareille occasion de doucher sur le pouvoir.

Il serait erroné de parler pour autant de consensus : sur une affaire comme celle-ci, il est de toute évidence en échec. A supposer que la responsabilité de la DGSE, à un échelon ou à un autre, soit bien impliquée, ce qu'on lui reproche, à gauche, c'est d'avoir coulé le *Rainbow*.

Warrior ; à droite, de s'y être pris si maladroitement. Deux philosophies contradictoires sont ici aux prises. Reste que, dans la pratique, la politique la plus idéaliste doit faire sa place au réalisme, et que, comme l'a si bien dit Jacques de Bourbon-Busset, une politique « qui n'abîmerait pas à des fins morales... serait, à proprement parler, insensée ». Tout, en fin de compte, est question de mesure.

De mesure, mais aussi de dignité. La plus grave dans ce mauvais feuillet, c'est la préjudice porté à l'image de la France dans une partie du monde où elle n'est déjà pas trop bien vue. Les États-Unis et l'URSS ont utilisé ce moment, et le plus souvent immodérément, la Pacific pour leurs assaillies et manœuvres nucléaires. Mais que la France se permette, en prenant le maximum de précautions, de procéder elle aussi à des expériences atomiques, alors la voilà traitée au ban d'infamie.

La dernière chose à faire dans ces conditions était bien évidemment de détruire un bateau de pacifistes. Et la dernière chose à faire aujourd'hui serait de renoncer à établir la lumière. L'accusé brouillard ne peut profiter qu'aux adversaires de notre pays. Il faut le dissiper au plus vite, en soulignant bien sûr que les soupçons soient levés de manière plus nette que ne peut le faire le rapport Tricot. Et, à défaut, que soient établies les responsabilités, et sanctionnées, comme le promet Laurent Fabius, les responsables.

ANDRÉ FONTAINE.

Protestation officielle de la Suisse

Berne (AFP). — Le chargé d'affaires suisse à Paris, M. Jacques Reverdin, a protesté officiellement mercredi soir 28 août auprès du Quai d'Orsay à propos de l'utilisation de faux passeports helvétiques par des agents secrets français dans l'affaire Greenpeace, a déclaré le porte-parole du département fédéral (ministère) des affaires étrangères, M. Michel Pache.

M. Reverdin, qui a demandé des éclaircissements supplémentaires aux autorités françaises, a précisé

qu'il tenait à ce que ces incidents ne se reproduisent plus, selon M. Pache.

Mardi, M. Bernard Tricot, auteur du rapport sur l'affaire, avait confirmé au correspondant suisse de l'agence de presse suisse ATS qu'il ne faisait « aucun doute » que les faux passeports saisis sur les « époux Tureage » avaient été fournis par la DGSE, mais que ce détail ne figurait pas dans son rapport parce qu'il n'avait pas « de portée sur l'affaire ».

M. Lange pourrait revenir sur l'interdiction d'escale opposée aux navires américains équipés d'armes nucléaires

De notre envoyé spécial

Wellington. — « On dirait que Paris et Washington s'intéressent beaucoup à moi ces temps-ci ». En recevant le journaliste du *Monde* dans son bureau du dernier étage du bâtiment du gouvernement, sorte de gros blockhaus moderne en forme de canon dont l'architecture a fait hurler les parades de Wellington, M. David Lange a de mal à réprimer un sourire. Un an de pouvoir a suffi à cet ancien avocat du quarante-trois ans pour devenir une star de la politique internationale.

En un an, M. Lange s'est trouvé au centre de deux crises internationales majeures. De l'affaire la plus récente, celle de Greenpeace, il n'a su se tirer à son avantage. Placé dans une position confortable, celle du pays souverain agresseur, il a crié assez fort pour attirer la sympathie d'une opinion farouchement francophile et antinucléaire, tout en laissant à Paris une porte de sortie où M. Fabius s'est enfoncé. A tort ou à raison, la promesse française que les coupables seraient jugés est mise à l'épreuve de la fermeté néo-zélandaise, même si la presse ne semble pas trop se faire d'illusions sur la valeur d'un tel engagement.

Da second conflit, qui l'oppose aux États-Unis à propos du droit d'escale dans les ports néo-zélandais de navires susceptibles de transporter des armes nucléaires, il pourrait bien se sortir beaucoup moins glorieusement.

Le changement de ton du premier ministre à ce sujet, dans les derniers jours, laisse penser qu'il s'apprête à capituler. Le bras de fer entre Wellington et Washington dure depuis le 4 février 1985. Ce jour-là, un destroyer lance-missiles américain, l'*USS Buchanan*, se présente à la limite des eaux territoriales néo-zélandaises et demande à y pénétrer. Après avoir accepté, M. Lange se ravise et refuse l'accès. En effet, Washington, fidèle à sa politique de ne jamais confirmer ni démentir la présence d'armes nucléaires dans ses navires, a refusé de dire si oui ou non le *Buchanan* est équipé. Or l'interdiction de passage des navires américains susceptibles de transporter des armes nucléaires était l'un des points forts du programme électoral du Parti travailliste, dont une large fraction de la base est composée de militants pacifistes et antinucléaires.

M. Lange lui-même, depuis son entrée en fonctions, n'a eu de cesse de plaider pour la dénucléarisation du pays et de toute la région du Pacifique sud.

Ingrénité

« Pourquoi un pays que personne ne menace se doterait-il d'armes nucléaires ? Pourquoi la région la plus stable du monde deviendrait-elle une arène stratégique pour les armes nucléaires ? », demandait-il ainsi en mars dernier à la conférence des Nations Unies. Et ce fils d'un médecin méthodiste, lui-même profondément croyant, de répéter à qui voulait l'entendre que « les armes nucléaires sont moralement indéfendables ». Non sans une certaine dose d'ingénuité, le premier ministre ajoutait dans la foulée que la Nouvelle-Zélande n'entendait nullement remettre en cause sa participation à l'ANZUS : ce pacte qui lie Wellington à l'Australie et aux États-Unis a été conclu en 1951, quand les deux anciens « dominions » britanniques, au lendemain de la seconde guerre mondiale, se rendaient compte que la mère patrie n'était plus en mesure d'assurer leur sécurité. Rédigé en termes très vagues, le pacte ne fait pas mention d'obligation aux membres de l'alliance d'ouvrir leurs ports dans

« Des excuses pour M^{me} Thatcher ? — Le leader du Parti libéral britannique (opposition), M. David Steel, a estimé, mercredi 28 août, que Margaret Thatcher devrait demander des excuses au gouvernement français pour l'« ignoble attentat » commis contre le *Rainbow Warrior*. M. Steel reproche, notamment, à M^{me} Thatcher d'avoir gardé le silence, « après que l'on lui suggère, à Paris, que les services secrets britanniques étaient impliqués ».

« M. BERNARD PONS : la France dans le Pacifique. — M. Bernard Pons, qui intervenait, mercredi 28 août, devant les jeunes du RPR réunis à Pontarlier, a déclaré à propos de l'affaire Greenpeace qu'« il n'est pas question de faire supporter par l'armée les responsabilités politiques ». L'ancien secrétaire général du RPR a ajouté : « L'affaire Greenpeace est un peu de la même veine que celle de la Nouvelle-Calédonie, car beaucoup de grandes nations s'occupent pas la place de la France dans le Pacifique et cherchent à l'y évincer par tous les moyens ».

a'importe quelles conditions aux navires de guerre de leurs partisans. Mais ce consentement avait toujours été accordé par les gouvernements conservateurs.

En adoptant cette position ambiguë — où à l'alliance, non aux écoles des bâtiments nucléaires, — M. Lange tentait de coller au plus près à son opinion publique. Si les deux tiers des Néo-Zélandais, les sondages l'ont montré, sont favorables au maintien de l'ANZUS, la même proportion souhaite faire de leur pays une zone « démilitarisée ». Quatre-vingt-dix conseils municipaux, représentant les deux tiers de la population, se sont symboliquement déclarés « nuclear free » (démilitarisés). De récentes descriptions apocalyptiques des effets de l'« ère nucléaire » ont littéralement traumatisés les Néo-Zélandais, en leur montrant que leur îlot de tranquillité, « cette Suisse du Pacifique », sans ennemis ni problèmes, située « dans la région la plus stable du monde », pourrait bien souffrir autant que les autres d'un cataclysme mondial.

Comme on pouvait s'y attendre, l'administration Reagan s'est montrée parfaitement insensible au prétexte de M. Lange et aux frayeurs de l'opinion néo-zélandaise. Ulcérés par les rebuffades infligées au *Buchanan*, les Américains annoncent dans la foulée l'annulation de manœuvres conjointes avec les Néo-Zélandais. Les services de renseignement américains ont, depuis, ralenti le flux des informations transmises à leurs homologues néo-zélandais, et les militaires néo-zélandais en poste aux États-Unis, quand leur mission prend fin, ne sont pas renouvelés. Bref, les relations sont au plus bas.

L'ambition de M. Lange de mener une politique indépendante en Afrique australe est encore venue accroître la tension. La fermeture du consulat d'Afrique du Sud à Wellington, l'annonce de l'ouverture

d'une ambassade néo-zélandaise dans un des États de la « ligne de front » (en principe, le Zimbabwe) ne pouvaient qu'irriter davantage les Américains.

Les États-Unis font état d'autre part de plusieurs signes d'un regain d'intérêt soviétique dans cette région du monde : l'assaut de plus en plus de dépêches. Le ministre archipel de Kiribati (îles Gilbert et Ellice), lassé de réclamer le rattachement de son pays, comme l'exige l'aile gauche du parti travailliste qui réclame le retrait de l'ANZUS.

Reddition

Il se murmure aussi que le Vannuatu, l'ancien « condominium » franco-britannique des Nouvelles-Hébrides, dirigé par le pasteur Walter Lini, serait sur le point de conclure un accord du même ordre. Sans compter les Chinois qui pointent le bout du nez : Pékin vient d'envoyer des ambassadeurs à Papeete, Nouvelle-Calédonie, aux îles Fidji et aux Samoa occidentales. Mais les Américains redoutent la contamination de l'Australie où ils possèdent plusieurs installations militaires, alors qu'ils n'en ont aucune en Nouvelle-Zélande. Ils ne peuvent cependant que se sentir rassurés, le gouvernement travailliste australien de M. Bob Hawke s'étant manifesté aucune intention d'embêter le pas à M. Lange.

Il est clair que la Nouvelle-Zélande n'est pas de taille à soutenir longtemps un bras de fer avec les États-Unis, qui absorbent 15 % de ses exportations et auxquels Wellington doit 30 % de sa dette extérieure qui est de 12 milliards de dollars néo-zélandais. Que le Congrès américain vienne à taxer le veau

néo-zélandais, et la fragile économie du pays s'effondrerait. Martelés avec insistance par l'opposition conservatrice, favorable pour sa part à une coopération militaire avec le grand protecteur, ces arguments n'ont pas pu ne pas ébranler M. Lange. Le premier ministre a commencé d'amorcer une révision de ses positions en laissant entendre qu'il n'était pas question de faire voter par le Parlement une loi proclamant la dénucléarisation du pays, comme l'exige l'aile gauche du parti travailliste qui réclame le retrait de l'ANZUS.

M. Lange vient ces derniers jours de donner, ces derniers jours, des signes encore plus nets que la reddition est imminente. De plusieurs déclarations très embarrassées, il ressort qu'il a l'intention de démissionner si les Américains sont, an non, équipés d'armes nucléaires. Si l'on comprend bien le premier ministre — mais il est vrai qu'on n'est jamais sûr de bien le comprendre, — on ne chercherait plus trop à savoir ce que contiennent les navires qui demanderaient à mouiller en Nouvelle-Zélande. On pourrait ainsi se rapprocher d'une solution à la japonaise : théoriquement, Tokyo ne veut pas entendre parler d'armes nucléaires ; mais, dans la pratique, on ferme les yeux.

Plusieurs indices viennent confirmer cette interprétation. Attendu le mois prochain à Washington, le vice-premier ministre, M. Geoffrey Palmer, a éprouvé les plus grandes difficultés à obtenir une entree avec M. George Shultz, le secrétaire d'État américain, mais il y a finalement eu, ce qui laisse supposer que les Américains ont, peut-être, des assurances de Wellington.

Pour d'évidentes raisons de politique intérieure, M. Lange ne peut cependant pas reconnaître qu'il capitule. Un renoncement lui paraît difficile à faire avaler à l'aile gauche, qui affronte ce week-end les danses de la semaine de la Nouvelle-Calédonie.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le gouvernement territorial cesse ses fonctions

« Nous avons pris nos dispositions pour que les aménagements, les oppositions, les violences que l'on a commises, et qui ne sont pas acceptables, puissent être évincées », a déclaré M. Edgard Pisani, mercredi 28 août sur FR 3, en évoquant les prochaines élections régionales en Nouvelle-Calédonie. Un décret publié au *Journal officiel* de mercredi a, en effet, fixé la date de celles-ci au 29 septembre (*le Monde* du 29 août).

An cours du conseil des ministres, M. Pisani a rappelé que chaque bureau de vote sera présidé par un magistrat ; une commission de contrôle, composée de magistrats, surveillera le scrutin dans chacune des quatre régions créées par la loi sur l'évolution du territoire. Le ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie a expliqué que toutes les dispositions ont été prises pour le bon déroulement de la mission de ces magistrats.

Nouméa. — On a beau s'y attendre, il est parfois des jours où la réalité a un goût amer. Ce jeudi 29 août restera pour les ministres du gouvernement territorial une date sombre. La publication au *Journal officiel* du Sud de la Nouvelle-Calédonie du décret de convocation des électeurs pour le scrutin régional du 29 septembre vient de mettre un terme à neuf mois d'une autonomie interne tourmentée.

Jed, les neuf ministres territoriaux et le président Dick Ukeiwé ont remis officiellement les locaux du gouvernement territorial à l'Assemblée territoriale. La publication au *Journal officiel* de M. Bernard Lemaire, qui occupe les fonctions de secrétaire général du territoire. Chacun des membres de l'exécutif local va retourner à ses activités antérieures : l'un à son agence immobilière, un autre à la chaîne de grands magasins, un troisième à son étude d'avocat.

La plupart ne quitteront que temporairement la scène politique. Dans les prochains jours, le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) devrait décider de la place des anciens ministres sur les listes électorales. M. Ukeiwé — toujours interdit de séjour dans son île natale de Lifou — devrait se présenter dans la région centre pour briguer la présidence du conseil de régions qui cumulerait avec son mandat de sénateur.

Pour le reste du personnel gouvernemental, les sorts sont variés. Les contractuels — plantons, chauffeurs ou secrétaires les plus souvent — se retrouvent sans emploi. Environ quinze fonctionnaires territoriaux seront chargés d'assurer la transition entre le secrétariat général du gouvernement et celui de l'administration d'Etat. Des contacts efficaces entre M. Max Aubert, pour le RPCR, et le préfet M. Hubert

trats et de celle du représentant de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle qui se rendra sur place pour surveiller la campagne à la radio et à la télévision.

M. Pisani a aussi fait part à ses collègues de son « indignation » devant les propos tenus récemment par M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, qui, au cours d'un voyage sur le territoire et au retour de celui-ci, avait mis en cause l'attitude de certains fonctionnaires (*le Monde* du 24 août). De leur côté les sections du tribunal de première instance de Nouméa de l'Union syndicale des magistrats (modérée) et du Syndicat de la magistrature (gauche) ont publié, mercredi, un communiqué commun pour contester les accusations portées par M. Léotard sur le fonctionnement actuel de la justice en Nouvelle-Calédonie.

« Au gouvernement territorial on ne nie pas l'existence d'un déficit, mais on l'explique : « Le budget du territoire est exécuté tout à fait normalement du côté des dépenses », a indiqué le ministre des finances, M. Pierre Frogier ; les impôts directs ont été recouvrés tout à fait normalement grâce au civisme des Calédoniens, mais pour ce qui concerne les impôts indirects et notamment les droits d'entrée, nous constatons une moins-value importante, que nous évaluons à 1,5 milliard de francs CFP (82,5 millions de francs français), sur une prévision budgétaire en terme de recettes douanières de plus de 9 milliards (495 millions de francs) ».

Ce déficit, qu'un autre membre du gouvernement qualifie d'« imparable », ne va guère faciliter la tâche d'une administration déjà aux prises avec de sérieuses difficultés financières.

FREDERIC FILOUX.

« Ouverture d'une information après les élections cantonales de la Réunion. — Le procureur de la République de Saint-Denis de la Réunion a ouvert, le mercredi 28 août, une information sur les incidents qui ont marqué dimanche 25 août les deux élections cantonales partielles de Saint-André (*le Monde* du 27 août).

Le Parti communiste réunionnais a annoncé son intention de déposer un recours contre l'élection de M. Louis Virapoulle, UDF, sénateur, dans le premier canton de Saint-André, et contre celle de M. Jean-Paul Virapoulle, responsable de l'UDF pour le département, dans le second canton. M. Jean-Paul Virapoulle, maire de Saint-André, a décidé de porter plainte pour le vol de certaines listes d'émargement.

L'éco
OUVE

a

325 F



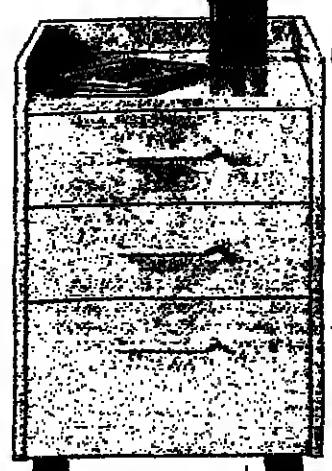
Des prix excellents. Des prix dans toutes les à la chaise en tissu, sans en carton, en papier ou d'être premier en math p enfant va être aussi cont classe, chez IKEA. Et puis c'est amusant et monter soi-même sa ta

LE CLOS-AUX-POIS, LISSA
LE CLOS-AUX-POIS, LISSA

مكتبة القرآن

OPPEMENTS
dition d'escal
d'armes nucléaire

L'école n'est pas encore ouverte et votre enfant a déjà des prix



GOLIAT:
Caisson mobile, laqué blanc.
525F



GLOBAL:
Lampe de travail - noir ou blanc.
398F



BOCK:
Bureau inclinable et réglable 110 x 65. Pin non traité.
630F

SNACK:
Boîtes de rangement en carton.
8F **18F**



JÄRVI: Chaise structure acier coque plastique blanc ou rouge vif.
273F

PENNA: Lot de 3 trombones géants, différents.
10F

PLUGGA:
Jeu de 3 cahiers.
10F

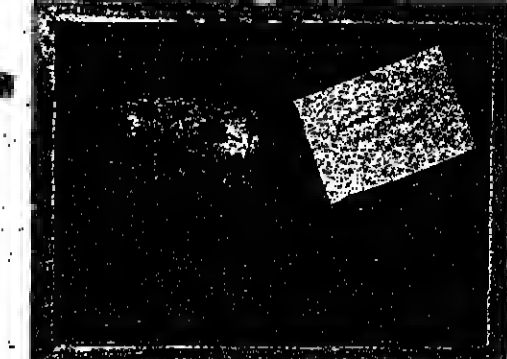


ELVAN:
Lampe de travail noir, blanc, rouge.
38F



ALEX 18 + TED:
Plateau 120 x 80, mélamine blanche. Tréteaux acier laqué époxy, plusieurs coloris.
195F

CHRIS:
Tableau d'affichage liège foncé, 64 x 49.



BOMBO:
Sous-main 60 x 50, plastique jaune, bleu vif et rouge vif.
55F

55F

KENTHÄ:
Chaise structure métal laqué époxy. Siège plastique blanc, jaune ou rouge.
195F



LAGO:
Bureau pin massif, 110 x 55.
980F

Des prix excellents, s'il vous plaît. Des prix dans toutes les matières, du bureau en bois à la chaise en tissu, sans oublier les fournitures en carton, en papier ou en plastique. Et pas besoin d'être premier en math pour vérifier que ce n'est vraiment pas cher. Comme en plus c'est beau, votre enfant va être aussi content que vous. C'est ça la classe, chez IKEA.

Et puis c'est amusant. Pensez, ouvrir des cartons et monter soi-même sa table de travail, ça prend des

allures de cadeau et c'est plus drôle qu'un truc tout fait. Surtout quand c'est un jeu d'enfant.

Avec tout ce qu'il y a dans le catalogue IKEA, vous allez pouvoir équiper le bureau de votre petit chéri mieux que celui de son papa. Et si jamais vous aviez oublié quelque chose, rassurez-vous : les prix sont garantis jusqu'aux prochaines grandes vacances. Vous pouvez même en profiter pour changer son lit, ça grandit vite à cet âge-là. Justement, IKEA a quelques modèles à des prix à dormir debout. Ce qui

tombe bien parce que la rentrée, comme chacun sait, ce n'est généralement pas le moment de les sortir. Chez IKEA, vous allez voir que votre cher petit, cette année, n'est pas si cher que ça.



Ils sont fous ces Suédois

IKEA SVRY: 21 LE CLOS-AUX-POIS, LISSES, AUTOROUTE DU SUD, SORTIE ÉVRES-LISSES. TÉL. (6) 497.66.66. LUN. MAR. MER. VEN: 11-20 H - JEU: 11-22 H - SAM: 10-20 H - DIM: 10-19 H. **RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS**
IKEA BOIGNY: CTRÉ CIAL BOIGNY 2. TÉL. (1) 882.92.96. LUN. MAR. MER: 11-20 H - JEU. VEN: 11-22 H - SAM: 9-20 H. **IKEA IRON:** CTRÉ CIAL DU GRAND VIRE, VAULX-EN-VELIN. TÉL. (7) 879.22.26. LUN. VEN: 11-20 H - SAM: 9-20 H.

société

MÉDECINE

ÉCHANGE D'ENFANT A BORDEAUX

Retour d'affection

Le don-abandon de nouveaux-nés va-t-il supplanter la pratique traditionnelle des échanges d'enfants ? A Bordeaux, une femme, mère de deux jumeaux, après avoir été insatisfaite avec le sperme de son beau-frère, donne à adopter ses enfants à un couple qui, avec son mari, les adopte. A Bordeaux, un échange similaire, réalisé il y a quelques jours (le Monde daté 25-26 août), apparaît ni aussi simple que prévu, ni aussi anonyme qu'annoncé.

De notre correspondant

Bordeaux. — A matin, matin et demi. Lorsque « Sophie », la quarantaine, et son amie Daisy, de dix ans sa cadette, ont poussé, il y a une dizaine de jours, la porte de la rédaction bordelaise du quotidien Sud-Ouest, elles ignoraient que leur démarche allait leur causer beaucoup de tracas. Elles venaient tout simplement raconter leur histoire, pensant que leur expérience pouvait être utile aux femmes confrontées aux mêmes problèmes qu'elles. « Nous voulions montrer aux autres que l'on peut avoir des enfants sans tout un vent de sans avoir d'argent », avaient-elles expliqué, voulant absolument garder l'anonymat.

Dans l'esprit de ces deux femmes compliquées avait germé une incroyable idée que, petit à petit, elles avaient fait admettre à leurs maris. En novembre dernier, Daisy, enceinte, avait promis à Sophie que l'enfant à naître lui serait offert. Neuf mois durant, les femmes avaient réussi à tromper leur entourage, puis une sa fabrication un embonpoint à l'aide de cousines,

l'autre accumulant les subterfuges pour tenter de masquer son état.

Mais si Daisy et Sophie sont parvenues, non sans peine, à mener à bien la première partie de leur plan, il apparaît aujourd'hui qu'elles ont présumé de leurs forces. En acceptant de passer à nouveau leur aventure, elles se sont définitivement découvertes. Mardi soir, effarée, Sophie s'est vue sur le petit écran, parfaitement identifiable, alors qu'elle devait être filmée de dos.

Tout de suite après l'émission, le téléphone sonne ; étonnée, les parents de Sophie venaient de reconnaître leur fille.

Depuis, les deux femmes se cloîtent. La mère « raccochée » couvre de tout son amour le petit, pour les besoins de la cause, porte un prénom d'emprunt. Sa voisine, elle, semble maintenant prendre conscience de l'énormité du contrat. Elle ne songe plus qu'à avoir un autre enfant, et cela pour elle-même. (Interim.)

POUR PRÉVENIR L'ÉPIDÉMIE DE SIDA

Les autorités françaises envisagent la mise en vente libre des seringues

Les autorités sanitaires françaises envisagent d'autoriser la vente libre des seringues dans les officines pharmaceutiques. Telle est la principale conclusion d'une réunion d'information organisée, le mercredi 28 août, par le secrétariat d'Etat à la santé, réunion à laquelle ont participé les principaux spécialistes français du SIDA (1).

Mise en place par voie réglementaire, l'introduction de la vente libre des seringues dans les officines pharmaceutiques — excepté sur prescription médicale — a pour but, depuis 1972, d'aider à la prévention de la transmission par voie intraveineuse. L'épidémie de SIDA amène-t-elle à revoir ces dispositions ?

Depuis quelques semaines, plusieurs médecins spécialistes ont réclamé la levée d'une telle restriction. L'argumentation est simple. Elle fait notamment valoir que le SIDA, comme d'autres maladies transmissibles, trouve un vecteur privilégié dans l'utilisation collective de seringues contaminées. « Si la France reste encore relativement épargnée par le phénomène », explique-t-on à la direction générale de la santé, d'autres pays comme l'Espagne ou l'Italie sont particulièrement touchés. Un phénomène qu'un supposé ad hoc en partie à l'impossibilité de se procurer — en

France — librement des seringues et des aiguilles à usage unique. Les toxicomanes, explique-t-on en substance, sont ainsi amenés à échanger des seringues, d'où le risque potentiel d'accroître la dissémination de l'épidémie.

Pourtant pour autant libéraliser la vente des seringues en pharmacie ? Un vrai dilemme puisque rien, à commencer par le rite de l'utilisation collective de la même seringue et les comportements suicidaires de nombreux toxicomanes, ne permet de prévoir le bénéfice d'une telle opération. Une opération encore risquée aussi puisqu'il reste à convaincre le corps médical — et à démontrer qu'il n'y a aucun danger à souffler ainsi le chaud et le froid sur ce qui, qu'on le veuille ou non, a, dans une France qui continue de prohiber l'utilisation des drogues par voie intraveineuse, valeur de symbole.

JEAN-YVES NAU.

(1) A cette occasion, le professeur Jacques Roux, directeur à la santé, a annoncé, en présence de M. Jean de Kervadec, directeur des hôpitaux, que le dépistage sérologique des anticorps « anti-SIDA », bien que non inscrit à la nomenclature de la Sécurité sociale, est désormais effectué à titre gratuit dans les établissements hospitaliers français.

JUSTICE

Prisons-passoires à la Guadeloupe

L'administration centrale prend des mesures

Correspondance

Pointe-à-Pitre. — Quarante détenus se sont évadés des deux maisons d'arrêt que compte la Guadeloupe contre le 9 mai 1984 et le 18 août dernier. Détenus de droit commun par on dévotion politique (on se souvient de l'évasion de Luc Reaume, cerveau présumé de l'Armée révolutionnaire des Caraïbes, le 16 juin dernier), plusieurs même des deux ont, semble-t-il, bénéficié de complicité à l'intérieur même des prisons. « Les dossiers ont été transmis aux agents et à la chancellerie », explique M. Indo, directeur des établissements pénitentiaires de la Guadeloupe, et l'enquête est en cours.

De même source, on apprend que des mesures vont être prises en attendant la construction du futur centre pénitentiaire de Baie-Mahault, à 6 kilomètres au sud de Pointe-à-Pitre.

De nombreux détenus se sont évadés ces quinze derniers mois des deux maisons d'arrêt de la Guadeloupe, celle de Pointe-à-Pitre (d'une capacité de 126 places, mais accueillant souvent 200 détenus) et celle de Baie-Mahault (où l'on a déjà compté 282 détenus pour 139 places).

Bien souvent, les prisonniers s'évadent dans des circonstances pour le moins rocambolesques. Quatre militants indépendantistes guadeloupais, condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement (Luc Reaume purgait trois peines de dix, sept, et six ans), s'étaient « fait la belle », le 16 juin dernier, en menaçant les gardiens avec des machettes taillées en pointe. Au mois de décembre 1984, deux détenus, jusqu'alors de droit commun pur, s'étaient évadés de la prison, contrainte en 1980, de Pointe-à-Pitre. Ils avaient obtenu la suite qu'on les avait fait sortir, et avaient été mêlés, dans un procès, à des militants indépendantistes, le 15 juillet dernier. D'autre part, ils auraient été chargés d'encadrer un « contrat » en éliminant le premier substitut du procureur de la République.

Il était grand temps pour l'administration pénitentiaire d'annoncer des mesures... A commencer par l'achat d'un terrain (les tractations sont en cours, selon le sous-préfet de Pointe-à-Pitre, M. Hubert Fournier), situé à Baie-Mahault, à quelques kilomètres au sud de Pointe-à-Pitre. C'est là que, contrairement aux souhaits de la population, sera installé le futur centre pénitentiaire de la Guadeloupe. Selon un membre du conseil municipal de Baie-Mahault (le maire, M. Edouard Chamoungon, est un proche de l'ancien président du conseil général M. Michel Chevre), la préfecture de la région Guadeloupe avait exercé des pressions sur la municipalité afin qu'elle donne un avis favorable à l'installation du futur centre pénitentiaire sur le terrain de la commune. « Comme nous avons besoin de subventions, nous avons été obligés d'acquiescer », affirme ce membre du conseil municipal. Ainsi, depuis le mois de juin dernier, l'avis favorable a été donné à un projet qui devrait se concrétiser d'ici quelques années.

En attendant, l'administration centrale a pris des mesures, qui entreront en vigueur au 1^{er} septembre prochain. C'est ce qu'a annoncé, cette semaine, M. Indo, ancien sous-directeur de Fleury-Mérogis, depuis octobre 1984 à la tête des établissements pénitentiaires de la Guadeloupe. L'enseignement du personnel, qui prévoit actuellement vingt-neuf employés, sera augmenté de huit personnes, huit surveillants d'origine antillaise ayant demandé leur retour à Guadeloupe. Dans le même temps, un nouveau surveillant-chef sera chargé de la surveillance générale et de la formation du personnel.

Un crédit de 9 millions de francs a, d'autre part, été débloqué pour l'aménagement et la restauration des deux maisons d'arrêt au cours des années 1985 à 1989.

ALAIN GILLES.

Par décret en Conseil d'Etat, M. Claude Jorda, qui restera, jusqu'à la fin du mois de septembre, directeur des services judiciaires à la chancellerie, a été nommé procureur général à Bordeaux. Quatre autres procureurs généraux ont été nommés : MM. Pierre Galimiche à Rennes, Claude Pascal à Angers, Henri Jacquemin à Fort-de-France et Jacques Brun à Saint-Denis-de-la-Réunion.

LE FEUILLETON DE

La Rire de Laura, de Fran

Une de ces

DEVANT les cas d'enfants

parents tendent l'écho

absolu. Ils sont bien décidés

modernes de toutes les tra

laisseront pas prendre au piège de

mais sans plaie ! On les a tro

jeunes, voilà le vrai : de notre temp

Depuis une quinzaine d'ann

genre de drames a suscité de nom

intéressés ou de leurs proches. D

pourant le seul moyen d'évoquer

vue du dedans et du dehors, en l'o

tyquer il faut à la fois le goût

confiance intacte dans le réalisme,

montrons les ressources du cœur h

réussites artistiques, mais dont les

sur la permanence, en particulier F

L'auteur de Dickie-roi n'a pas

de mettre en roman les angoisses

lables, des stars du rock : la voix

confins de la psychiatrie et de l'ut

de l'absolu quotidien dont bien

encore.

MARTIN vient de s'injecter

SAMU l'a tiré d'affaire.

secrètes de son geste

sur elle de l'arracher à son entou

hôtel de Strasbourg, sa ville nat

quatre jours : quatre nuits qui for

démêler à voix haute et basse l'écl

Avec succès, semble-t-il. Ils l'ont bi

SPORTS

LES INTERNATIONAUX DE TENNIS DES ETATS-UNIS

Forget ferre Curren

New-York. — Récentement naturalisé Américain, l'ex-Sud-Africain Kevin Curren a dit clairement, mercredi 28 août, tout le mal qu'il pensait des Internationaux des Etats-Unis. « Les dirigeants de la fédération américaine de tennis ont été fous de construire un stade pareil dans un environnement aussi épouvantable ». Brutale franchise ou déception radicale ?

Le récent finaliste de Wimbledon n'a jamais été à l'aise sur le ciment new-yorkais mais, tête de série n° 5, il ne s'attendait sûrement pas à être éliminé au premier tour en trois sets (7-6, 6-1, 6-2) par le Français Guy Forget, classé 63^e mondial. C'est pourtant la méconnaissance qui a géré ces commentaires vengueurs et qui a soulevé une fois encore la fragilité nerveuse de Curren.

« Les gauchers ne me conviennent pas », a dit encore Curren, qui avait pourtant éliminé McEnroe et Connors à Wimbledon. Qu'il doute, son engagement perd toute efficacité, et il se retrouve comme un chasseur sans munition.

« Pendant le premier set, il a très bien servi. Je ne pouvais pas du tout retourner. Toutefois, j'ai eu un peu de chance dans le tie-break où il a fait une double faute. Après quoi, il n'a plus aussi bien servi. Cela m'a permis de frapper de bons retours et de faire la différence », a noté Forget battant ainsi Curren avec ses propres armes (16 contre 8). « Il a sûrement un des engagements les plus difficiles à prévoir », a reconnu

De notre envoyé spécial

Curren, qui était incapable de deviner d'où la balle allait arriver.

« Il est plus facile de battre une tête de série en premier tour que dans la suite de la compétition. Il n'est pas encore rodé à la surface et on n'a rien à perdre. Ce n'est plus pareil en quarts de finale », a précisé le Marseillais, qui n'avait pas gagné un match depuis plus d'un mois, mais qui avait eu mille dollars d'amende pour mauvaise conduite sur le court. « Cette fois je me suis particulièrement appliqué à montrer que je savais me tenir », a dit Forget. Au reste, il a pris cette victoire, qui constitue la plus grosse surprise du premier tour, avec un grand calme.

Sacré champion du monde juniors en 1982, année où le Sud-Africain Wilander gagnait pour la première fois à dix-sept ans les Internationaux de Roland-Garros, Forget a connu depuis bien des déceptions, et il prend aujourd'hui les événements avec plus de détachement. « Beaucoup de gens attendaient trop de moi, trop tôt. J'en ai appris un peu plus chaque semaine et je m'améliore petit à petit ». Bien remis en selle par l'entraîneur Georges Tulane, après une expérience malheureuse avec un coach étranger, il a été handicapé ces derniers mois par une blessure au coude. Forget a désormais récupéré tous ses moyens. Mais il se refuse à faire tout pronostic pour le deuxième tour.

Forget-Leconte au deuxième tour

Le match pourtant ne devrait pas manquer d'intérêt : Forget affrontera en effet un autre gaucher français, Henri Leconte. L'entraîneur de celui-ci, Patrice Dominguez, a pu constater que le revers de Forget était assez faible et conseiller assurément à son protégé d'exploiter cette faiblesse technique.

Mais avant de se retrouver pour la première fois devant l'ancien champion du monde juniors, Leconte avait à franchir mercredi un obstacle non négligeable : Wojtek Fibak. A trente-trois ans, le Polonais reste un des adversaires les plus redoutés du circuit.

Son expérience et son sens tactique lui permettent de faire face à des situations apparemment très compromises. D'ailleurs, Leconte s'en méfiait comme le guigone : Fibak l'avait éliminé au premier tour du tournoi de Gstaad en juillet dernier. Il était vrai que le numéro deux français était alors passé sans transition de l'herbe de Wimbledon, où il venait de battre le Tchèque Ivan Lendl, à la terre battue suisse. Malgré cet avertissement, Leconte a été mis en difficulté sur le ciment américain dès qu'il a relâché la pression.

EN BREF

La multiplication des agressions contre les transports de fonds

Des syndicats écrivent à M. Joxe

Après l'attaque, le 26 août, du siège de la société Protocaval à Saint-Laurent-du-Var (le Monde daté 27 et 28 août), au cours de laquelle un policier, Alain Chavrier, avait été tué, les syndicats CGT des transports et de la société Protocaval demandent, dans une lettre ouverte au ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, quels moyens il compte mettre en œuvre pour enrayer la vague d'agressions contre des convoyeurs de fonds.

Très inquiets des « armes de guerre et moyens sophistiqués » employés par les malfaiteurs, les syndicats appellent qu'ils ont, en vain, demandé au préfet de police une escorte des forces de l'ordre.

An cours des attaques du policier, qui ont eu lieu à Cagnes-sur-Mer, le directeur de la police nationale, M. Pierre Verbrugghe, s'est engagé à donner « un coup d'arrêt brutal à cette vague de violence et de vols à main armée. Tel est, a-t-il dit, l'engagement que je prends du nom du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation ».

Dans la foule qui assistait à la cérémonie, plusieurs personnes ont réclamé le rétablissement de la peine de mort.

Les obsèques d'un surveillant de prison

M. Robert Badinter, garde des sceaux, a assisté, le mercredi 28 août, à Trévoix (Ain), aux obsèques de Charles Fabon, le surveillant principal de prison décédé le 22 août après avoir été agressé en avril par deux détenus dans un établissement pénitentiaire de Lyon. Plusieurs centaines de gardiens en uniforme assistaient à la cérémonie à la fin de laquelle M. Badinter a promis que les réquisitions du parquet, dans de telles affaires, seront à la mesure de « l'insupportable gravité » de tels actes.

En signe de solidarité et de protestation, des minutes de silence ont été observées mercredi dans plusieurs prisons. A Fleury-Mérogis (Essonne), la procédure d'admission des détenus a été perturbée par des surveillants qui participaient à ce mouvement.

Un cambrioleur tué par les gendarmes. — Un jeune homme de dix-huit ans, Michel Ramon, a été tué par un gendarme alors qu'il cambriolait un magasin d'articles de sport à La Rôle (Gironde) dans la nuit du 27 au 28 août. Selon les gendarmes, Michel Ramon, ainsi que Bruno Faure, dix-huit ans, et un mineur ont pris la fuite en voiture quand ils ont été surpris ; ils auraient ensuite tenté de forcer le barrage dressé par la gendarmerie, qui a alors ouvert le feu. Michel Ramon, qui se trouvait à l'arrière du véhicule, a été tué. Ses deux complices ont été interpellés.

Explosion à Mity-Mory : un mort

Un mort et deux personnes gravement brûlées : tel est le bilan de l'explosion, suivie d'un incendie, qui ont eu lieu, le 28 août, au centre de traitement de déchets industriels de Mity-Mory (Seine-et-Marne), lors du transvasement d'un camion, qui a pris feu, ainsi que trois autres d'effluents (le Monde du 15 mars 1985). Le directeur général de l'Organisation, M. Colin, a déclaré qu'il le souhaitait... Une façon de faire pression sur les Etats-Unis pour qu'ils tempèrent leurs remises en cause du monopole de l'Organisation et leur appel de « déréglementation » des télécommunications internationales.

LE FEUILLETON DE

La Rire de Laura, de Fran

Une de ces

DEVANT les cas d'enfants

parents tendent l'écho

absolu. Ils sont bien décidés

modernes de toutes les tra

laisseront pas prendre au piège de

mais sans plaie ! On les a tro

jeunes, voilà le vrai : de notre temp

Depuis une quinzaine d'ann

genre de drames a suscité de nom

intéressés ou de leurs proches. D

pourant le seul moyen d'évoquer

vue du dedans et du dehors, en l'o

tyquer il faut à la fois le goût

confiance intacte dans le réalisme,

montrons les ressources du cœur h

réussites artistiques, mais dont les

sur la permanence, en particulier F

L'auteur de Dickie-roi n'a pas

de mettre en roman les angoisses

lables, des stars du rock : la voix

confins de la psychiatrie et de l'ut

de l'absolu quotidien dont bien

encore.

MARTIN vient de s'injecter

SAMU l'a tiré d'affaire.

secrètes de son geste

sur elle de l'arracher à son entou

hôtel de Strasbourg, sa ville nat

quatre jours : quatre nuits qui for

démêler à voix haute et basse l'écl

Avec succès, semble-t-il. Ils l'ont bi

14. Un autoportrait de Jean Maitron, historien du mouvement anarchiste

Le Monde DES LIVRES

C'EST LA RENTRÉE !

Hector Bianciotti écrivain français

Avec « Sans la miséricorde du Christ », qui paraît dans quelques jours chez Gallimard, Hector Bianciotti, écrivain d'origine argentine vivant en France depuis 1961 et devenu citoyen français, publie son cinquième roman. Et le premier en français. Mais c'est moins un nouveau départ que le terme d'un long itinéraire.



HECTOR BIANCIOTTI pousse la courtoisie jusqu'à faire de sa cinquantaine un imperceptible ornement de son visage : à peine quelques rides sur son visage d'homme jeune - un visage dont l'austérité exclut toute jeunesse artificielle, toute fadeur, mais dont le large regard pâle, gris bleu, a parfois, sur ses transparences un peu froides, comme un éclat mat d'adolescence ombreuse.

Que Bianciotti soit un très grand écrivain ne fait plus guère de doute. Argentin installé en France depuis 1961, il s'est imposé ici comme le seul successeur légitime de Borges. Filiation à valeur de consécration - plus que de description - qui lui a été largement reconnue, notamment lors de la publication du *Traité des saisons* (Gallimard), son quatrième roman, Prix Médicis étranger 1977, et de *L'amour n'est pas aimé* (Gallimard), un recueil de onze remarquables

nouvelles. Prix du meilleur livre étranger 1983.

Mais avec son cinquième roman, *Sans la miséricorde du Christ*, Bianciotti prend le parti de devenir un écrivain français, d'écrire dans la langue du pays dont il a acquis, depuis quelques années déjà, la citoyenneté. Est-ce un pas plus avant dans l'exil, ou le terme d'un voyage ?

Ce voyage a commencé alors qu'Hector Bianciotti n'était pas né, lorsque ses parents, paysans pauvres du Piémont, ont traversé l'océan pour devenir des fermiers de la pampa, la Plaine dont Bianciotti est fils à jamais. Étrange enfant pourtant qui, d'aussi loin qu'il se souvienne, a toujours su qu'il allait partir. Il ne pouvait qu'apparaître étranger à cette famille vouée au labeur et à la résignation. « D'ailleurs, dit-il, on m'appelait la mouche blanche. » Il étonnait, dérangeait, avec cette manière d'être en transit chez soi, dès l'enfance, et avec cette « nostalgie sans référence » d'une Europe inconnue, inconcevable.

Sa première « bibliothèque », ce furent le journal de grande information que recevait le père, et des sœurs, et quelques livres « égarés » dans cette maison rude : le *Quichotte*, *Quatrevingt-Treize*, de Hugo, et deux romans sud-américains du dix-neuvième siècle.

Les pays de la mémoire

« Lorsque j'avais huit ans, raconte-t-il, la revue féminine de ma mère réservait une page aux enfants. On proposait d'y collaborer. J'ai recopié le Chat botté que j'avais lu dans un livre si vieux que j'étais persuadé que tout le monde l'ignorait. J'ai signé le texte et je l'ai envoyé. Il a paru. Ainsi, ma première œuvre a été un plagiat. Plus tard, j'ai découvert la rime, la métaphore. Du moment que deux lignes rimèrent, il y avait là quelque chose d'incontestable, de vrai. J'ai appris toute la métrique espagnole, très vite. A onze ans, j'ai composé mon premier sonnet. Écrire, pour moi, c'était faire de la poésie. La prose est venue bien après, vers trente ans, lors de mon installation en France. Entre-temps, j'étais resté dix ans sans écrire, trop occupé à essayer de survivre, ou à faire de la mise en scène de théâtre. »

La première rupture d'Hector Bianciotti avec la Plaine, ce fut

pour le séminaire, seul moyen d'accéder au savoir quand on était si pauvre. Puis il gagna Buenos-Aires - la Ville - et enfin, l'Europe. Définitivement. La nostalgie de la « terre natale » que lui avait attribuée l'état civil, Hector Bianciotti dut ne l'avoir jamais connue : « Au contraire, je faisais un cauchemar récurrent : me trouver en Argentine sans billet de retour. » Mais si l'exil lui semblait bien un « retour », c'était moins dans la quête anecdotique de lieux originaux que pour aller « vers les pays de la mémoire, car l'Argentine est sans mémoire ».

C'est peut-être pour cela que je ne partage pas, moi, le pessimisme de beaucoup d'Européens sur eux-mêmes, cette forme de défaitisme. L'Europe, ce petit promontoire de l'Asie, a produit quelque chose de très extraordinaire, culturellement. Et Paris, c'est le centre de l'Europe, la tête de l'Europe. C'est une ville qui accueille, même si elle est très fermée, même si les Français ne sont pas vraiment accueillants. Quand on fait un pas à Paris, on en fait deux partout. »

Hector Bianciotti ne regrette pas d'avoir choisi Paris plutôt que New-York « devenue, dans les années 60-70, plus à la mode ». Il ne pouvait songer s'établir aux États-Unis, autre lieu sans mémoire, « pays de barbares doux, qui ont inventé un mode de vie très agréable, mais pas encore une civilisation ».

Pourtant, après quelque vingt-cinq années passées à Paris, où son travail - critique littéraire au *Nouvel Observateur*, membre du comité de lecture des éditions Gallimard - se faisait en français, Bianciotti restait un écrivain de langue espagnole. « Écrire un roman directement en français serait pour moi, affirmait-il, faire un choix d'exil absolu. »

Vient-il donc de s'imposer la violence de cet exil ultime, celui du changement d'identité linguistique ? « En écrivant les nouvelles de *L'amour n'est pas aimé* - dont une déjà est rédigée en français parce qu'il m'avait été impossible de traduire la première phrase, que j'avais pensée dans cette langue, - j'avais senti que mon espagnol n'était pas bon. La syntaxe du français était passée sous la syntaxe espagnole et, comme une racine, crevait le sol. » Il a donc fallu choisir. Et dans ce domaine, il n'y a, estime Hector Bianciotti, aucun retour possible, pas de total bilinguisme littéraire. Mais contrairement à ce qu'il avait cru, le passage à la langue française lui apparaît comme « la fin de l'exil » - ou de l'errance. « J'avais quitté l'Argentine à vingt-quatre ans, commencé un long voyage. Pour moi, le voyage n'a fini qu'avec la dernière phrase de ce livre tout entier écrit en français. »

« Mon double féminin »

Exemplairement, *Sans la miséricorde du Christ*, le récit du morne destin d'Adelaida Marésc, Hector Bianciotti l'a commencé en Espagne, en juillet 1983, et achevé en France, en janvier 1985. Jamais il n'avait écrit aussi vite : « C'était comme une chose très anecdotique, comme si je déplaçais un rêve. »

« La richesse d'un roman, pour moi, est dans les digressions. Je ne suis pas fatalement romancier. Je préfère les digressions à tout ce qui est purement romanesque. Ici, je voulais explorer le passage d'une langue à l'autre, dans une fiction. L'autobiographie ne m'excite pas. Elle est trop chargée de détails. Alors j'ai essayé de faire d'Adelaida mon double féminin. Mais le narrateur est aussi une partie de moi. »

JOSYANE SAVIGNEAU
(Lire la suite page 12.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Le Rire de Laura, de Françoise Mallet-Joris

Une de ces espérances insensées...

DEVANT les cas d'enfants drogués ou suicidaires, les parents tendent l'échine et croisent les doigts. Cela n'arrive qu'aux autres ; et si cela devait leur arriver, cet échec absolu, ils sont bien décidés à l'imputer aux statistiques, rompt moderne de toutes les tranquillités. En tout cas, ils ne se laisseront pas prendre au piège de la culpabilité, ça, jamais ! Non mais sans blague ! On les a trop écoutés « déconner », les jeunes, voilà le vrai : de notre temps...

Depuis une quinzaine d'années, la multiplication de ce genre de drames a suscité de nombreux témoignages écrits, des interviews ou de leurs proches. De romans, peu. La fiction est pourtant le seul moyen d'évoquer ensemble les deux points de vue du dedans et du dehors, en l'occurrence inconciliables. Pour s'y risquer, il faut à la fois le goût de peindre son époque, une confiance intacte dans la réalité, la psychologie des familles et, mettons, les ressources du cœur humain ; autant de dispositions réputées archaïques, mais dont les Goncourt s'entendent à illustrer la permanence, en particulier Françoise Mallet-Joris.

L'auteur de *Dickie-roi* n'a pas craint, il y a quelques années, de mettre en roman les angoisses peu littéraires, à peine articulables, des stars du rock ; la voici qui campe, non loin de là, aux confins de la psychiatrie et de l'utopie ringarde, à l'écoute d'une sorte d'absolu quotidien dont bien peu de romanciers se soucient encore.

MARTIN vient de s'injecter une overdose d'héroïne. La SAMU l'a tiré d'affaire. Pour cette fois ; les raisons secrètes de son geste demeurent. Va-t-il récidiver, inventer d'autres signaux de détresse ? Sa mère, Laura, prend sur elle de l'arracher à son entourage et de l'emmener dans un hôtel de Strasbourg, sa ville natale. Durant un huis clos de quatre jours et quatre nuits qui forme la trame du livre, ils vont démentir à voix haute et basse l'écheveau de leurs malentendus. Avec succès, semble-t-il. Ils l'ont bien mérité.

Comme souvent, les difficultés ont surgi dans la famille sans cause nette, au gré d'un ne sait quelle loterie. La sœur de Martin, Blandine, respire la santé et aspire, sans l'ombre d'une réticence, au conformisme le plus cossetant, l'américain.

Dès l'enfance, le garçon se révèle dyslexique, fugueur. Il s'inscrit en lettres, puis ne s'inscrit même plus. Il tâte de la clarinette, parle d'ouvrir une crèperie, couche avec une anorexique naïve et pathétique du nom d'Ophélie. Avec un groupe pop amateur, un Noir vendeur d'objets africains et d'autres trainards de son espèce, il rêve de réussir une communauté, sous la houlette d'un historien ancien communiste, ex-soixante-huitard et homosexuel mal avoué... Le tableau classique pour futurs pensionnaires du docteur Olivaenstein ! Tout ce dont s'effarouchent les familles bien-pensantes pour lesquelles le bonheur consiste à souffrir le moins possible, donc à s'écarter le moins possible de la norme éblouissante, rebaptisée bonne nature pour l'occasion.

Le père s'y est plié, à la norme. C'est un grand chirurgien bon vivant, il trompe Laura ; par appétit, non par désamour. Il ablationne les organes en panne, il pointe, il abouche, il ravale. C'est sa façon d'être du côté de la vie. Il y met de l'ingéniosité ; de la ruse, aussi. On le verra quand il trouvera les bons arguments pour faire manger l'anorexique ; un exploit, tous les pays vous le diront.

Mais peut-être est-il trop sain. Il y a des adéquations qui donnent aux enfants l'envie du contraire, comme s'il ne restait pas d'autre solution. De ces pères qui gueulent et, dirait-on, « s'en tapent ».

Martin se choisit un autre tuteur en la personne de Marc, l'historien ancien communiste, lequel lui rend son affection en attirance trouble. Un pur produit de l'époque, lui aussi, ce rescapé de l'engagement dogmatique consolié dans l'utopie saint-simonienne.

(Lire la suite page 14.)

Alain BOSQUET Un homme pour un autre

« Un art consommé de la nouvelle. Un style concis, mordant, dégraissé de toute emphase. Son classicisme est un classicisme pervers. »

Serge Doubrovsky, *Le Monde*

« Modèle du genre ! Cette quête de l'impossible identité fait l'écrivain - dans son authenticité. »

André Baudouin, *Le Figaro*

« Une œuvre beauté, une grandeur sans concessions. Alain Bosquet, plus que nihiliste, est sans doute le plus conséquent de nos écrivains existentialistes. »

J.-J. Brochier, *Le Magazine littéraire*

« A cette quête d'identité, l'auteur met assez d'humour noir et de scepticisme libertin pour qu'on ait l'impression d'être soudain réveillé d'une lente torpeur. »

Jérôme Garcin, *Le Provençal*

GALLIMARD *nr*

C'EST LA RENTRÉE !

Les essais :
priorité au politique

La campagne des législatives s'ouvre chez les libraires. Laurent Fabius propose Moderniser et rassembler quand Jean Dutoit juge la Gauche la plus bête du monde.

LES paroles s'envolent, les écrits restent. Il y a donc quelque imprudence de la part des hommes politiques à publier des livres. Mais la chose écrite, imprimée, conservée en France un prestige que n'offrira jamais la meilleure prestation télévisée. Au seuil de l'année électorale, la seconde considération l'a manifestement emporté sur la première. L'électeur sera lecteur.

Laurent Fabius (*Moderniser et rassembler*, chez Calmann-Lévy), Jean-Pierre Chevènement, interrogé par les compères Hamon et Rotman (Flammarion), porteront les couleurs de l'actuel gouvernement; Alain Savary (*En toute liberté*, chez Hachette) et Jacques Delors, interrogé par Philippe Alexandre (*La Foire aux chimères*, chez Grasset), celles du précédent.

L'opposition ne présente pas, pour l'instant, des champions de même calibre. Jacques Chaban-Delmas préfère l'évocation historique (*Les Compagnons de la Libération*, chez Albin Michel) et Charles Pasqua n'a pas encore terminé son discours. On trouvera donc de ce côté les pamphlétaires habituels: Dutoit (*La Gauche la plus bête du monde*, chez Flammarion), Michel Droit (*Lettre ouverte à ceux qui en ont assez de la gauche*, chez Albin Michel); le «royaliste de gauche», Bertrand Renouvin (*La République du roi dormant*, chez Hachette) et l'ex-Caton André Bercoff (*Manuel d'instruction civique pour temps ingouvernables*, chez Grasset) préférant se situer, comme hier M. Michel Jobert, «ailleurs».

On parlera encore de politique avec Richard Nixon (*Plus jamais de Vietnam*, chez Albin Michel), avec l'enquête de Catherine Baker, *Insoumission à l'école obligatoire* (Bernard Bataillon) et avec l'enquête sur la France multiraciale de Jean-Pierre Moulin (Calmann-Lévy).

Histoires

Dans le domaine de l'histoire, quelques livres-vedettes sont annoncés parmi lesquels une volumineuse *Histoire de la vie privée* en deux volumes sous la direction de Paul Veyne et de Georges Duby (Le Seuil), le second volume du *De Gaulle*, de Jean Lacouture (Le Seuil) et le premier tome d'*Identité de la France*, de Fernand Braudel (Arthaud), une *Vie de Priou*, scribe, par Emmanuel Le Roy Ladurie et Orest Ranum (Gallimard) et la biographie du banquier Siegmund Warburg, par Jacques Attali (Payot).

Promesses philosophiques

Toujours beaucoup de psychanalyse, avec notamment *Toutin* chez les psychanalystes, de Serge Tisseron (Aubier), et des inédits de Freud aux PUF; quelques belles promesses philosophiques: *Après Marx*, de Jürgen Habermas et *De la convivance*, de Robert Maggiori, chez Fayard.

L'anthropologie fait également une rentrée prestigieuse avec Claude Lévi-Strauss (*La Potière jalouse*, chez Plon), Georges Balandier (*Le Dérèglement, l'indivisibilité*, chez Fayard) et Bronislaw Malinowski (*Journal d'ethnographie*, au Seuil).

Sartre et Céline

Les deux ennemis irréductibles, Sartre et Céline, se partageront la vedette des biographies: Sartre, avec celle qui lui consacre Annie Cohen-Solal, annoncée chez Gallimard en même temps que le deuxième volume (inédit) de la *Critique de la raison dialectique*; Céline, avec le second tome de sa biographie - celui qui couvre les années de guerre - par François Gibault (Céline. *Délites et persécutions*, au Mercure de France).

Dans la série des biographies littéraires, signalons encore celle à l'américaine - très minutieuse - de Simone de Beauvoir, par Claude Francis et Fernande Gontier (Perrin) et une autre, à la française - plus imaginative - de Louise Labbé par Karine Blériot (Le Seuil). De son côté, Roger Peyrefitte s'est penché - longuement - sur la jeunesse de Voltaire (Albin Michel).

Et l'on se réjouira de pouvoir, à cette rentrée, retrouver dans les librairies deux maîtres-livres de François Mauriac, disparus sans explication depuis de nombreuses années: *Mémoires intérieurs* et *Nouveaux Mémoires intérieurs* (Flammarion). Les admirateurs de l'écrivain pourront aussi se plonger dans le quatrième tome de ses *Œuvres complètes* (Gallimard, «La Pléiade»). Enfin, dans le domaine des écrits intimes, on retrouvera Gabriel Matzneff, qui continue la publication de son journal (*Un galop d'enfer*, La Table ronde).

P. L.

Deux cent quatre romans français à l'automne

Records battus, mais cette frénésie n'est pas forcément un signe de bonne santé.

COMME les écoliers, les éditeurs font leur rentrée début septembre. Et comme les écoliers, leur cartable pèse plus lourd d'année en année; au risque de créer quelques malformations. Le phénomène de surcharge affecte une variété bien spécifique de la production éditoriale: le roman d'automne.

Il s'agit de livres de fiction, publiés en septembre et en octobre dans le but de participer à la grande course des prix littéraires, ou du moins de profiter du vacarme médiatique entretenu autour de ces prix. N'entrent donc pas dans cette catégorie nombre de romans qui poursuivent à l'écart du bruit leur petit bonhomme de chemin: policiers, eau-de-rose, pornos et poches.

Longtemps, le peloton des romans d'automne s'est stabilisé autour de 120-130 compétiteurs: 117 en 1975, 125 en 1976, 128 en 1977, une brusque poussée de fièvre à 147 en 1978, puis 129 en 1979. Dès qu'on a franchi la barre des 130 en 1980 (132), la machine s'est emballée: 177 en 1981, 181 en 1982, une hésitation à 168 en 1983, puis de nouveaux records: 187, l'an dernier. Cet automne, ils sont 204 romanciers français, proposés par 45 éditeurs, à s'entasser sur la ligne de départ, soit une progression de 54 % en cinq ans.

La fièvre aux élections

Il est certes possible de prendre les choses du bon côté. Pour rétablir la comparaison avec l'école, les optimistes affirmeront qu'un cartable plus lourd est le signe d'un savoir plus étendu. La floraison romanesque de septembre témoignerait de l'excellente santé de la création littéraire et de l'éditorial français. De plus en plus d'écrivains, des éditeurs qui n'hésitent pas, par passion des textes, à prendre les risques d'un échec commercial. De plus en plus de livres offerts au choix des lecteurs; ne faut-il pas être un malhonnête incorrigible pour s'en inquiéter? N'est-il pas également réjouissant de voir cette année une dizaine de jeunes éditeurs participer à la mêlée et la vénérable maison Payot revenir à la fiction après tant d'années d'exil sur le territoire des sciences humaines?

Sans verser dans ce triomphisme, les éditeurs proposent une explication à la bouculation de cette rentrée: c'est la fièvre aux élections de 1986. La politique occupant le terrain et les esprits

au prochain printemps, les lecteurs, saouls de mots, transis par le poids de leur responsabilité, assaillis par l'urgence du réel, seront incapables de s'adonner au divertissement de la fiction. Il fallait, dès septembre, engranger deux récoltes.

L'explication n'est guère convaincante. Elle suppose, en outre, que les romanciers sont des pondeuses qui expulsent leur œuf à la demande. Ce qui est peut-être vrai des faiseurs de livres mais ne l'est sûrement pas des véritables écrivains.

Bien reconnaître les siens

Après une course-poursuite longtemps incertaine, l'économie paraît bel et bien avoir rejoint la littérature, et les deux cent quatre romans de cette rentrée doivent se ranger sous un concept par ailleurs bien connu: l'inflation.



BERENICE CLEEVE

tion. Depuis le début de cette année, les éditeurs soulignent la mévente qui frappe leurs ouvrages; les retours des libraires sont de plus en plus importants.

En revanche, quelques best-sellers créent tous les plafonds et assurent à leurs éditeurs des bénéfices suffisants pour tenir une année entière. D'où, pour eux, une double tentation: publier beaucoup de titres envoyés d'office aux libraires afin que ces derniers entretiennent la trésorerie, et ne pas laisser traîner un manuscrit dans la crainte qu'il ne se transforme en succès chez un concurrent. Editez-les tous, Dieu (la critique, les jurys

et, au bout de la chaîne, les lecteurs) reconnaîtra les siens.

Il y a davantage de titres, mais pas davantage de lecteurs. Il y aura donc nécessairement, en moyenne, moins de lecteurs par livre. Qui pourra aider aux choix? Pas les libraires, qui devront se contenter d'endiguer la marée; pas davantage les jurés des grands prix littéraires. Il y a quelques années, j'avais rencontré, trois semaines avant l'attribution du Goncourt, un membre de cette honorable académie qui avait avoué n'avoir encore rien lu des livres de la rentrée et comptait sur une petite opération chirurgicale et quinze jours de clinique pour se mettre à jour. Avec deux cent quatre romans au programme, il faudrait au moins hospitaliser les Goncourts au début de l'été et les conduire en ambulance chez Drouant.

Favoris

Reste donc un système assez incontrôlable qui tient de la rumeur plus ou moins téleguidée, des lectures de quelques-uns, des sondages des autres, d'un peu de passion, de quelques considérations tactiques et d'un bria d'intoxication. Le résultat n'est pas forcément mauvais. Il nous murmure que, à cet automne, il faudra compter parmi les favoris de la grande épreuve Michel Rio (*Les Jungs penitents*, chez Baland), Alain Absire (*Lazare ou le grand sommeil*, chez Calmann-Lévy), Alain Nadaud (*L'Envers du temps*, chez Denoël), Serge Brault (*Un poison muet surgit de la mer*, chez Flammarion), Hector Bianciotti (*Sans la miséricorde du Christ*, chez Gallimard), Yann Queffelec (*Les Noces barbares*, chez Gallimard), Raphaël Pividal (*La Montagne féline*, chez Grasset), François-Olivier Rousseau (*Sébastien Doré*, au Mercure de France), Michel Brandeau (*Naissance d'une passion*, au Seuil) et Tahar ben Jelloun (*Enfant de sable*, au Seuil). Liste évidemment soumise à toutes les fluctuations de la cote.

Nouveaux et notables

Elle nous signale aussi, cette rumeur incertaine, que parmi les cinquante-cinq auteurs qui publieront cette année leur premier roman, certains auront peut-être la chance de ne pas sombrer dans la tempête. Parmi eux, Gilles Barbedette (*Le Méromane*, chez Flammarion), Roger Lewinter (*L'Attrait des choses*, chez Lebovici-Clamp libre),

Eric Holder (*Manfred ou l'Institution*, au Seuil) et Jean-Philippe Toussaint (*La Salle de bain*, aux Éditions de Minuit).

Mais ces bleus peuvent difficilement caresser l'espoir d'en remonter aux brisards que sont Michel Ragon (*La Louve de Mer-vent*, chez Albin Michel), Françoise Mallet-Joris (*Le Rire de Laura*, Gallimard), Loeien Bodard (*La Chasse à l'ours*, chez Grasset) ou Michèle Manceaux (*Le Voyage en Afrique de Lara Simpson*, au Seuil).

Dues

Pour le reste, il est plus prudent, pour l'instant, de s'en tenir à l'anecdote. On notera donc la floraison de romans écrits à quatre mains: *La Mémoire double*, d'Igor et Griehka Bogdanoff (Hachette), *Une femme ou deux*, de Daniel Vigne et Constance Poniatowski (Lattès), *Sables*, de Marie-Odile Delacour et Jean-René Huleu (Liana Levi), *Le Voleur de dentelles*, de Gérard Lanier et Marie-Ange Guillaume (Orban), *l'île des seigneurs*, de Nathalie et Dominique Rezkloff (Ramsay) et *Le Ballon et la Grille*, roman sportif de Richard Escot et Vincent Lannay (Vertiges publication).

Affaires de famille

On se réjouira de constater que la littérature peut aussi être une affaire de famille, que Raphaële Billenot, fille de François, et Laure de Saint-Pierre, fille de Michel, poursuivent leur carrière, que Marie-Aude Mnrai (*Passage*, chez Pierre-Marcel Favre) rejoint sa sœur Elvire et son frère Loris (*Blanche-Ébène*, chez Laffont) dans la fratrie des romanciers, tandis que Frédéric Durot, fils de Jean, (*La Vie en deux*, chez Julliard), André Masson, fils de Loys (*La Divine Conduite*, chez Karthala) et Marie Nimier, fille de Roger (*Silène*, chez Gallimard) publient leur premier roman.

Enfin, et ce n'est pas vraiment une surprise, on remarquera l'entrée en force dans la fiction d'auteurs qui ont fait, à des titres divers, leur carrière dans le monde du spectacle: les réalisateurs Marcel Carné et Elisabeth Huppert, les comédiens Roger Hanin et Eva Darlan, la scénariste Catherine Breillat et les téléjournalistes Bogdanoff, déjà cités. Fin des énumérations, place à la lecture.

PIERRE LEPAPE.

Hector Bianciotti, écrivain français

(Suite de la page 11.)

Quand j'écrivais ce livre, j'ai fait le voyage qu'accomplit, à la fin de l'histoire, Adélade. J'ai voulu voir d'où je venais. Je suis allé dans le Piémont. J'ai lu les registres de mariage, les noms sur les tombes... De retour à Paris, je me suis rendu compte de ce que j'avais fait. J'avais déposé ma langue, cette langue qu'on dit maternelle et qui vous est imposée.

Encore ne s'agissait-il pas de langue «maternelle» - celle que parlaient ses parents était le piémontais - mais de la langue «géographique» - gage de l'intégration à une nouvelle communauté. De cette langue que, ailleurs, Hector Bianciotti nomme étrangement la langue «paternelle». Fallait-il alors que ce fût en français que s'écrivait nécessairement, dans l'amour n'est pas aimé, la phrase rebelle à toute traduction: «Aussi loin qu'il m'en souviendra, j'avais la nostalgie de la Loi»?

En définitive, pour Hector Bianciotti, c'est l'échange de langue qui est le «voyage» véritable, «la seule vraie modification qu'on puisse opérer sur soi»: celle par laquelle on s'octroie une identité nouvelle, au risque de s'y perdre. Car d'une langue à

l'autre, les sentiments, les sensations vacillent: «On peut être désespéré dans une langue et à peine triste dans l'autre», constate Hector Bianciotti. «Avec plusieurs langues, on se rend compte que l'identité, on ne cesse de l'inventer. Derrière ces fragilités de l'identité, on découvre que le sens moral n'existe pas. Il n'y a pas de sens moral dans l'intimité du cœur. C'est le produit de tout cet effort fait pour cohabiter. Je l'ai senti fortement en passant d'une langue à l'autre.»

La rugosité de la Plaine

Quand Hector Bianciotti s'attache à convaincre ou à se souvenir, le personnage qui a cultivé à l'extrême le raffinement et l'urbanité, celui qu'on peut croquer quotidiennement chez Gallimard, laisse place à un homme mobile, véhémente, en qui affleure quelque chose de la rugosité de la Plaine: dans le regard, dans la manière de hausser la tête, de rejeter une mèche de cheveux en arrière, dans la voix surtout, si singulière, où persistent l'apreté et la mélodie de la langue originelle, faisant résonner tout récit comme une profession de foi.

Hector Bianciotti a probablement écrit pour lutter contre la Plaine en lui, mais aussi pour la dire. Ainsi donne-t-il à la plus affable civilisé le contrepoint étrange d'une sorte de sauvagerie feutrée, mettant entre lui et les autres la distance de ce parcours, un écart d'où aucun ne peut lire de la hauteur, voire quelque diabolisme.

Dans la Plaine, il n'est jamais retourné. «C'est un monde que je ne devais pas fréquenter si je le voulais mythique». Il ne fallait pas s'accommoder, mais garder intacte l'image de l'enfance, de cette aridité culturelle d'où vient, comme lui, le personnage de son livre, Adélade Marée. «On lui a appris la résignation comme on a voulu me l'apprendre au séminaire, en me disant de croire, sans chercher à comprendre, que Dieu est miséricorde et amour». D'où le titre du roman, qui peut déconcerter. «C'est le livre qui justifie le titre et son double sens. D'abord, ces gens-là vivent et meurent sans la miséricorde du Christ. Ensuite, il n'est pas évident, contrairement à ce qu'on a tenté de me faire admettre, que le Christ soit un être de miséricorde. Dans l'Evangile, il est souvent dur, arbitraire...»

Fin d'exil, fin de voyage, conciliation et réconciliation de soi à soi, *Sans la miséricorde du Christ* est d'abord une magnifique écriture. Même si Hector Bianciotti insiste sur ses incertitudes. «En espagnol, à un moment, j'étais sûr du résultat. En français, jamais». Pourtant, comme Nabokov naguère, Bianciotti est en passe de devenir un modèle de style dans la langue où il a immigré. Mais qu'il a aussi choisie.

De ce texte, on sort ébloui, mais obscurément envieux, comme meurtri d'un si subtil et parfait usage d'une langue sur laquelle, croyait-on naïvement, l'héritage devait nous assurer une sorte de droit naturel, de prééminence. Toutefois, au fil de la lecture, cette étrange jalousie à voir les mots, la syntaxe ainsi «posés» par un «autre», fait place à la jubilation. Quand elle atteint cette maîtrise, quand elle offre tant de plaisir en partage, l'appropriation est un don.

JOSYANE SAVIGNEAU.

* SANS LA MISERICORDE DU CHRIST, d'Hector Bianciotti, Gallimard, 319 p., 85 F. En librairie le 12 septembre.

● La semaine prochaine: Lucien Bodard et Tahar ben Jelloun.

Ce mois-ci

NOTRE HISTOIRE

VICTOR HUGO: «MOL, UN CROYANT»

En plein XIX^e s. anticlérical et «calotin», il affirmait haut sa croyance en Dieu et son rejet des institutions.

BATAILLES POUR UN CREDO

L'histoire des conciles commence dans NOTRE HISTOIRE. Elle s'étendra sur 4 numéros, à la veille du synode qui dressera le bilan de VATICAN II.

LES GRATTE-CIEL DES MAYAS

L'histoire des conciles commence dans NOTRE HISTOIRE. Elle s'étendra sur 4 numéros, à la veille du synode qui dressera le bilan de VATICAN II.

LES DIEUX DES CELTES

L'histoire des conciles commence dans NOTRE HISTOIRE. Elle s'étendra sur 4 numéros, à la veille du synode qui dressera le bilan de VATICAN II.

LE CULTE DE MITHRA EN ALSACE

L'histoire des conciles commence dans NOTRE HISTOIRE. Elle s'étendra sur 4 numéros, à la veille du synode qui dressera le bilan de VATICAN II.

NOTRE HISTOIRE

éclairer par l'histoire les débats de notre temps

An bonheur
des libraires

Le monde des livres...
Les libraires...
Les livres...
Les auteurs...
Les lecteurs...

Le monde des livres...
Les libraires...
Les livres...
Les auteurs...
Les lecteurs...

Henri Lhote
Le Hoggar
espace et temps
Tome de révélation: le Hoggar se dévoile, comme l'un des derniers secrets du monde.
«L'archéologie du monde»
ARMAND COLIN

STAGE LECTURE
10-11-12 sept
GEICA-FORMATION
56 bis, rue du Louvre

حكايات الأهل

à l'automne

signe de bonne santé.

Au bonheur des libraires

LES collections d'automne sont arrivées. Mises sur le prêt-à-porter, quatre maisons d'édition proposeront en septembre et octobre de nouveaux modèles : en tout cinq séries d'ouvrages tournées vers la grande diffusion.

Avec « Textes du XX^e siècle », sous la direction de Maurice Olender, Hachette lance une collection rassemblant des essais souvent inédits ou introuvables. Des auteurs réputés difficiles comme Tzvetan Todorov (Frère bonheur, Essai sur Rousseau) ou Julia Kristeva (Au commencement était l'amour, Psychanalyse et foi, mettant à la portée de tous des études brèves et documentées, rédigées à l'intention de l'« honnête homme » du XX^e siècle).

Le Livre de Poche souhaite également toucher un vaste public avec la série « Théâtre », incluse dans la collection « Classique ». La responsable, Yves Dourmon, désire « adresser l'édition des œuvres théâtrales. Commentaires, critiques (concernant des universitaires de renom), des analyses et illustrations, tout est conçu pour rendre vivants les vingt titres à paraître d'ici à juin 1986 : de Corneille à Marivaux, les classiques ouvriront la voie aux modernes, puisque Giraudoux devrait prochainement rejoindre le cortège.

Plus beaux et moins chers

Dans le domaine du cinéma, Remsay inaugure une série « Remsay Poche Cinéma », dirigée par Tine Gerber : dix-sept, sous novembre 1985, des réflexions célèbres sur le septième art (Frank Capra, François Truffaut ou Louise Brooks) seront à la disposition des cinéphiles pour un prix variant entre 35 et 65 F.

Le Livre de Poche reprend, sous la direction de Dominique Granel, les fameux Cahiers de l'Heure dans la collection « Biblio-essais ». Jamais édités, sous cette forme, ces présentations critiques d'auteurs divers passent d'une publication coûteuse à une autre beaucoup plus économique : de nombreux lecteurs auront ainsi l'occasion de découvrir Samuel Beckett et Mircea Eliade, les deux premiers hôtes de la collection.

Enfin, les éditions de la Manufacture (à Lyon) vont dans le même sens en créant « Qui suis-je ? », une série de poches consacrée à des personnalités diverses et animée par Louis Bourgeois : des études, entreprises, inédites et bibliographiques y font le point sur des noms illustres comme Marguerite Yourcenar ou, ultérieurement, Henri Labrit.

RAPHAËLE RÉROLLE.

[Il faut signaler aussi le lancement de « Campus », une collection dirigée par Frédéric Tristan chez Belfond : des analyses de Freud, Machiavel et Malraux y paraîtront dès octobre. D'autre part une « Bibliothèque Albin Michel » verra le jour en novembre : destinée à faire connaître le fonds de cette maison, la collection mettra à la disposition des lecteurs plusieurs écrits introuvables (par exemple l'« Inguine libertine de Colette » dans une édition de qualité.)

Henri Lhote Le Hoggar espace et temps

Terre de rêve, le Hoggar se dresse, mystérieux et grandiose, comme l'un des centres archéologiques les plus étonnants du monde.

« Civilisations », no 101 : 69 F ARMAND COLIN

De Faulkner à Mahfouz de D.H. Lawrence à Jorge Amado et à Julian Green

« Inédits », nouveautés : le roman étranger se porte bien

LA rentrée littéraire n'est pas exclusivement réservée aux livres qui concourent pour les prix... et l'on constate, de plus en plus, un désir de s'ouvrir sur l'étranger : ainsi, près de cent vingt titres de fiction sont annoncés pour septembre-octobre, soit un tiers de plus que l'an dernier à la même époque, chez des éditeurs plus spécialisés dans ce domaine (Stock, Gallimard, etc.), mais aussi dans les jeunes maisons qui cherchent davantage à être cosmopolites (Actes Sud, Rivages, Différence, Alinéa, etc.).

Il n'y a guère en France, pour récompenser la littérature étrangère, qu'une moitié de prix Médicis et, plus tard, au premier jour du printemps, le prix du Meilleur Livre étranger. D'ailleurs, souvent, les titres traduits chez nous ont déjà été primés dans leur pays. Il ne s'agit donc plus, en les publiant, de flatter tel ou tel membre d'un jury, mais de faire passer quelque chose vers d'autres ; et c'est pourquoi aussi chaque domaine linguistique a ses passionnés entièrement dévoués à la défense de leur auteur.

Ce début de saison paraît marqué par une volonté de recyclage et d'exhumation, avec des textes « inédits » de grands et de petits maîtres qui ont attendu des dizaines d'années pour se voir traduits en français. Voyons plutôt ce qui paraît :

● Dans le domaine anglais, la vedette revient, en ce début de saison, au « scandaleux » David Herbert Lawrence - l'auteur de *L'Amant de Lady Chatterley*, dont on va fêter le centenaire ; né le 11 septembre 1885 dans le Nottinghamshire, il est mort de phthisie à Venise en 1930, à l'âge de quarante-quatre ans (1). Que nous réserve *Mr Noon*, ce roman inédit, commencé en 1920, demeuré introuvable et découvert lors d'une vente publique en 1972 ? Les « lawrenciens » découvriront là un récit autobiographique qui évoque la rencontre du romancier avec Frieda von Richthofen, fille d'un baron allemand et épouse d'un professeur anglais ; il l'enlève et, pour fuir le scandale, quitte définitivement l'Angleterre, vers l'Allemagne, l'Italie (Calmann-Lévy, mi-septembre).

Autre vedette anglaise, mais masquée : Jane Somers, dont le second tome des *Carnets* paraît après le *Journal d'une voisine*. On se souvient de la supercherie imaginée par Doris Lessing, qui avait savoyé son manuscrit sous un nom d'emprunt à son éditeur habituel, Jonathan Cape, et à une dizaine d'autres. Jeu dangereux pour l'auteur célèbre qui, comme Romain Gary, avait voulu se faire redécouvrir (Albin Michel, octobre).

Signalons encore un roman de V. S. Naipaul paru en 1963 : *Mr. Stone*, le seul que l'auteur ait consacré à des personnages purement anglais (Albin Michel, septembre).

L'année de Pynchon

● Dans le domaine américain, d'autres exhumations d'importance : vingt-cinq nouvelles de William Faulkner, inédites ou non, réunies en volume et qui suivent une période d'une trentaine d'années, depuis le début des années 20 jusqu'à 1954. Le plus long de ces textes, *Portrait d'Elmer*, est une version courte, tirée par l'auteur, vers 1935, d'un roman inachevé, écrit lors de son séjour à Paris en 1925, intitulée *Elmer* et qui doit paraître chez Gallimard (*Idylle au désert et autres nouvelles*, Gallimard, septembre).

Sera-ce l'année de Thomas Pynchon ? Cet écrivain de moins de cinquante ans, qui a ses « fans » aux États-Unis, n'avait pas réussi à percer en France, malgré la parution de *V*, un roman étrange, il y a vingt ans. Le Seuil annonce tout un programme Pynchon, jusqu'en 1987, avec *Vente à la criée du lot 49* et *L'Arc-en-ciel de la gravité*. On commencera cette année par le « jeune Pynchon », avec une réédition de *V* et un recueil de cinq nouvelles parues dans des revues entre 1959 et 1964 : *L'Homme qui apprendrait lentement* (Seuil, octobre).

Henry James avait choisi l'Europe : dans un recueil intitulé *Heures italiennes* ont été réunies des chroniques de voyage de l'auteur des *Ailes de la colombe* à propos de ce pays qu'il adora et qu'il découvrit en s'écriant : « Enfin, pour la première fois, je vis ! » (Ed. de la Différence, octobre).

Hanté par la haine raciale, James Baldwin qui, lui aussi, a choisi l'Europe, s'interroge, dans *Meurtres à Atlanta*, sur l'avenir des gens de couleur et s'indigne de l'assassinat, en 1958, de vingt-trois enfants noirs à Atlanta (Stock, septembre).

Enfin, on attend de voir beaucoup avec *Dieu sait*, l'Ancien Testament revu et corrigé par Joseph Heller, l'auteur du désopilant *Catch 22* (Grasset, octobre) et de frissonner avec *Simmétrie*, le best-seller peuplé de vampires et de zombies de Stephen King, l'auteur de *Cujo* (Albin Michel, novembre).

● Dans le domaine allemand (et autrichien), le dernier roman d'Ernst Jünger, une enquête policière, dans le Paris de 1888 : *Une dangereuse rencontre* (Christian Bourgeois, septembre) ; *Béton* de Thomas Bernhard, un court récit sur l'impossibilité d'écrire, et de renoncer à écrire (Gallimard, octobre) ; enfin, de Heinrich Böll, mort en juillet, nous aurons le *Destin d'une tasse sans anses* (Seuil, novembre).

● Dans la langue espagnole, on attend beaucoup de la découverte de Fernando del Paso, un Mexicain de cinquante ans qui a reçu pour *Palimpseste de Mexico*, en 1982, le prix Romulo Gallegos, le plus prestigieux d'Amérique latine, décerné tous les cinq ans (prédécesseurs : Garcia Marquez et Vargas Llosa) (Fayard, septembre).

● En portugais brésilien, on se réjouit de pouvoir enfin lire un nouveau roman de Jorge Amado, le premier depuis cinq ans : *Tocaia grande*, l'histoire de la naissance d'une ville dans la région du cacao, en sud de Bahia. Amado sera, en novembre, la vedette d'un « Grand Echiquier » de Jacques Chancel qui sera réalisé chez lui, à Bahia. En même temps que *Tocaia grande*, paraîtra de Zéila Gattai, la femme d'Amado, *La Reine du bal*, qui évoque les années d'exil (1948 et 1949) en Europe et l'expulsion de France à l'automne 1949. (Stock, septembre).

● En arabe, les éditions Jean-Claude Lattès viennent d'inaugurer, avec le concours de l'Institut du monde arabe, une nouvelle collection de littérature arabe contemporaine ; il faudra lire une grande fresque caennaise, *Impasse des Deux-Palais*, l'histoire d'une famille petite-bourgeoise sur trois générations de l'Égyptien Neguib Mahfouz dont on annonce aussi le *Volant et les chiens* (Sindbad, novembre).

● Les « petites » langues, tout comme les « petits » pays, ne cessent de faire des victimes : on se souvient de l'indignation des Tchèques parce que l'Occident ignorait avoir parfois qualifié leur poète national, Jaroslav Seifert, de « petit Nobel ». Hugo Claus, flamand de Belgique considéré comme le plus grand écrivain contemporain de langue néerlandaise (il est publié à Amsterdam), a souffert du même ostracisme : écrivain énorme, auteur d'innombrables romans, pièces de théâtre, poèmes, il n'a pas la place qu'il mérite.

Son dernier roman, *Le Chagrin des Belges*, qui évoque la jeunesse d'un jeune Flamand entre 1937 et la fin de la guerre, a fait scandale en Belgique où il est devenu un best-seller : il y explique notamment qu'on ne peut pas dire que les Flamands étaient pro-allemands et les Belges résistants... Quel sera l'accueil de la France ? (Julliard, septembre).

● Enfin, nous passerons à une nouvelle approche de la langue et du style avec une catégorie d'écrivains spécifiques : les bilingues, ces aigles à deux langues qui, pour la première fois, passent de l'autre côté du miroir : l'Argentin Hector Bianciotti (voir l'article de Jocelyne Savigneau) et le Roumain Dumitru Ispărescu avec *Roman de gare* (POL) qui passent en français ; ou Rachid Boudjedra l'Algérien qui donne son premier roman traduit de l'arabe : *La Macération* (Denoël, septembre).

Autre bilingue parfait : Julien (Julian) Green, américain né en France, qui publie à la fois deux pièces de théâtre en français : *Dieu n'existe pas* et *L'Automate* (Seuil, septembre), et, dans le *Langage et son double*, nous donne un recueil d'articles, de souvenirs, de nouvelles écrites depuis 1920 et traduits par lui-même dans l'autre langue. Se demandant « jusqu'à quel point notre langage fait réellement partie de nous-mêmes », il ne choisit pas : « La langue française voit le monde à sa façon, l'anglaise à la sienne, mais c'est le même monde vu sous des angles différents », explique-t-il dans ce livre à deux faces (Différence, septembre).

Plus tard viendront les surprises, les inconnus. Qui sait où ils se cachent ?

NICOLE ZAND.

(1) Outre les manifestations qui se dérouleront dans le Nottinghamshire, une petite exposition comprendra des photographies ainsi que des documents retraçant la vie de D.H. Lawrence se tiendra à la bibliothèque de Venise du 3 au 14 septembre.

Une plaque commémorative sera apposée sur le lieu de son décès, le 11 septembre.

Création d'un Grand Prix de la traduction

AFIN d'honorer, moralement et matériellement, les traducteurs, le ministère de la culture vient de créer un Grand Prix national de la traduction qui sera attribué à une personne qui s'est particulièrement distinguée par la traduction en langue française d'œuvres littéraires.

Le montant du prix est fixé à 50 000 F.

Le premier Grand Prix de la traduction sera décerné en Arles au cours des Assises des traducteurs littéraires (ATLAS), qui se tiendront pour la seconde fois du 8 au 11 novembre prochain. Créé par l'Association des traducteurs littéraires, ATLAS réunit, cette année, autour de Claude Simon, dix

des traducteurs étrangers de l'écrivain. L'an dernier, c'était Nathalie Sarraute qui avait été au centre des travaux. Au programme également : la présentation du futur Collège des traducteurs en Arles, qui s'installera, après restauration, dans l'ancien hôpital où fut interné Van Gogh ; une rencontre de deux auteurs grecs - Philippe Dracodidès et Costa Tsekis - avec leurs traducteurs français ; des ateliers divers ; l'expérience du Canada francophone, etc.

★ Renseignements et inscriptions : ATLAS, 99, rue de Valenciennes, 75006 Paris. Tél. : 549-18-95 (les lundi, mercredi, vendredi de 14 heures à 18 heures).

« La Plaisanterie » version définitive

LA Plaisanterie, le roman par lequel nous avions découvert, il y a dix-sept ans, le Tchèque Milan Kundera, paraît le 30 août chez Gallimard, dans sa... troisième traduction, entièrement révisée par l'auteur, qui la qualifie de « version définitive ».

Le livre s'est écoulé d'une centaine de pages, à cause d'une présentation plus aérée ; sa traduction a été entièrement revue par Kundera, qui, depuis son installation en France en 1975, a approfondi sa connaissance du français. Dans le postface, il raconte combien il avait été étonné lorsque, dans une interview, en 1979, Alain Finkielkraut lui avait demandé pourquoi son style « fleurit et baroque » dans la Plaisanterie. « Jusqu'alors, je n'avais pas l'habitude de lire et de contrôler mes traductions », répond-il. « Mais j'ai consacré à cette activité sylvainienne presque plus de temps qu'à l'écriture elle-même. Je fus stupéfait. »

Il a dû se sentir trahi, et il donne quelques exemples criants du « beau style » qu'on lui avait prêté : par exemple, « le trame événementielle que nous tissâmes de conserve », pour traduire « notre histoire à nous deux »...

Le romancier explique aussi pourquoi il a décidé de supprimer la fameuse préface d'Aragon intitulée « Ce roman que je tiens pour une œuvre majeure », et cela sans grief contre Aragon, qui avait souvent aidé les artistes de l'Est. « Sans lui, la Plaisanterie n'aurait jamais vu le jour en France et mon destin aurait pris un chemin tout à fait différent - et bien moins heureux, sûrement. »

Arason n'avait parlé que de politique, le livre ayant paru en France en octobre 1968. « Or, aujourd'hui, conclut Milan Kundera, les ruminations de l'actualité ont depuis longtemps oublié les printemps de Prague ainsi que l'invasion russe. Grâce à cet oubli, paradoxalement, la Plaisanterie va pouvoir redevenir enfin ce qu'il a toujours voulu être : roman et rien que roman. »

LE DEUXIÈME ANNIVERSAIRE DE « LETTRE INTERNATIONALE »

Culture sans frontières

C'EST pas d'aujourd'hui que le Tchèque Antonín Liehm joue le rôle de « passeur », de messager entre les frontières, entre les cultures, l'Est et l'Ouest, entre la littérature et le cinéma, etc. (1). Déjà avant le « printemps de Prague », ce francophone parfait fluide de littérature française tentait de faire connaître les auteurs de son pays : dans la nouvelle édition de *La Plaisanterie*, Milan Kundera révèle que, muni d'une copie dactylographiée, apportée clandestinement, « Liehm s'adressa à Aragon, qui, ne sachant pas résister à son instance, recommanda à Claude Gallimard... »

Aujourd'hui, cet écrivain-critique-journaliste-professeur-commis-voyageur infatigable a créé, en collaboration avec Paul Noirot, une revue qui vient de fêter son deuxième anniversaire et qui, peu à peu, sans grands moyens mais sans compromissions, a commencé à se faire une place : une revue originale, riche de lecture, de polémiques, d'informations, de documents, de beaux textes et de poèmes : *Lettre internationale*.

Sous la belle couverture-collage (réalisée par un autre Tchèque de Paris, Jiri Kolar), c'est un livre, l'équivalent de quatre cents pages dactylographiques. « Je voudrais faire respirer dans chaque pays la totalité de l'Europe », explique inlassablement Antonín Liehm, qui a quitté son pays depuis 1968, et qui, après treize années comme professeur aux États-Unis, s'est de nouveau fixé en Europe, à Paris. « Je voudrais donner aux gens la possibilité de se voir à travers les yeux d'un auteur d'un autre pays », explique-t-il en précisant ses buts :

1) Faire prendre conscience du provincialisme qui existe dans les grandes cultures (« Les petits pays, ne cessent de répéter Antonín Liehm, acquiescent leur originalité en s'ouvrant sur les autres. Les « grands » pensent qu'ils se suffisent parce qu'ils sont grands... »)

2) Ne pas accepter la division culturelle de l'Europe et refuser de laisser confiner les Est-européens

dans des revues spécialisées. (« De l'Atlantique au Caucase, que tous figurent là ! »)

Ne se voulant surtout pas un journal d'actualité, *Lettre internationale* est une revue européenne qui approfondit les grands débats contemporains. Elitiste ? « Je n'ai rien contre les élites, dit Antonín Liehm. Je fais un journal pour les élites. » Il ne craint pas la bonne polémique : il a exhumé une excellente interview d'Alexandre Zinoviev passée trop inaperçue lors de sa publication en anglais l'année précédente (n° 3) ; il a publié un écrit important (et inédit) de Peter Weiss sur son retour en Allemagne en 1946 (n° 4), et un texte sur la jeunesse soviétique d'Evguén Nosov pris dans *Literaturnaya Gazeta* : *Une gare lointaine* (n° 4).

Dans le dernier numéro, avec le *Procès d'Esra Pound*, Fritz J. Raddatz donne à lire les témoignages des amis du poète : Hemingway, Frost, Eliot... en préliminaire à la célébration du centenaire d'Esra Pound, le 30 octobre. On y trouve encore le *Discours de Stockholm*, de Jaroslav Seifert, de grands articles aigus sur le cinéma et sur la télévision.

Lettre internationale paraît trois fois par an. Il existe une édition italienne : *Lettera internazionale*, et le premier numéro de *Lettre internationale* doit paraître en septembre en espagnol. Les Pays-Bas, le Portugal sont intéressés, mais pas encore l'Allemagne ou la Grande-Bretagne. Est-ce encore une manifestation de ce « provincialisme des grandes cultures » ?

M. Z.

★ LETTRE INTERNATIONALE, Ed. 1985, n° 5. Le numéro : 30 F. Abonnement annuel : France, 100 F ; étranger, 140 F (14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris).

(1) On peut aussi regretter que le volume sur le Cinéma des pays de l'Europe de l'Est qu'il a écrit avec sa femme, et qui représente une somme sans égale sur la cinématographie, n'ait pas trouvé d'éditeur en France.

STAGE LECTURE RAPIDE

10-11-12 septembre 1985

GEICA-FORMATION / 296-41-12
56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

LES HOMMES DE LA LOIRE

H. Dussourd - B. et G. Desjeux

De la source à l'embouchure, une histoire riche et passionnante

24 x 28 cm - 204 p. - 230 F - 220 F

Berger-Levrault
UN GRAND NOM DE FRANCE

● HISTOIRE

Autoportrait de Jean Maitron

Dans son dernier livre, Jean Maitron retrace la vie de Paul Delesalle, «un anar de la Belle Époque». En guise de préface, l'historien a fait un autoportrait que nous publions ci-dessous. Tout enfant, il entra en République comme d'autres en religion.

COMMENT l'historien échapperait-il à l'histoire ? Je ne me suis pas consacré par hasard à l'étude du mouvement anarchiste, puis à l'élaboration du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* (1). Par ma famille, je suis entré dès l'enfance en République comme on entre en religion.

Simon Maitron, mon grand-père, était cordonnier-bottier à La Charité-sur-Loire. Ces petits artisans n'étaient pas pauvres ; ils ont même fait en leur temps de bonnes affaires, dirigeant un atelier où une dizaine d'ouvriers fabriquaient encore tout à la main. C'est la guerre de 1914 qui les a ruinés. Le grand-père a fréquenté l'école des Frères ; il était pourtant républicain laïc et anticlérical. Dans la famille, nous n'avons jamais eu de religion depuis quatre générations ; on se marie et on est enterré civilement. Être laïc signifie que nous ne comprenons pas Dieu. Cette absence de toute foi est chez moi congénitale. Cela ne m'empêche pas d'être un inquiet de Dieu, et je ne manque pas de demander à tout prêtre que je rencontre : « Pourquoi croyez-vous en Dieu ? »

En revanche, la foi en la République, je la trouve affirmée dans l'une des premières lettres de mon grand-père. Ce Simon Maitron avait une vingtaine d'années et accomplissait son service militaire à Paris. Il y fut surpris par le siège de 1870. C'est par ballon monté qu'il envoya des nouvelles des événements à ses parents restés à La Charité :

« J'ignore complètement ce qui se passe chez nous. Nous ne recevons aucune nouvelle précise des départements, et les quelques dépêches qui arrivent sont apportées par des pigeons. Nous avons fait une sortie le 1^{er} décembre ; le combat a duré deux jours à notre avantage. Depuis ce temps, il n'y a pas eu d'engagement sérieux. »

Quant à nous autres ouvriers, nous travaillons plus



CAGNAT.

républicain peut accorder au gouvernement de la Défense nationale constitué après la proclamation hâtive de la République qui a suivi la capitulation de Sedan et l'abdication de Napoléon III. Une République qui n'a pas été fondée par des républicains, mais dont des hommes comme Simon Maitron s'inscrivent les défenseurs inconditionnels, ainsi qu'il l'écrit à sa sœur :

« Nos vives s'épuisent et le moral se fatigue. Nous sommes six cent mille hommes, nous avons à peine trois cent mille Prussiens autour de Paris et on ne fait rien. J'ignore ce que l'on attend. On ne sait rien de la pro-

vince et malgré tout Paris, mourant de faim et de froid, a confiance. Dons qui ? Est-ce dans la République ? Je crois qu'elle n'existe que de nom. Peut-être (et je voudrais l'espérer) je me trompe. Dans tous les cas et quoi qu'il arrive, la République ne mourra pas, et si elle tombe, elle se relèvera encore, car ce n'est pas un parti, c'est le progrès, et il entraîne tout ce qui veut l'arrêter. »

Quelques jours après la révolte de Paris contre le gouvernement de Thiers et après l'élection de la Commune, Simon Maitron se refuse à servir « même de nom le gouvernement de Versailles » et il déserte « par opinion » avec quelques jeunes soldats. Il arrive à Genève le 10 avril 1871 et y reprend son métier de cordonnier. Dans les lettres qu'il écrit de Suisse à sa famille, il témoigne de toute sa sympathie pour la Commune : « La véritable incarnation, le seul, c'est Thiers. » Il ne regrette donc pas sa décision : « Si c'était à recommencer, je partais encore. »

« La bonne Louise »
On m'avait enseigné que la Commune était avant tout un mouvement révolutionnaire et contestataire. Ma surprise en l'étudiant a été de constater que les communistes étaient d'abord des patriotes et des républicains. Ce grand-père a vécu jusqu'en 1930. Il a gardé jusqu'au bout le souvenir de la Commune, d'autant qu'une grande figure de cette époque avait fréquenté notre maison, la communarde et anarchiste Louise Michel, qui venait toujours Simon Maitron quand ses tournées de conférences le conduisaient à La Charité.

Mon père évoquait souvent devant moi cette femme courageuse et intrépide qui avait souvent joué avec la mort, notamment devant le conseil de guerre. Condamnée à la déportation, elle avait été volontaire pour instruire les Canaques en Nouvelle-Calédonie. Elle s'était rangée à leurs côtés lors de leur révolte de 1878, à la différence de bien des communistes. A peine de retour en France, elle s'était montrée plus que jamais anarchiste. Mon père, Marius Maitron, l'un des cinq enfants de Simon, avait été fortement marqué par la personnalité de Louise Michel. Il

l'appelait « la bonne Louise » en souvenir de ses visites à La Charité, où elle se montrait attentive aux gens, aux enfants, et aussi aux animaux. Elle avait ainsi recueilli un chat de gouttière dans une rue de La Charité. Marius avait vingt-cinq ans en 1905, quand Louise Michel mourut à Marseille à soixante-quinze ans. Il participa à Paris au cortège funèbre, qui fut un long défilé révolutionnaire de la gare de Lyon au cimetière de Levallois-Perret. Il m'a souvent décrit cette manifestation grandiose.

L'esprit libertaire
Il y eut aussi un autre personnage légendaire dans mon enfance : Émile Pouget, surnommé « le gliaff journaliste », l'auteur du *Père Peinard*. Dans le langage populaire, gliaff signifie cordonnier. Le *Père Peinard* était donc très apprécié dans l'atelier de Simon Maitron, et c'est mon père qui était chargé d'en faire la lecture aux ouvriers cordonniers. Or, Émile Pouget, qui était originaire d'une famille libérale de l'Aveyron, avait été élevé par un beau-père conducteur des ponts et chaussées, ardent républicain. Il était devenu anarchiste par la lecture de la *Revue sociale* et du *Révolution*, de Jean Grave.

On l'envoie, comme délégué au congrès international anarchiste à Londres en 1882, et l'année suivante, il est condamné avec Louise Michel pour participation à une manifestation de sans-travail. La peine est de huit ans de réclusion. Il en purgera trois à la prison de Melun avec les droits communs. C'est en février 1889 qu'il fait paraître le premier numéro du *Père Peinard*, écrit dans une langue populaire imagée qui rappelle le ton du *Père Duchesne*. Il y attaque « les députés bouffe-galette de l'aquarium », l'armée, les patrons, et prône finalement la grève générale, synonyme de révolution.

Il ne fait pas de doute que les dernières années du siècle furent d'esprit libertaire beaucoup plus que d'esprit marxiste. C'est au contact du *Père Peinard*, à la lecture d'Émile Pouget, et dans sa ferveur pour l'épopée de Louise Michel que mon père, Marius Maitron, est devenu de sentiment anarchiste. Comme le fils aîné avait repris l'entreprise de

La belle vie de Paul Delesalle

« J'ai eu une belle vie », se plaisait à dire Paul Delesalle au soir d'une existence mouvementée. Né le 29 juillet 1870 dans une famille ouvrière, ce futur « anarcho-écrivain de la Belle Époque » fut élevé dans le souvenir de « la geste ouvrière » que fut la Commune de Paris. Apprenti dès l'âge de treize ans, le jeune homme fréquentera presque aussitôt les milieux anarchistes de Paris et son nom figurera désormais en bonne place dans les rapports de police.

Le syndicalisme révolutionnaire fut la grande affaire de cet homme que révolutionnaient les injustices sociales. Paul Delesalle devint un proche collaborateur de Fernand Pelloutier, et sera secrétaire général adjoint de la CGT, de 1902 à 1908. Mais il refusa toujours les compromis, et demeura fidèle aux idéaux libertaires. Jean Grave ne disait-il pas alors : « Accepter de discuter avec ses exploités, c'est leur reconnaître le droit d'exploitation » (1).

Jean Maitron, qui eut la chance de rencontrer le vieux militant quelques années avant la mort de celui-ci, en 1948, ne cache rien des contradictions ni des faiblesses de Delesalle.

Contrairement à Émile Pouget, qui ne concevait pas qu'un libertaire se mêlât de défendre un militaire de carrière, Paul Delesalle soutint le capitaine Dreyfus. Mais, quelques années plus tard, il dut se retirer de la revue *Temps nouveaux*, après avoir écrit un article d'un antisémitisme virulent.

En 1907, il abandonnera le syndicalisme pour la librairie et l'édition. Henri Pouillelle raconte, dans les *Damnés de la Terre* (2), comment, orphelin et pauvre, il put étancher, dans la librairie de Delesalle, sa soif de lecture.

Comme bien de ses compagnons, Paul Delesalle oublia sa jeunesse et adhéra, un temps, au Parti communiste avant de rejoindre le SFIO, de 1935 à 1944. Mais, jusqu'au bout, il s'affirma anarchiste de cœur et d'esprit.

PIERRE DRACHINE.
★ PAUL DELESALLE, UN ANAR DE LA BELLE ÉPOQUE, de Jean Maitron. Collection « Les Inconnus de l'Histoire », Fayard, 197 p.

(1) *L'Anarchie, son but, ses moyens*, Stock, 1908.
(2) *Grassot*.

cordonnier-bottier de Simon, Marius fit des études à l'école normale d'Anteuil pour devenir instituteur. Il exerça dix années à Paris, puis revint se fixer dans la Nièvre et épousa une institutrice, fille elle-même d'instituteurs normandais.

Mes parents ont aussi été mes maîtres, puisque j'ai été l'élève de ma mère, puis de mon père. J'ai donc grandi dans le milieu de l'école laïque à Pouilly-sur-Loire. Mais il n'y avait pas de conflit scolaire, car il n'existait pas d'école religieuse. Mon père a été pour moi un modèle à bien des égards. Enfant, il me révélait sur l'air de la *Ravachol*. Je me souviens encore des paroles :

« De Montrison, gardons la sou-
venance !
Il est tombé, martyr de nos
idéas.
Le jour viendra, nous avons l'es-
pérance,
Où, Ravachol, nous saurons le
venger ! »

Comme on le voit, mon père était un révolté. Ce que je n'ai jamais été. Mais il m'a élevé dans cet esprit libertaire que partageaient tous les socialistes d'avant 1914. Rappelons que les fondateurs du Parti communiste : Monatte, Rosmer, Chambelland, et bien d'autres, ont été des anarcho-syndicalistes. Mon père s'est d'ailleurs abîmé à l'histoire de la fondation, puis il devint communiste tout en restant profondément un anarchiste jusqu'à sa mort.

J'ai été probablement plus impressionné par la vie et l'exemple de mon père que par son idéologie. Par tempérament, je ne crois rien de ce qu'on veut m'asseoir. Je ne me sens donc pas anarchiste, mais contestataire. J'adhère au Parti communiste de moi-même en arrivant à Paris, en 1930, mais pour peu de temps. L'idéologie que je me suis formée, je l'ai acquise par mes études, par mon travail de recherche sur ma thèse consacrée au mouvement anarchiste depuis 1880, par mes rencontres avec Monatte et Rosmer.

Communiste, passionné par la révolution soviétique, mais soucieux de constater par moi-même les transformations en cours, je me rends en Russie en août 1933, à mes frais. C'est la période de la collectivisation forcée. Je suis frappé par les affamés que l'on voit dans les rues. Ma réaction est donc contrastée. A mon retour, j'organise des réunions publiques, mais je refuse de critiquer le système soviétique parce qu'en face mes opposants sont des fascistes.

De même, j'ai voulu faire un séjour en Allemagne après la prise du pouvoir de Hitler, pour constater le climat policier qui s'installait. J'y ai passé six mois, de décembre 1933 à juin 1934. J'ai pu ainsi être en rapport avec toutes les catégories d'opposants à Hitler : syndicalistes, communistes, socialistes, juifs. J'y ai fait la connaissance de la vie allemande sous un régime totalitaire. Je venais de quitter fin 1933 la Ligue communiste trotskiste. En 1934, je suis allé trouver Marcel

Cachin pour lui demander de réintégrer le PCF. On m'a laissé faire mes preuves. Je suis devenu professeur à l'Université ouvrière et secrétaire national du comité de lutte contre les bagnes d'enfants.

En 1935, je me suis rendu en Espagne avec ma compagne pour assurer un ravitaillement en armes de camarades espagnols, mais, pendant la période de la guerre civile, je n'y suis pas retourné, même si j'ai beaucoup milité par des quêtes et des envois de vivres. Je n'ai jamais été un permanent du Parti communiste. J'ai cessé d'y militer en 1939, au moment du Pacte germano-soviétique. Pourtant, toute ma famille a été poursuivie et dénoncée. Pendant l'Occupation, notre survie a été miraculeuse. Je n'ai pas participé à la Résistance, parce que je ne désirais pas réintégrer le Parti communiste à l'occasion de la guerre. J'ai simplement pratiqué ce que j'appellerai la solidarité.

« Essayer de comprendre ceux qu'on étudie »

Élevé dans un tel milieu, je ne pouvais pas être insensible à la Sociale et à ses problèmes. J'aurais dû faire des études d'histoire, mais c'est l'éducation reçue, et non la mienne, qui m'a toujours intéressé. Les militants sont pour moi les hommes de pointe, les meilleurs combattants de ce pays, les éveilleurs de pensée.

En entreprenant ma thèse sur l'histoire du mouvement anarchiste en France, soutenue en 1950 (2), j'ai été heureux d'étudier un mouvement que mes grands-parents et mes parents avaient pratiqué et que j'avais, depuis, condamné. Pierre Renouvin, qui a dirigé ce travail, m'a d'abord appris qu'« on doit sympathiser avec son sujet et essayer de comprendre ceux qu'on étudie ». C'est ce que j'ai tenté de faire avec les anarchistes aussi bien qu'avec les militants du mouvement ouvrier dans le *Dictionnaire biographique*. Je suis le premier à avoir fait collaborer les communistes, les trotskistes, les socialistes, les syndicalistes révolutionnaires et les syndicalistes révolutionnaires. Mais, à travers ces milliers de vies, de luttes, d'engagements qui permettent de redonner toute sa dimension humaine à notre histoire sociale, certains visages gardent pour moi une proximité plus fraternelle, surtout lorsqu'ils font naître des échos de ma propre enfance.

C'est le cas de Paul Delesalle que j'ai particulièrement étudié au cours de ma thèse, mais dont j'ai aussi conservé un souvenir émouvant.

★ L'ouvrage de Jean Maitron PAUL DELESALLE, UN ANAR DE LA BELLE ÉPOQUE, paraîtra le 11 septembre (Fayard, coll. « Les Inconnus de l'Histoire »).

(1) Éditions ouvrières.
(2) Éditions SUDÉL (1951). Révisé par Maspero (1983).
NDLR : les initiales sont de la rédaction.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Une de ces espérances insensées...

(Suite de la page 11.)

Il tient le journal de leur micro-expérience : si cela allait marcher, leur petite communauté créative et autonome, isolée des contraintes idéologiques, du capitalisme, des médias, de la conjugalité obligatoire ? On voit le résultat : a, triomphent les manières de la conformité : squett, couchedes, crasse, vomis, seringue et compagnie...

L'AURA n'a pas la santé de son mari, mais un mélange rare, inspiré, de bon sens et de fraîcheur attentive. Elle sait renouer à demi-mots le contact perdu avec son convalescent de fils. Non par instinct maternel — elle n'y croit pas, ne le veut pas ; par ouverture à ce que l'amour a de vertigineux, d'impossible.

Elle qui a peu connu le bonheur, elle comprend cette génération moine « perdue » que « pourrie », comme on le dit d'un fruit : gâtée par la révélation que nos sociétés ne laissent aucune chance au don de soi non programmé, non récupérable. Elle comprend qu'on puisse ne pas trouver la vie digne d'être vécue, parce que, comme les jeunes, elle éprouve ce qu'elle nomme à plusieurs reprises la « palpitation de la vie », l'appel d'un manque et d'un partage où l'homme trouve sa plus haute raison de vivre, peut-être son Dieu — présent ou absent, qu'importe.

Aspiration familiale, ce tremblement ? Qui sait ? Une tante de Laura s'est crue appelée en Afrique sur les traces du docteur Schweitzer. Son mari l'a découragée, quant à elle ; pour lui, il n'est de palpitation qu'organique, que susceptible de chirurgie. Trop de pureté et d'abstraction l'agacent. Il garde ses certitudes pour le maniement du couteau.

Cela ne l'aide pas à bien accueillir son fils. Dans le doute, il joue les pères compréhensifs, le genre « tu peux tout me dire, entre hommes, tu veux un cognac ? ». Erreur majeure, bien entendu. Erreur de qui n'a jamais cherché à se venger des « médiocrités décevantes de la vie », que ce vocabulaire n'effleure même pas, qui en est exaspéré.

Il finira pourtant par percevoir cette revanche dans l'anorexie et la toxicomanie d'Ophélie. Il la rendra coupable à son tour du suicide manqué de Martin, et cette faute imaginaire, utilisée comme un scalpel, fera renaître l'appétit. Fort de ce succès, il roulera vers Strasbourg retrouver Laura et Martin.

Est-ce à dire que la crise est conjurée ? Rien n'est moins sûr. Martin n'est pas sauvé : il n'est que vivant. Les causes de

désordre subsistent parce qu'elles font partie des données mêmes de l'existence. C'est ce que la mère et le fils découvrent pas à pas. Tout amour est une utopie, et toute utopie, amoureuse ou non, aspire à l'état où il n'y a plus rien à désirer, autant dire : à son échec. Seul un chirurgien peut croire qu'on se passe d'utopie comme on survit sans amygdales.

Laura a failli ne pas supporter que Martin vive. En accouchant, après neuf heures de douleur, elle a crié au médecin : « Tuez-le ! » Ce sont des cris qui traversent les placentas et les amniotes. Mais elle a eu un tort plus grand, qui est aussi un mérite, en tout cas un fait, et dont la reconnaissance les délie tous deux : elle lui a transmis une de ces espérances insensées qu'on est forcé de trahir mais sans laquelle il manque à la vie l'essentiel.

ESPERANCE terrible, mortifère. On l'a vu avec le suicide collectif de Guyana. La secte américaine n'avait trouvé que ce remède au manque qu'avait mis à nu le grand « kit » de l'utopie. Tout est toujours à recommencer, sauf la mort.

Au fond, le plus détraqué, le plus désespéré, n'est pas celui qu'on pense. C'est le vétéran des soumissions intolérantes. Passer du stalinisme à la créperie autogérée et aux bars de travestis ; le voyage est trop rude, trop long. Marc achèvera le geste que Martin a interrompu. Les rebelles sont horribles : on dirait qu'ils se passent à distance l'atroce consigne de nous dégrader, de nous enfoncer dans notre bête meriteuse.

Martin, provisoirement, vivra, puisqu'il consentira au mensonge prôné par sa mère, faute de réponse viable à la palpitation primordiale. Laura fêtera la guérison de son fils d'une manière qu'on croit d'abord triviale — une rencontre, au bar de l'hôtel, avec un député européen laid et mauvais poète, — mais où elle saura encore faire scintiller son sens invincible de l'absolu.

La réussite du Rire de Laura n'est pas seulement dans la vraisemblance de la peinture sociale, des cas cliniques, des psychologies et des dialogues, où, comme il sied, pleuvent les superlatifs du type « génial ». Il arrive soudain que le manque évoqué par les personnages fasse vibrer la plume de la narratrice. Françoise Mallet-Joris fait partie des rares romancières chez qui la curiosité pour son époque se nourrit d'une adhésion presque mystique aux manifestations les plus violentes et les plus sociales de la vie, de l'amour.

★ LE RIRE DE LAURA, de Françoise Mallet-Joris, Calimand, 260 p., 78 F.

دكتوراه في الآداب

culture

FESTIVALS

SOLANAS ET SPIELBERG A VENISE

Deux Amériques qui s'ignorent

La 42^e Mostra a déjà adopté sa vitesse de croisière, trouvée un rythme tranquille que n'ont pas réussi vraiment à ébranler les deux films les plus remarqués à ce jour, *No Man's Land*, du Suisse Alain Tanner, et *Tango, l'œil de Gardel*, de Fernando Solanas. L'un et l'autre coproduits avec la France.

Pour certains, le Tanner semble un peu léger par rapport à ses œuvres de la maturité comme *Le Milieu du monde* (1974). D'autres, au contraire, parmi lesquels je me range volontiers, admirent cette fidélité à soi-même, à ses rêves de jeunesse, à un refus catégorique du monde tel qu'il va (*Le Monde* du 28 août). Avec *Tango*, le cinéaste est bien plus radical, au point que les prises de position contradictoires relèvent plus de la passion que de l'analyse.

Parler de l'Argentin Fernando Solanas, c'est faire retour immédiat à 1968, à *L'Heure des braves*, film-pamphlet de plus de quatre heures qui reste le symbole de toute une époque, celle où Godard lui-même milita, où Giamber Rocha, au début des années 70, va devoir quitter le Brésil pour fuir la dictature. *L'Heure des braves*, revu l'an passé à la télévision française, si l'on oublie sa partie purement militante, avec l'appel à la lutte et l'hommage au « Che », n'a rien perdu de sa force.

Les *Fils de Fierro*, sept ans plus tard, renouent l'histoire argentine en perspective et parvient en Europe au moment où la dictature des militaires s'installe à Buenos Aires. *Tango, l'œil de Gardel* boucle ce long voyage à travers l'histoire par une espèce de comédie musicale, mi-douce, mi-amère, sur l'œil des intellectuels, artistes, écrivains, une élite évidemment par l'éducation reçue, soudain coupée de ses racines par un choix strictement personnel. Le tango, avec ses inépuisables références sociales, va servir d'intégrateur, révélateur.

Le récit, très riche, se développe au travers d'une série de tableaux, on dirait plus volontiers de saynètes.

Le fer dans la plaie

La plus grande critique qu'on puisse adresser au film de Fernando Solanas est de s'être que de Solanas, une confession parfois bouleversante sur la solitude, sur la perte de l'existence, sur le passage du temps, l'arrivée d'une nouvelle génération, le monde qui bouge et la patrie, là-bas au loin, toujours à rebâtir.

Solanas a le point de vue précis d'un Argentin qui a fait, de longue date, des choix politiques engageant toute sa vie. La France qu'il visite ne saurait être tout à fait celle d'autres Argentins illustres qui ont réussi à Paris, comme Copi, Jorge Lavelli ou Jérôme Savary. Il a de cesse d'enfoncer le fer dans la plaie, il vit chaque instant, chaque seconde, pour son rêve d'une Argentine libre.

Le vrai contraste, il faudrait l'établir plutôt avec le tout premier film du Chilien Raúl Ruiz, montré en France après son exil volontaire, *Dialogue d'exilés*, aussi perversment iconoclaste que Solanas est consensuel dans son engagement.

Un autre Argentin de Paris, Hugo Santiago, nous promet, à la rentrée, un deuxième film sur le tango, clé

d'asso culture, les *Trottoirs de Buenos-Aires*.

Hollywood n'a cure de ces distinctions. Attendu avec curiosité, présenté à la section Jeunes du Festival, *Retour vers le futur* (*Back to the Future*), de Robert Zemeckis bat, en cette fin août, les records du box office outre-Atlantique : plus de 100 millions de dollars versés à ce jour aux guichets nord-américains en sept semaines. Le film de la *Guerre des étoiles* et de *E.T. l'Extra-terrestre* n'est pas près de s'épuiser. Steven Spielberg, qui semble devoir dépasser George Lucas dans la course au succès, a produit une fois de plus une œuvre taillée sur mesure pour le grand public et d'abord les adolescents.

Dans une petite ville américaine type avec son hôtel de ville, ses commerces sur Main Street, ses beaux gens, un collègue, Marty, fait le saut dans le temps grâce à une de ces fameuses voitures De Lorean dotées des derniers gadgets aperturés. Il atterrit trente ans en arrière, en 1955, au même endroit, et retrouve ses parents, simples adolescents, qui ignorent encore. Il a toutes les peines du monde à empêcher sa future mère de s'amonceler de lui, il doit intriguer dur pour que ceux qui doivent s'aimer et devenir ses parents tombent dans les bras l'un de l'autre.

Marty crée l'anachronisme et le scandale en poussant un peu trop loin la fièvre du rock naissant. Il découvre l'envers de la société et constate que sa mère ferait bien de regarder dans son jardin avant de lui faire toujours des reproches. Il retombe en 1985, dans une paisible expérience. Robert Zemeckis et son scénariste Bob Gale, l'équipe de *Used Cars*, juste apparus sur nos écrans avec cinq ans de retard, et de *A la poursuite du diamant vert*, ont mélangé avec bonheur l'héritage de H.G. Wells, le romancier anglais, à la comédie de mœurs à l'américaine.

LOUIS MARCHELLES.

« FILMS DU MONDE » A MONTRÉAL

Rencontre avec M. Roland Smith, exploitant de « Indiana Jones » et « India Song »

Les films américains les plus récents, on peut les voir en ce moment à Montréal — si le festival on laisse le temps — que ce soit *Back to the Future*, la nouvelle production Spielberg, ou *Year of the Dragon*, le dernier Corman. A la fin de l'année, on retrouvera le premier, en tête du box-office québécois, dans la version française.

Petit aperçu de l'embrouillamini linguistique. Les films américains sortent d'abord en anglais. La version doublée n'arrive que de trois à six mois plus tard. Le doublage a lieu en effet en France, conformément à la loi qui stipule que tous les films étrangers distribués dans l'Hexagone doivent avoir été doublés en France. Les distributeurs américains, eux, ne vont pas s'arrêter à faire doubler les films au Québec pour ensuite recommencer l'opération en France. Autre problème : il faudrait servir très vite les versions doublées, car les vidéocassettes en anglais, elles, attendent pat.

Si le Canada est englobé dans le marché nord-américain, le marché québécois, avec ses six millions de spectateurs potentiels, a ses particularités. On n'a pas aimé ici *La Balance*, que les Canadiens anglophones ont beaucoup apprécié. *Carven* au Québec a rapporté deux fois plus d'argent que chez les voisins, plus récemment que les *New-Yorkais*. Par rapport à la France, les différences sont quasiment inexistantes. Les Québécois sont plus proches de Clint Eastwood que de Belmondo, à moins que *Hold up*, son dernier film, bénéficie de son tournage à Montréal. Quant à *Marche à l'ombre*, ça a pas marché non plus.

M. Roland Smith, exploitant indépendant de deux salles à Montréal (1), programmeur de deux autres à Québec et à Sherbrooke, a sorti *Maria's Lovers* alors que personne d'autre n'en voulait, le film ayant rencontré le plus mauvais accueil à Toronto. Les Montréalais lui ont été favorables, en anglais et, du coup, une version doublée suivra.

Les « premiers », c'est-à-dire les films en première exclusivité, constituent désormais 40 % de la programmation de M. Roland Smith. A l'origine, il y a quinze ans, son cinéma, l'Outremont, n'était qu'une salle de reprises, puis il est devenu distributeur afin d'obtenir lui-même les films qu'il désirait, et qu'il en va acheter de par le monde.

Un compagnon idéal

Dernièrement, il a présenté *Les Enfants*, le plus gros succès de Marguerite Duras au Québec, avec des salles remplies à 60 %, ce qui est beaucoup, pendant plusieurs semaines. Il reprend aussi bien *Indiana Jones* et, quelques jours après, *India Song*, car c'est avec les grands films populaires qu'il entraîne son public à voir les autres et aussi qu'il gère sa vie en continu à Montréal ce qu'il aime, « les films qui ne prennent pas de rides ».

Avec ses mille deux cent quarante places, l'Outremont est la plus grande salle de Montréal. Sculpée de fauteuils français, elle sera bientôt la plus confortable du Québec. Contrairement aux autres cinémas où l'on garde les films à l'affiche le plus longtemps possible, là, les dates sont fixes et connues plusieurs mois à l'avance. Les prix d'entrée défilent également toute concurrence : on peut voir quinze longs métrages pour 25 dollars canadiens (environ 150 F).

Si cela a tenu qu'à lui, M. Roland Smith ne projeterait que des films en version originale sous-titrée. C'est parce qu'il est devenu distributeur, préférant se passer du bénéfice des ventes à la télévision. Les autres, en effet, achètent de moins en moins de films sous-titrés, car la télévision n'en montre pas.

Vivement quand il parle de l'attitude de la télévision envers les films étrangers, M. Roland Smith ne l'est pas en ce qui concerne la vidéo. Lui-même a un club vidéo. Selon lui, les gens découvrent ainsi que l'on continue à faire de bons films : « La

vidéo, dit-il, ce n'est pas un ennemi du grand écran mais un compagnon idéal ». Tout ce qui contribue à faire aimer le cinéma est pour lui positif, et il préfère en cela la presse française à la presse québécoise, qui ne souligne que les aspects négatifs, préfère dénigrer les gros succès et laisse passer inaperçus des films intéressants quand ils sont de nouveau à l'affiche ».

Ainsi, pour les cinéphiles et les professionnels comme lui, le festival est une oasis. Les films étrangers et les sous-titrés règnent ces jours

durant sur les écrans et dans les journaux, et la manifestation représente souvent une rampe de lancement. Dans le hall de l'Hôtel Maridien, où vendeurs et acheteurs vivent en vase clos, M. Roland Smith prend ses contacts avant de partir en vacances.

CLAIRE DEVARREUX.

(1) Deux grands écrans se partagent les salles : Cinéplex Odéon à quarante-deux écrans, Famous Players, quarante-cinq. Il en reste dix pour une petite société locale et dix pour les indépendants.

CINÉMA

« L'HOMME A LA CAMÉRA »

Le film « absolu » de Dziga Vertov

Le cinéma Coemmes propose, pour seulement deux semaines, jusqu'au 10 septembre, l'un des monuments de l'art du cinéma : *L'Homme à la caméra*, de Dziga Vertov.

Ce film est un cas-éclat. Muet (il date de 1929), il n'a ni scénario, ni acteurs, ni texte. Or il est fascinant de bout en bout, par la beauté et la force des images, par le dynamisme du rythme, et peut-être surtout par l'intelligence de sa « proclamation ».

Vertov, qui avait alors trente-trois ans, travaillait depuis onze années aux actualités du Ciné-Comité de Moscou. — Il y était entré au printemps 1918.

Il pensait que le « ciné-coll » permettrait de découvrir « la vie à l'improviste ». La vérité des images et la lumière de leurs confrontations (sur le montage) permettraient, selon Vertov, d'appréhender le monde réel, et de réfléchir sur lui et sur nous, bien mieux que le théâtre, le roman, toutes les formes « anciennes ».

De cette conception en tout cas enthousiaste, *L'Homme à la caméra* est une manifestation importante. Une œuvre de cinéma absolu. C'est un formidable torrent d'images brutes, de toutes les données de la vie. Etranges, accablantes, levées de soleil, courses paniques de foules dans la rue, ruées de locomotives, jeux d'enfants, entrées d'usines, chirurgie d'urgence, épreuves de navires, naufrages ou entassements, salades au marché, dessins d'ingénieurs aux ateliers, fouilles de tranchées et piteuses sur les avenues, regard angoissé d'une femme solitaire, galopade de bétail sortant de l'écurie, tous les mouvements des vies se croisant et se heurtant ici, dans un film indéchiffrable, hallucinant. Peu de films on ce souffle, ce rayonnement, cette énergie.

En même temps, Vertov film le cinéma lui-même. Il filme le cinéaste qui court et grimpe par

tout, comme un acrobate : il filme la caméra, son optique, ses mécanismes ; il filme le film, les bouts de film que la montreuse découpe aux ciseaux et assemble à la colle sur sa table ; il filme aussi les spectateurs, la salle de cinéma, l'écran.

Il exhibe, praquas, il « dénonce », carrément, la technique de la chose, la cuisine, comme il exhibe et dénonce la part d'inertie, de non-activité, du public devant l'écran de cinéma, devant le film que lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme à la caméra*. Cinq ans plus tard, en 1934, Vertov était éliminé du film qui lui, Vertov, a réalisé. Et c'est cette franchise, ce recul, plus sans doute que l'humour très violent de certaines images « directes » d'industrie ou de vie quotidienne, qui « dépla » dans les instances de Moscou et de Léninegrad. Les premières attaques contre Vertov datent de *L'Homme*

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 29 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : la Revendicatrice.
21 h 40 Film marocain : Amok.
22 h 25 Téléfilm : la Revendicatrice.
23 h 10 Choses vues : Hugo lu par Michel Piccoli.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Cinéma : l'Avant.
21 h 40 Film marocain : Amok.
22 h 25 Téléfilm : la Revendicatrice.
23 h 10 Choses vues : Hugo lu par Michel Piccoli.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma sans visa.
21 h 40 Choses vues : Hugo lu par Michel Piccoli.

Vendredi 30 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 ANTOPE 1.
11 h 45 Le jeu des chaussons.
12 h 35 Le grand labyrinthe.
13 h 35 La bonne aventure.
14 h 35 Choses vues : Hugo lu par Michel Piccoli.
15 h 35 Croque-vacances (et à 16 h 40).
16 h 35 Variétés : Barbara à Paris.
17 h 40 L'Italie dans la guerre.
18 h 40 L'échec aux chaussons.
19 h 40 Mini-journal pour les jeunes.
20 h 40 Série : Ce diable d'homme, Voltaire.
21 h 40 Jeu : Anagramme.
22 h 40 Les vacances de Monsieur Léon.
23 h 40 Journal.

PRATIQUE L'ESPACE RENTRÉE !
Tout, tout, tout : cartables, meubles, vêtements dans un même endroit.
SAMARITAINE

20 h 35 Numéro un : Carlos.
21 h 35 Variétés : Chapeau.
22 h 35 Histoires naturelles.
23 h 10 Choses vues : Hugo lu par Michel Piccoli.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11 h 45 Télé matin.
11 h 45 ANTOPE.
12 h 35 Récit A 2.
13 h 35 Journal et météo.
14 h 35 Jeu : L'académie des neufs.
15 h 35 Série : Magnum.
16 h 35 Aujourd'hui la vie.
17 h 40 Flash info.
18 h 40 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 40 Informations régionales.
20 h 40 Journal.
21 h 35 Feuilleton : Marchandou.
22 h 35 Cinéma : l'Avant.
23 h 10 Choses vues : Hugo lu par Michel Piccoli.

20 h 35 Feuilleton : Marchandou.
21 h 35 Cinéma : l'Avant.
22 h 35 Histoires naturelles.
23 h 10 Choses vues : Hugo lu par Michel Piccoli.

20 h 35 Feuilleton : Marchandou.
21 h 35 Cinéma : l'Avant.
22 h 35 Histoires naturelles.
23 h 10 Choses vues : Hugo lu par Michel Piccoli.

20 h 35 Feuilleton : Marchandou.
21 h 35 Cinéma : l'Avant.
22 h 35 Histoires naturelles.
23 h 10 Choses vues : Hugo lu par Michel Piccoli.

20 h 35 Feuilleton : Marchandou.
21 h 35 Cinéma : l'Avant.
22 h 35 Histoires naturelles.
23 h 10 Choses vues : Hugo lu par Michel Piccoli.

20 h 40 Film marocain : Amok.
21 h 40 Film marocain : Amok.
22 h 25 Téléfilm : la Revendicatrice.
23 h 10 Choses vues : Hugo lu par Michel Piccoli.

CANAL PLUS

20 h 35, le Bar de N.J. Warren ; 21 h 35, le Bar de N.J. Warren ; 22 h 35, le Bar de N.J. Warren ; 23 h 35, le Bar de N.J. Warren.

FRANCE-CULTURE

20 h 35 « Grelotte », de J.-C. Carrière. Avec Y. Chech et G. Tréjard.
21 h 35 « Grelotte », de J.-C. Carrière. Avec Y. Chech et G. Tréjard.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 35 Concert (donné le 13 août au Grand Théâtre de Bordeaux).
21 h 35 Concert (donné le 13 août au Grand Théâtre de Bordeaux).

CANAL PLUS

20 h 35, le Bar de N.J. Warren ; 21 h 35, le Bar de N.J. Warren ; 22 h 35, le Bar de N.J. Warren ; 23 h 35, le Bar de N.J. Warren.

FRANCE-CULTURE

20 h 35 « Grelotte », de J.-C. Carrière. Avec Y. Chech et G. Tréjard.
21 h 35 « Grelotte », de J.-C. Carrière. Avec Y. Chech et G. Tréjard.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 35 Concert (donné le 13 août au Grand Théâtre de Bordeaux).
21 h 35 Concert (donné le 13 août au Grand Théâtre de Bordeaux).

CANAL PLUS

20 h 35, le Bar de N.J. Warren ; 21 h 35, le Bar de N.J. Warren ; 22 h 35, le Bar de N.J. Warren ; 23 h 35, le Bar de N.J. Warren.

FRANCE-CULTURE

20 h 35 « Grelotte », de J.-C. Carrière. Avec Y. Chech et G. Tréjard.
21 h 35 « Grelotte », de J.-C. Carrière. Avec Y. Chech et G. Tréjard.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 35 Concert (donné le 13 août au Grand Théâtre de Bordeaux).
21 h 35 Concert (donné le 13 août au Grand Théâtre de Bordeaux).

CANAL PLUS

20 h 35, le Bar de N.J. Warren ; 21 h 35, le Bar de N.J. Warren ; 22 h 35, le Bar de N.J. Warren ; 23 h 35, le Bar de N.J. Warren.

FRANCE-CULTURE

20 h 35 « Grelotte », de J.-C. Carrière. Avec Y. Chech et G. Tréjard.
21 h 35 « Grelotte », de J.-C. Carrière. Avec Y. Chech et G. Tréjard.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 35 Concert (donné le 13 août au Grand Théâtre de Bordeaux).
21 h 35 Concert (donné le 13 août au Grand Théâtre de Bordeaux).

CANAL PLUS

20 h 35, le Bar de N.J. Warren ; 21 h 35, le Bar de N.J. Warren ; 22 h 35, le Bar de N.J. Warren ; 23 h 35, le Bar de N.J. Warren.

FRANCE-CULTURE

20 h 35 « Grelotte », de J.-C. Carrière. Avec Y. Chech et G. Tréjard.
21 h 35 « Grelotte », de J.-C. Carrière. Avec Y. Chech et G. Tréjard.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 35 Concert (donné le 13 août au Grand Théâtre de Bordeaux).
21 h 35 Concert (donné le 13 août au Grand Théâtre de Bordeaux).

CANAL PLUS

20 h 35, le Bar de N.J. Warren ; 21 h 35, le Bar de N.J. Warren ; 22 h 35, le Bar de N.J. Warren ; 23 h 35, le Bar de N.J. Warren.

FRANCE-CULTURE

20 h 35 « Grelotte », de J.-C. Carrière. Avec Y. Chech et G. Tréjard.
21 h 35 « Grelotte », de J.-C. Carrière. Avec Y. Chech et G. Tréjard.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 35 Concert (donné le 13 août au Grand Théâtre de Bordeaux).
21 h 35 Concert (donné le 13 août au Grand Théâtre de Bordeaux).

COMMUNICATION

FR 3 A L'HEURE DE L'OUVERTURE

Quand des entreprises veulent changer de discours

Il est bien difficile d'innover, surtout lorsqu'on appartient au service public et que l'on se met en tête de lancer un projet qui fait l'effet d'un coup de pied dans une fourmilière. C'est le cas, depuis près de six mois, de FR 3, pour André Campagna, rédacteur en chef chargé du magazine « Vendredi », et pour Jean-Charles Elie, son adjoint, avec « Portes ouvertes », une émission mensuelle d'information économique et sociale grand public qu'ils projettent - c'est là où le bât blesse - de coproduire avec la participation financière d'entreprises.

Leur but, expliquent les deux journalistes, est de « raconter l'actualité économique » d'une entreprise et de la mettre en scène pour permettre de mieux connaître et comprendre le sens de ses activités. Exemples : à quel sert l'EDF ? Ou les banquiers ? Ou la RATP ? Ce n'est ni au produit ni à la marque ni à une quelconque communication de service qu'il s'agit d'exposer, mais le point de vue de la direction ou celui des syndicats que nous nous intéressons », dit André Campagna. Une sorte de « pay-show » des entreprises à travers une émission dont la règle du jeu sera fondée, affirme-t-il, sur la « liberté totale d'action » de l'équipe rédactionnelle : dans l'ensemble de l'enquête durera deux mois ; dans les deux tiers du temps de diffusion seront du direct et qui sera accompagné des résultats d'un sondage national commandé pour les besoins de l'émission.

L'idée, soumise au début de l'année à M. André Holleaux, PDG de FR 3, l'a séduit, et le projet a été annoncé, publiquement, au printemps dernier. M. Holleaux affirme aujourd'hui qu'il « continue de soutenir la formule préfigurée » de « Portes ouvertes » dans la mesure où elle a le mérite d'« apporter une grande clarté, une véritable transparence - ce qui est loin d'être le cas général - dans les relations entre la télévision et des partenaires extérieurs ».

Mais deux problèmes sont apparus. Le premier, d'ordre juridique, a été soulevé par le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication, qui voit d'un mauvais œil l'arrivée d'une émission qu'on ne pourrait « précisément situer » par rapport à celles rattachées à la Régie française d'éspaces (RFE) (1). Le second point soulevé par les syndicats de journalistes de la chaîne, porté sur la question de « déontologie » que pose la participation de journalistes à ce genre de magazine, a été réglé par les syndicats par la mise en place d'une incompatibilité entre la fonction de journaliste et la collaboration à une émission financée de l'extérieur. Il semble que l'ensemble de ces questions doit être discuté, dans les jours qui viennent, au plus haut niveau gouvernemental.

Du côté de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, où l'affaire est « suivie de très près », on se déclare « intéressé » par cette

« ouverture » du service public à des partenaires extérieurs, mais on tient à ce que FR 3 garde la maîtrise éditoriale et que tout risque de dérapage vers la publicité soit évité. Ces précautions prises à part, la haute instance précise qu'elle « fait confiance à la chaîne » et qu'elle est d'accord pour que, dans un premier temps et en guise de test, soient diffusées deux ou trois émissions de « Portes ouvertes ». Bref, elle préfère jager sur pièces avant de se prononcer définitivement.

C'est ce que souhaitent aussi les auteurs du projet qui, obstinément, malgré les obstacles, continuent leur bonhomme de chemin. Ils ont fondé, à la mi-juillet, une association Entreprises et Médias, par laquelle transmettront les fonds nécessaires à la production.

FR 3 conclura des accords avec cette association ; le premier devrait porter sur dix émissions. Le budget d'une séquence d'une heure quinze est estimé à 1,5 million de francs, dont 60 % seraient pris en charge par l'entreprise concernée et 40 % par FR 3. A ce jour, une quinzaine de firmes - et non des moindres - sont devenues membres de l'association, dont dix ont déjà accepté de jouer le jeu de « Portes ouvertes ». Parmi ces dernières : le CCF, la RATP, l'EDF, l'UAP, Bull, les Charbonnages de France, Psa Laurenti (une PME de textile), SOFINCO (établissement de crédit à la consommation) et Citroën.

Quant aux simples adhérents, y figurent notamment, la CEA, la CGE, la Sécurité routière et le groupe Roussel-Uclaf.

(1) La RFE, rattachée à la Régie française de publicité, exploite les créneaux horaires disponibles des sociétés de télévision publiques et les propose aux entreprises et aux institutions.

LA RENTRÉE SUR RMC

Trois têtes d'affiche

Trois vedettes, Michel Sardou, Yves Mouroi et Albert Du Roy, se joignent à l'équipe de Radio Monte-Carlo, a annoncé M. Jean-Pierre Host, le directeur général de la station, en présentant le mercredi 28 août, au cours d'une conférence de presse, la nouvelle grille des programmes.

Tous les matins, du lundi au vendredi, Michel Sardou animera une émission de variété, « Chansons passion ». En support, une pile de disques, et les commentaires à chaud d'un des chanteurs les plus populaires de France.

Deux rendez-vous quotidiens sont prévus avec Yves Mouroi. Chaque après-midi, à 16 heures, il recevra les stars du show-business pendant soixante minutes. Le matin, et chaque semaine également, il se chargera d'une courte chronique consacrée au monde des spectacles et des arts intitulée « Bonjour c'est Mouroi ». Pas de répit pour le présentateur du journal de TF 1 qui, au mercredi, le lundi à 19 heures, « RMC choc » face-à-face entre deux personnalités divergentes, et le jeudi à la même heure « L'invité de RMC ».

Albert Du Roy propose depuis le 5 août sa chronique quotidienne :

« L'actualité épinglée », un commentaire et une analyse des événements nationaux.

La direction de la station entend accentuer son effort dans le domaine de l'information. Deux nouvelles revues de presse, l'une nationale, l'autre régionale, apparaîtront dans la session d'informations du matin. Elles viendront compléter celle qu'assure déjà tous les samedis Jacques Laumière, et qui concerne les hebdomadaires. Une demi-heure de programme d'actualité sera d'ailleurs portée chaque soir en collaboration avec les journalistes de l'« Evénement du jeudi ».

Autre nouveauté : l'émission « Libertinages », présentée en semaine à 23 h 15 par Danièle Bvenou. Au programme, de la musique et des lectures de « morceaux choisis » teintés d'humour.

Avec sa grille de rentrée, qui prendra place le 2 septembre, RMC confirme sa vocation populaire. Elle maintient les émissions musicales et mise plus que jamais sur des personnalités reconnues, confortant notamment Jean-Pierre Franchet dans l'animation de la tranche quotidienne de 8 h 30 à 11 heures.

L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE CARCANS-MAUBISSON

Le câble au secours des télévisions privées

Carcans-Maubousson (Gironde).

« La seule télévision locale possible, c'est le câble ». Ce slogan affirmé par M. Bernard Schreiner, président de la mission TF câble, ne semble pas soulever de protestations dans la foule de spécialistes qui se pressent à l'Université d'été de Carcans-Maubousson. Etrange rencontre : en 1982, le câble semblait la voie royale de développement de la communication audiovisuelle en France. Il y a huit mois, à l'annonce de la libéralisation prochaine de l'espace hertzien, on ne misait plus un sou sur lui. Que pesait, en effet, ce coûteux investissement technologique étalé sur vingt ans face à l'arrivée immédiate de télévisions privées et de leurs images gratuites ?

Et pourtant le câble a résisté. Politiquement, il est même devenu le seul point de consensus sur la politique audiovisuelle entre le gouvernement, une grande partie de l'opposition et le Parti communiste. Vingt villes de toutes tendances vont signer, d'ici la fin de l'année, un protocole d'accord avec les PTT. Plus de trente autres ont leurs études déjà très avancées. Le premier réseau entrera en fonction le 15 décembre à Cergy-Pontoise. Paris, Montpellier, Rennes suivront, puis d'autres. Les PTT ont déjà investi 1 milliard de francs dans l'opération. Un prochain conseil des ministres devra décider de porter cette somme, dès 1986, à 2,8 milliards de francs. En 1989, la direction générale des télécommunications affirme, « plus de 3 millions de prises seront installées. Prises discutées à ses débuts, cette politique d'équipement finit par porter ses fruits. Personne n'y échappe, pas même les télévisions privées. « Nos modèles informatiques sont fournis », déclare M. Pierre Barret,

Les PTT paraissent disposés à faire un effort mais refusent de concéder aux exploitants des réseaux un quelconque monopole sur ces services de même nature que la télécommunication. Ce serait la porte ouverte à une dégradation larvée dangereuse à quelques mois des échéances électorales.

Mais M. Schreiner paraît serein : « Le câble rend les PTT indispensables. Quel entrepreneur privé pourrait concurrencer 1 milliard d'investissements sans rentabilité immédiate ? L'opposition doit être cohérente : on ne peut pas appuyer le plan de câblage et vouloir privatiser les PTT ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Le conflit du Progrès. - Le Progrès de Lyon ainsi que la Tribune (Saint-Etienne) et les Dépêches (Dijon), faillies de nouveau en vente jeudi 29 août. Les trois titres n'ont pas paru, ni le dimanche 25 ni le mercredi 28 août, en raison d'un appel à la grève lancé par la CGT, la CFDT et le SNJ. Les syndicats réclamaient la tenue d'une réunion avec la SERP (Société d'édition régionale et de publication), nouveau propriétaire des titres dominicaux du Progrès, avec la direction du Progrès et les pouvoirs publics. Le Progrès a donné son accord mercredi soir pour qu'une rencontre ait lieu jeudi 29. La CGT a suspendu son mot d'ordre de grève, estimant « qu'une ouverture est désormais possible ». Le SNJ et la CFDT ont maintenu leur appel à la grève, considérant cette réunion comme incertaine. Le transfert de deux cent quinze salariés du Progrès vers la SERP est à l'origine de ce conflit (Le Monde des 27 et 28 août).

LE CARNET DU Monde

Naissances

- Anahé et Christiane CHASSAC-SAVARIT avec joie annoncent leur sixième petit-enfant, Gabriel CHASSAC, né le 1^{er} août à Périgueux, au foyer de Jean-Samuel, Christiane, Elodie, 14, rue du Commandant-Bernier, 79500 Melle.

Décès

- M^{me} Eugénie Amzalak, M^{me} Claire Habib, et ses enfants, M. et M^{me} Leavy et leur fille, M. et M^{me} Georges Amzalak et leurs enfants, Les parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Edward AMZALAK,

survécu à Paris, le 27 août 1985, dans sa soixante-dix-neuvième année.

L'inhumation aura lieu le vendredi 30 août, au cimetière parisien de Pantin, on se réunira à la porte principale à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

55, boulevard Beaussjour, 75016 Paris.

- M^{me} Gerorgette Gerbier, Ses enfants, petits-enfants, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel GERBIER,

ingénieur général des ponts et chaussées, survenu à Bordeaux le 28 août 1985, 41, rue Pierre-Curie, 33200 Bordeaux-Mérignac.

- M^{me} Lucien Mascard, M^{me} Jean Mascard, née Nicole Herrmann, Eric Mascard, ont la douleur de faire part du décès de

Jean MASCARD,

conseiller-maire à la Cour des comptes, survenu le 22 août 1985. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

139, avenue de Wagram, 75017 Paris.

- M^{me} Sirapir Der Nersessian

a la douleur de faire part du décès de sa

M^{me} veuve Araxie DER NERSESSIAN,

survécue le 22 août 1985.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le 27 août en l'église arménienne, rue Jean-Goujon, Paris.

M. et M^{me} Robert Domalain, M. Jean-Yves Saulnier,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean SAULNIER,

né Simonne Domalain,

le 10 août à Fort-de-France.

Les obsèques ont eu lieu dans la cathédrale de Fort-de-France, le 17 août.

Fouette serviable repose en compagnie des sœurs enseignantes de Cluny.

- M^{me} Paul Lohé,

M. et M^{me} Dominique Lohé et leurs enfants,

M^{me} Geneviève Lohé,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean SOULAIROL,

né Jeanne Lohé,

pieusement décédée à Nice, le 24 août 1985 dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 30 août 1985, à 16 heures en l'église de Joux-sur-Andois (Cher).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

234, avenue de la Lanterne, 06200 Nice.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

- M^{me} Topkian,

son épouse,

M. et M^{me} Claude Topkian,

M. et M^{me} Xavier Topkian,

M^{me} Nathalie Topkian,

M. et M^{me} Stéphane Topkian,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Haig G. TOPKIAN,

survécue le 26 août 1985.

Les obsèques seront célébrées en l'église arménienne, rue Jean-Goujon, Paris-8^e, le lundi 2 septembre 1985, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Georges Vitkovitch et ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur DIONISIO VITKOVITCH,

président des anciens combattants et résistants yougoslaves du Sud-Ouest, médaillé de la Résistance,

survécue le 26 août 1985.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 28 août à Montastruc-la-Conseillère.

4, avenue du Mar-de-Ronde, 31380 Montastruc.

- Il y a neuf ans que notre fils,

Vincent CAZES,

trouvait la mort accidentellement à vingt et un ans.

« Les blessures sont toujours ouvertes... Il faudrait plutôt composer le tracé des souffrances à la perte d'un être, ou à celle d'un être. Peut-être, au cours d'une vie entière, ne vous manquera-t-il vraiment qu'une seule minute. Mais quand cette minute arrive, il n'y a plus aucun retour. »

F. Scott Fitzgerald.

Mardi 31 août 1976.

- Il y a un an, le 30 août 1984, le

docteur CHANTEMESSE

décédait.

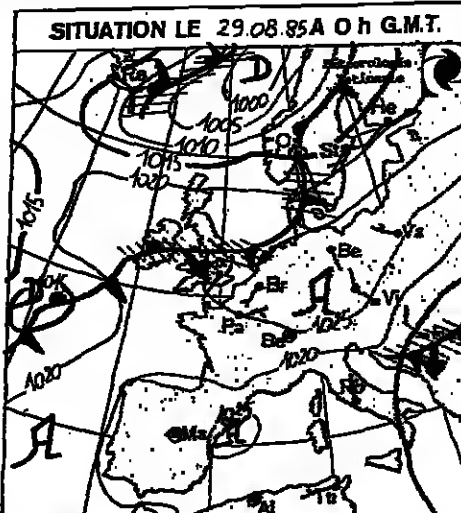
Sa famille et ses amis se souviennent.

- Une pensée pour le dix-huitième anniversaire de la mort de

M. SCHEIN.

INFORMATIONS « SERVICES »

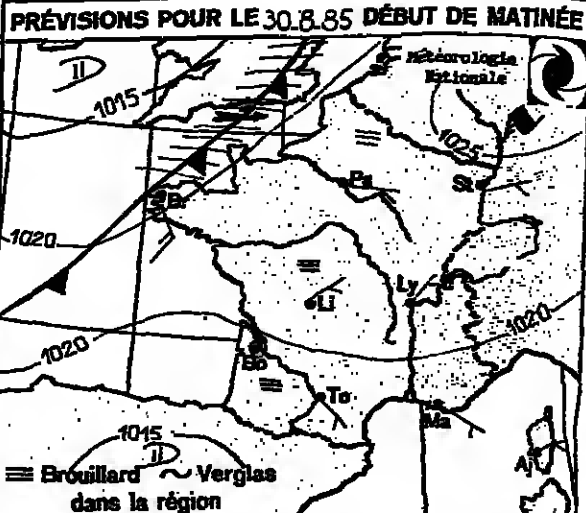
MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre jeudi 29 août à 0 h et vendredi 30 à 24 h.

Situation générale. La situation anticyclonique qui s'est établie sur l'Europe occidentale rejette sur les îles Britanniques les perturbations en provenance du centre de l'Atlantique.

Prévisions. Vendredi : Persistance du temps chaud et ensoleillé sur l'ensemble du pays. Quelques bancs de brumes locales sur l'arrière-pays de la Bretagne et du Cotentin. Les températures minimales de 13 à 15 degrés sur les côtes de l'Atlantique et de la Manche et de 14 à 17 degrés près de la Méditerranée resteront entre 10 et 12 degrés dans l'intérieur, descendant même à 5 à 6 degrés sur le Massif Central et le Jura.



Prévisions pour le 30.8.85 DÉBUT DE MATINÉE. Dans l'après-midi les passages nuageux se décaleront vers le Nord-Est dominant localement sur les Ardennes ou le nord des Vosges une petite menace d'ondées. Le vent passera à l'ouest en Manche faisant rentrer des nuages en bord de côte. Sur la quasi-totalité du pays le ciel sera bien dégagé et le soleil fera grimper les températures à 23 degrés dans le Nord, 28 dans le Sud et 25 sur la plupart des régions.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 28 août, le second, le minimum de la nuit du 28 au 29 août) : Ajaccio, 27 et 12 degrés ; Biarritz, 26 et 13 ; Bordeaux, 27 et 9 ; Brétat, 20 et 16 ; Brest, 24 et 12 ; Cannes, 26 et 18 ;

Cherbourg, 21 et 13 ; Clermont-Ferrand, 24 et 6 ; Dijon, 24 et 11 ; Dinard, 23 et 11 ; Embrun, 24 et 10 ; Grenoble-St-Martin, 24 et 9 ; Grenoble-St-Genève, 24 et 7 ; La Rochelle, 28 et 14 ; Lille, 26 et 11 ; Limoges, 25 et 14 ; Lorient, 24 et 13 ; Lyon, 25 et 9 ; Marseille-Miramas, 27 et 13 ; Menton, 27 et 18 ; Nancy, 22 et 9 ; Nantes, 25 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 26 et 18 ; Nice-Ville, 27 (max) ; Paris-Montsouris, 25 et 12 ; Paris-Orly, 25 et 14 ; Pau, 28 et 11 ; Perpignan, 28 et 12 ; Rennes, 25 et 11 ; Rouen, 24 et 18 ; Saint-Etienne, 23 et 7 ; Strasbourg, 23 et 8 ; Toulouse, 29 et 9 ; Tours, 25 et 11 ;

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 12 ; Genève, 23 et 8 ; Lisbonne, 31 et 18 ; Londres, 23 et 14 ; Madrid, 33 et 15 ; Rome, 24 et 14 ; Stockholm, 20 et 15.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

SAMEDI 31 AOUT

«Promenade à travers le quartier Saint-Séverin», 15 heures, parvis de l'église ou métro Maubert-Mutualité, sortie côté pair.

«Les tympans célèbres (Moïse, Conques etc.), au Musée des monuments français», 15 heures, entrée musée (M. Boulou).

«Le gothique s'élève de la rive gauche : le couvent des bernardins et son cimetière, les caves de la rue Galande, l'église Saint-Julien-le-Pauvre», 14 h 30, portail Saint-Julien-le-Pauvre (lampes de poche) (M. Bussac).

«Les sports autour de 1900», 14 h 45, 12, rue Sarcouf.

«Versailles : à la recherche du premier village de Versailles», 15 h 30, 7, rue des Réservoirs.

«Ateliers d'artistes jardins et curiosités de Montparnasse», 15 heures, métro Vavin (M. Raguenau).

«Exposition : les Grands Boulevards au Musée Carnavalet», 15 heures, 24, rue de Sévigné (M. Hager).

«Les Templiers et le quartier du Temple», 15 heures, métro Temple (M. C. Lasserre).

«Le Grand Orient de France. Histoire et symbolisme de la franc-maçonnerie du XVIII^e siècle à nos jours», 15 heures, 15, rue de la Harpe, 15, rue de la Harpe, 15, rue de la Harpe.

«Villandry, la savonnerie, le château de Talcy», (inscriptions (1) 274-22-22).

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

Hôtel Trianon, 1 bis, rue de Valenciennes, de 10 heures à 19 heures : «Aspects planétaires. Modes divers de la manifestation», de 14 h 30 à 19 h : «Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

«Technique d'interprétation», inscriptions (1) 872-55-50.

26, rue Bergère : (1) 770-44-70.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4042

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

HORIZONTALEMENT

1. Bouche... trou. - II. Eminence, témoin d'une bataille restée sous le manteau. Assisté. - III. Être malade. Enchaîne le chanteur.

IV. Pour le savoir, on pèche parfois le contraire. Improductif. - V. Pour un «Grec», c'est l'alphabet. Salfé. - VI. Sort des sentiers battus. Repassé à l'examen.

VII. Triptote. Agnès ou Julien. - VIII. Nœud ferroviaire. Met à l'épreuve la résistance d'un sommier. - IX. Déplace. Plus courante à Asti qu'à Saint-Siège. - X. Ponce une volonte précoce. Evogue une case aux USA et un lit en URSS. - XI. De carpe, il se passe de perche. La plus belle partie d'un ensemble.

VERTICALEMENT

1. Est loin d'être entamée quand on la partage. - 2. Vieux «pot». Étrangers plutôt étranges. - 3. Descentes de lit. - 4. Pour une veine.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 29 août :

● Relatif à la composition et à l'appel de la fraction de contingent 1985/10.

DES DÉCRETS

● Fixant les conditions de validation des études, expériences professionnelles ou acquies personnelles en vue de l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur.

● Modifiant le code de l'aviation civile et relatif au Conseil supérieur de l'aviation marchande.

UN ARRÊTÉ

● Relatif à la composition et à l'appel de la fraction de contingent 1985/10.

DES DÉCRETS

● Fixant les conditions de validation des études, expériences professionnelles ou acquies personnelles en vue de l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur.

● Modifiant le code de l'aviation civile et relatif au Conseil supérieur de l'aviation marchande.

UN ARRÊTÉ

● Relatif à la composition et à l'appel de la fraction de contingent 1985/10.

DES DÉCRETS

● Fixant les conditions de validation des études, expériences professionnelles ou acquies personnelles en vue de l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur.

● Modifiant le code de l'aviation civile et relatif au Conseil supérieur de l'aviation marchande.

UN ARRÊTÉ

● Relatif à la composition et à l'appel de la fraction de contingent 1985/10.

DES DÉCRETS

● Fixant les conditions de validation des études, expériences professionnelles ou acquies personnelles en vue de l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur.

● Modifiant le code de l'aviation civile et relatif au Conseil supérieur de l'aviation marchande.

UN ARRÊTÉ

● Relatif à la composition et à l'appel de la fraction de contingent 1985/10.

DES DÉCRETS

● Fixant les conditions de validation des études, expériences professionnelles ou acquies personnelles en vue de l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur.

● Modifiant le code de l'aviation civile et relatif au Conseil supérieur de l'aviation marchande.

UN ARRÊTÉ

● Relatif à la composition et à l'appel de la fraction de contingent 1985/10.

DES DÉCRETS

● Fixant les conditions de validation des études, expériences professionnelles ou acquies personnelles en vue de l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur.

● Modifiant le code de l'aviation civile et relatif au Conseil supérieur de l'aviation marchande.

UN ARRÊTÉ

● Relatif à la composition et à l'appel de la fraction de contingent 1985/10.

DES DÉCRETS

● Fixant les conditions de validation des études, expériences professionnelles ou acquies personnelles en vue de l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur.

● Modifiant le code de l'aviation civile et relatif au Conseil supérieur de l'aviation marchande.

UN ARRÊTÉ

● Relatif à la composition et à l'appel de la fraction de contingent 1985/10.

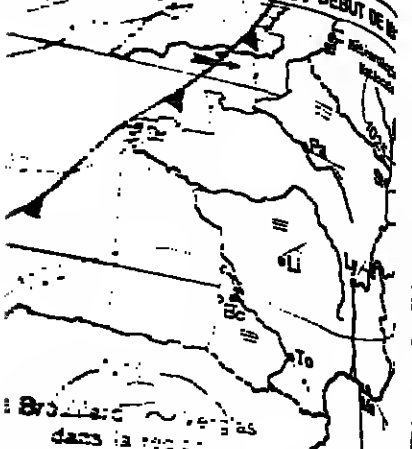
DES DÉCRETS

● Fixant les conditions de validation des études, expériences professionnelles ou acquies personnelles en vue de l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur.

كذا من الأصل

« SERVICES »

ÉVÉNEMENTS POUR LE DÉBUT DE



Bruxelles, dans la région de

ROISES

4 5 6 7 8 9

ROISES

ROISES

ROISES

ALCOTAL

économie

... LE MONDE - Vendredi 30 août 1985 - Page 19

REPÈRES

Dollar : en légère hausse, à 8,4580 F

En très léger progrès d'un jour à l'autre sur les marchés des changes européens, le dollar a gagné quelques fractions, le 29 août à Paris, pour s'établir à 8,4580 F, contre 8,4535 F la veille en séance officielle, le deutchmark étant pratiquement inchangé, à 3,0635 F. A Francfort, la devise américaine se traitait en fin de matinée à 2,7710/7730 DM (contre 2,7680/7680 DM mercredi). Quant à l'or, il se négociait à 338,50 dollars l'once de métal fin (contre 340,50 dollars l'once au second « fixing » de Londres, la veille au soir).

Commerce extérieur : déficit chinois

Le déficit commercial de la Chine a atteint 7,89 milliards de dollars pour les sept premiers mois de l'année, pour un montant d'échanges de 36 milliards de dollars (21,9 milliards de dollars d'importation, 14,1 milliards de dollars d'exportation). Au cours de la même période de 1984, l'excédent commercial avait atteint 700 millions de dollars. En juillet dernier, les transactions commerciales étaient en très forte progression par rapport à juillet 1984 (+ 29,9 %). La banque populaire de Chine avait révélé, le mois dernier, que les réserves en devises du pays avaient diminué de 30 % en six mois, passant de 16,3 milliards de dollars en octobre 1984 à 11,3 milliards au début de mars.

ENTREPRISES

Union Carbide se restructure

Union Carbide, troisième groupe chimique américain, a annoncé, le mercredi 28 août, un important plan de restructuration, qui se traduira par le licenciement, l'an prochain, de quatre mille employés, la vente de nombreux actifs et le rachat de 10 millions de ses propres actions (14 % du total). Ce plan, a précisé la direction, vise « à améliorer le rendement de ses actions et à atteindre de meilleurs résultats en matière de sécurité et de protection de l'environnement ».

Union Carbide est toujours sous le coup de la catastrophe de son usine de Bhopal, en Inde, qui avait fait deux mille victimes, suivie, le 11 août dernier, par une fuite dans son usine de Virginie, qui a fait cent trente-sept blessés. La plan de restructuration prévoit un investissement de 100 millions de dollars pour améliorer la sécurité de ses usines.

Le groupe était, en outre, menacé d'une prise de contrôle par une autre société chimique, GAF Corp., qui a déjà acquis en Bourse 7,1 % des actions d'Union Carbide. Le plan annoncé entraînera, en 1986, une perte exceptionnelle de 990 millions de dollars, mais devrait permettre à la compagnie de redevenir bénéficiaire en 1988. Les licenciements devraient permettre une économie de 250 millions de dollars en 1988, et la vente de divers actifs devrait rapporter environ 500 millions de dollars.

Revlon contre Pantry Pride ou OPE contre OPA

Revlon, le géant de l'industrie américaine de la parfumerie et des cosmétiques (21 milliards de francs environ de chiffre d'affaires) refuse de passer dans l'orbite de Pantry Pride, holding du conglomérat Mac Andrews and Forbes, spécialisée dans l'organisation de supermarchés (6,55 milliards de francs environ de chiffre d'affaires). Sur les conseils de Lazard Frères, son banquier, le groupe s'est finalement décidé à racheter 10 millions de ses propres actions au cours de Bourse actuelle (46,25 dollars), augmenté d'une prime substantielle.

Revlon propose tout bonnement un troc à ses actionnaires et leur offre de reprendre leurs actions, chacune en échange d'une obligation à dix ans de 47,50 dollars nominal, portant intérêt de 11,75 %, et d'un dividende d'action préférentielle convertible, d'une valeur de 100 dollars. D'après M. M.C. Bergerac, PDG de Revlon, les deux titres pourraient se négocier ensemble à 67,50 dollars, alors que l'OPA de Pantry Pride a été faite à 47,50 dollars.

L'OPE proposé par le groupe, pour contraindre l'offensive de

l'adversaire, « fait partie d'un large programme destiné à protéger les intérêts des actionnaires », précise un communiqué de Revlon, dont le conseil a, d'autre part, autorisé la vente de certains actifs représentant environ 250 millions de dollars.

Succès d'Alcatel-Thomson au Portugal

La société française Alcatel-Thomson, filiale du groupe nationalisé CGE, a remporté l'appel d'offre d'équipement téléphonique au Portugal, aux côtés de l'allemand Siemens. Pour ce faire, Alcatel-Thomson a signé un accord avec Standard Electrica, filiale locale du groupe américain ITT, qui se trouve, lui, évincé. La société française va entrer au capital de Standard Electrica dans une première étape, avant probablement de la racheter complètement. Ses contrats téléphoniques (des MT originaires de Thomson) seront donc fabriqués sur place dans les usines de la filiale d'ITT, portugaise. Il s'agit de la seconde période de la CGE sur un marché européen après l'Irlande, le groupe français ayant jusqu'à présent remporté des victoires surtout dans les pays de développement, en Inde et en Chine notamment.

TAUX DES EUROMONNAIES

	7/8	8	7/15/16	8/1/16	7/15/16	8/1/16	8/1/8	8/1/4
SE-U	4 3/4	4 7/8	4 1/2	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 5/8	4 3/4
DM	5 3/4	6	5 1/4	5 7/8	5 1/4	5 7/8	5 3/4	5 3/4
Yen (100)	8 1/4	8 3/4	9 1/4	9 3/8	9 1/4	9 3/8	9 1/4	9 1/4
£	11 1/2	12	11 1/4	12 1/4	11 1/4	12 1/4	11 1/4	11 1/4
L (100)	11 1/2	12	11 1/4	12 1/4	11 1/4	12 1/4	11 1/4	11 1/4
F. franc	9 3/8	9 5/8	9 3/4	10	9 3/4	10	9 3/4	9 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
SE-U	8,4570	8,4600	+ 185	+ 120
DM	6,2115	6,2285	+ 33	+ 38
Yen (100)	3,5660	3,5690	+ 90	+ 95
DM	3,8525	3,8547	+ 124	+ 134
DM	2,7180	2,7126	+ 81	+ 89
Yen (100)	14,8880	14,8910	+ 1	+ 60
£	3,7280	3,7244	+ 190	+ 146
£	4,5443	4,5478	+ 138	+ 94
£	11,9753	11,9835	+ 234	+ 196

SOCIAL

La CGT multiplie les actions de commando

En « pistant » et en arrêtant à plusieurs reprises, tout au long de la journée du 29 août, un train transportant des pièces de presse de Renault, de Douai en Espagne, la CGT a réussi une nouvelle manifestation à grand spectacle. D'abord par le côté western de cette opération à épisodes qui a mis en jeu différents modes d'action et a fait jouer quelques centaines de militants de différentes régions et de différentes branches de la confédération : ceux de Renault à Douai, et dans la région parisienne (où ce jeudi matin ils bloquaient la circulation sur les Champs-Élysées) ; les cheminots qui ont repéré le trajet du convoi, celui des autres corporations qui l'ont arrêté à plusieurs reprises à Angoulême, puis à Bordeaux et dans les Landes. Le dispositif de « surveillance » de Renault a bien fonctionné.

La gêne apportée au trafic ferroviaire par les interventions des militants, le côté spectaculaire de l'affaire, ne doivent pas amener à en majorer la portée. Efficace et coordonnée, l'action de la CGT ne traduit pas une mobilisation profonde des salariés : au total à peine plus d'un millier de salariés ou de permanents seulement y ont participé. La CGT se préoccupe de passer d'ici la rentrée à une nouvelle phase, en annonçant et en préparant des « quinzaines d'action » dans plusieurs branches au début de septembre : à celui touchant le secteur public et au commerce, déjà connues, viennent de s'ajouter la construction, les mines, les industries chimiques, les tabacs et les aluminés.

Cette stratégie traduit un durcissement de la CGT, en particulier chez Renault, sous l'égide de la confédération. Celle-ci apparaît dans les propos du secrétaire général, « Asses trinqué, il faut agir ».

« Rien n'est plus urgent que l'action », écrit M. Krasucki, dans le *Peuple*, dénonçant « l'avalanche dans tous les domaines ».

Cet engagement comporte deux risques. D'une part, celui d'une dérive « gauchiste » — d'un décalage par rapport à la masse des salariés, qui ne sont pas encore rentrés. Ainsi les responsables de la CGT présentent les vœux de solidarité que le syndicat dépose, le 29 août, dans les usines des salariés les plus déterminés. D'autre part, elle pose le problème des limites de l'intervention syndicale, même si l'affaire du train n'a pas donné lieu à des actes de violence. La CGT ne se contente pas de contester une politique industrielle, d'essayer de la faire changer. Elle en bloque la réalisation.

GUY HERZLICH.

MANIFESTATIONS DES SIDÉRURGISTES DE POMPEY

A Pompey (Meurthe-et-Moselle), où la direction d'Ascometal a annoncé 450 suppressions d'emplois supplémentaires et l'arrêt, en 1986, des activités sidérurgiques de la Société nouvelle des aciéries de Pompey (1 900 salariés), les manifestations ont eu lieu le lundi 26 août, jour de retour de vacances, à l'appel de la CGT et de la CFDT.

La traversée de la ville a été partiellement bloquée dans l'après-midi du 26 août avec la mise en place d'une chaîne humaine et de postes de surveillance sur le RN 57. La circulation automobile a été détournée par l'antenne A 31. La voie ferrée entre Nancy et Metz a été bloquée

dans la matinée et réouverte au trafic ferroviaire vers 14 h 30. Un tas de poutrelles de 5 mètres de long a été déposé devant la maison du conseiller général PS, M. Antoine Trugnot, lui-même ancien sidérurgiste et ancien secrétaire général de l'union régionale CFDT. Des manifestants devaient se rassembler ce 29 août devant la préfecture de Nancy où une délégation du personnel devait être reçue. De nouveau, la voie ferrée était occupée dans la matinée et les manifestations reprenaient. L'ensemble des salariés des Acieries de Pompey, à l'exception du personnel d'entretien, a défilé à partir de midi.

Le patronat a demandé, le mercredi 28 août, aux pouvoirs publics d'amorcer une « grande réforme fiscale » propre à restaurer la compétitivité des entreprises françaises face à la concurrence étrangère.

Le président du CNPF, M. Yvon Gattaz, après avoir rencontré le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, s'est déclaré personnellement « moins optimiste » que son interlocuteur sur la reprise de l'économie, et en particulier sur celle des investissements, en faveur desquels il continue de réclamer une « incitation positive, déterminante et simple ».

M. Gattaz, qui était accompagné de M. Guy Brana, vice-président du CNPF, a demandé à M. Bérégovoy de corriger trois « anomalies » de notre système fiscal : instauration d'une provision fiscale pour congés payés, suppression progressive du décalage d'un mois dans la récupération de la TVA, autorisation donnée aux entreprises de renouveler leurs équipements à leur vraie valeur (indexation des amortissements sur les prix).

Ce « paquet » de mesures fiscales, a souligné M. Gattaz, devrait pouvoir s'ajouter au « premier pas » que représente la réduction de 5 % de l'impôt sur les bénéfices non distribués, mesure qui sera inscrite dans le projet de budget pour 1986.

Notons qu'un sondage de l'Institut RES (Recherches économiques et sociales), publié par notre confrère *L'Union Nouvelle*, indique que 74 % des Français connaissent le nom du président du CNPF.

Ce sondage montre que M. Gattaz a une image très favorable : 72 % des personnes interrogées estiment que son action a contribué à infléchir la politique économique du gouvernement, et la majorité pensent qu'il a raison sur de nombreuses questions, notamment sur la nécessité de réduire les charges sociales.

CLAIRE BLANDIN.

HISTOIRE D'UN TRAIN

Quatorze jours et trente-deux heures

Le convoi de sept wagons transportant trois éléments de presse de la R 18 destinée à la FASA, filiale espagnole de Renault, aura mis trente-deux heures pour parvenir en Espagne — trente-deux heures s'ajoutant en fait à quatorze jours d'attente. En effet, dans la soirée du 13 août, une cinquantaine de militants avaient bloqué les wagons sur la voie de sortie de l'usine en déversant des gravats et en déboulonnant des rails. Le train constitué avait ensuite été « capturé » près de Douai le 19 août. Il n'a quitté cette ville que le mercredi 29 août, vers 3 h, après l'intervention de plusieurs escadrons de gendarmerie pour repousser le groupe de militants qui le gardaient.

L'intervention des forces de l'ordre et le départ du convoi devaient déclencher, en signe de protestation, l'occupation, dès 4 h, de la gare de Douai par environ deux cents personnes, suivies de celle de Lille puis de celle de Valenciennes par quelques dizaines de manifestants bloquant les voies ferrées jusqu'au début de l'après-midi, le gare de Douai étant dégagée vers 22 h, après un meeting réunissant trois cents personnes.

Suivi tout le long du trajet, affirme la CGT, grâce aux renseignements fournis par les cheminots, le train parti de Douai, qui aurait emprunté un itinéraire détourné pour éviter la région parisienne, a été une première

MANIFESTATIONS DES SIDÉRURGISTES DE POMPEY

A Pompey (Meurthe-et-Moselle), où la direction d'Ascometal a annoncé 450 suppressions d'emplois supplémentaires et l'arrêt, en 1986, des activités sidérurgiques de la Société nouvelle des aciéries de Pompey (1 900 salariés), les manifestations ont eu lieu le lundi 26 août, jour de retour de vacances, à l'appel de la CGT et de la CFDT.

La traversée de la ville a été partiellement bloquée dans l'après-midi du 26 août avec la mise en place d'une chaîne humaine et de postes de surveillance sur le RN 57. La circulation automobile a été détournée par l'antenne A 31. La voie ferrée entre Nancy et Metz a été bloquée

LE CNPF RÉCLAME UNE GRANDE RÉFORME FISCALE POUR LES ENTREPRISES

Le patronat a demandé, le mercredi 28 août, aux pouvoirs publics d'amorcer une « grande réforme fiscale » propre à restaurer la compétitivité des entreprises françaises face à la concurrence étrangère.

Le président du CNPF, M. Yvon Gattaz, après avoir rencontré le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, s'est déclaré personnellement « moins optimiste » que son interlocuteur sur la reprise de l'économie, et en particulier sur celle des investissements, en faveur desquels il continue de réclamer une « incitation positive, déterminante et simple ».

M. Gattaz, qui était accompagné de M. Guy Brana, vice-président du CNPF, a demandé à M. Bérégovoy de corriger trois « anomalies » de notre système fiscal : instauration d'une provision fiscale pour congés payés, suppression progressive du décalage d'un mois dans la récupération de la TVA, autorisation donnée aux entreprises de renouveler leurs équipements à leur vraie valeur (indexation des amortissements sur les prix).

Ce « paquet » de mesures fiscales, a souligné M. Gattaz, devrait pouvoir s'ajouter au « premier pas » que représente la réduction de 5 % de l'impôt sur les bénéfices non distribués, mesure qui sera inscrite dans le projet de budget pour 1986.

Notons qu'un sondage de l'Institut RES (Recherches économiques et sociales), publié par notre confrère *L'Union Nouvelle*, indique que 74 % des Français connaissent le nom du président du CNPF.

Ce sondage montre que M. Gattaz a une image très favorable : 72 % des personnes interrogées estiment que son action a contribué à infléchir la politique économique du gouvernement, et la majorité pensent qu'il a raison sur de nombreuses questions, notamment sur la nécessité de réduire les charges sociales.

CLAIRE BLANDIN.

كذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

28 août

Très ferme

Pen à peu, la Bourse retrouve sa vitalité. Mercredi, en effet, elle connaît une hausse de 1,23 %, soit 12,35 points, à 1 235,35. Les échanges ont été très actifs, avec un volume de 1 235 353 titres. L'indice a été tiré en avant par la hausse de 1,23 % de la Cote des valeurs étrangères, qui a été portée à 1 235,35. Les valeurs françaises ont également progressé, avec une hausse de 1,23 % de la Cote des valeurs françaises, qui a été portée à 1 235,35. Les valeurs étrangères ont également progressé, avec une hausse de 1,23 % de la Cote des valeurs étrangères, qui a été portée à 1 235,35.

NEW-YORK

Nouveau progrès

Après la légère reprise observée la veille, le marché new-yorkais a enregistré, mercredi, un nouveau progrès, confirmé par l'indice Dow Jones des valeurs industrielles, qui a atteint 2 811,09 points, soit une hausse de 12,35 points, à 2 811,09. Les échanges ont été très actifs, avec un volume de 1 235 353 titres. L'indice a été tiré en avant par la hausse de 1,23 % de la Cote des valeurs étrangères, qui a été portée à 1 235,35. Les valeurs françaises ont également progressé, avec une hausse de 1,23 % de la Cote des valeurs françaises, qui a été portée à 1 235,35. Les valeurs étrangères ont également progressé, avec une hausse de 1,23 % de la Cote des valeurs étrangères, qui a été portée à 1 235,35.

Autour de la Corbeille

EMPRUNTS. - Le Fonds spécial des grands travaux va lancer un emprunt obligataire de 1,8 milliard de francs, d'une durée de dix ans, à taux fixe (11,70 %), le prix d'émission étant fixé à 99,18 % du nominal. Le taux de rendement brut de cette émission est fixé à 11,90 %, le prix d'émission étant fixé à 99,18 % du nominal. D'autre part, sont également prévus au R.A.O. du 2 septembre un emprunt financier de 100 millions de francs, d'une durée de dix ans, à taux fixe (11,70 %), le prix d'émission étant fixé à 99,18 % du nominal. Le taux de rendement brut de cette émission est fixé à 11,90 %, le prix d'émission étant fixé à 99,18 % du nominal.

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE. - Effets privés de 29 août : 9,5 %/an. Cours du dollar à Tokyo : 1 dollar (en yen) : 236,95 / 236,96.

BOURSE DE PARIS Comptant

28 AOUT

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1
Alcatel	271	+1	Elf	271	+1
Alstom	271	+1	Elf	271	+1

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

